

LA RÉUNION DE VIENNE

L'OPEP accroît le quota du Nigéria

LIRE PAGE 21 L'ARTICLE DE VÉRONIQUE MAURUS

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde des livres »

Pages 11 à 15

Lectures de la Révolution française

Les ennuis de la « dame de fer »

Une véritable tourmente économique s'abat en ce moment sur la Grande-Bretagne, dont la monnaie est victime. À la fois d'une grave crise sociale et de sévères perturbations des marchés financiers.

Venant en aide aux mineurs de charbon dont la grève va entrer dans son cinquième mois, les dockers ont entrepris avec l'appui des marins et des cheminots de bloquer les ondes de choc provoquées par la flambée du dollar et des taux d'intérêt américains touchant de plein fouet la City. La livre, à la chute s'ajoutant avec l'effacement du climat social et, tout dernièrement, avec l'effacement du quota de production de pétrole du Nigéria dont les livraisons vont concurrencer les gisements britanniques de la mer du Nord. La livre batrait ses records historiques de baisse par rapport à un dollar triomphant, la Banque d'Angleterre a dû se résigner à majorer massivement ses taux d'intérêt. Du coup, les banques ont dû porter leur taux de base de 10 à 12 %, ce qui le place au plus haut depuis 1962, cinq jours seulement après l'avoir majoré de 0,75 %.

Ce relèvement, l'un des plus importants jamais enregistrés, risque de compromettre la lente reprise de l'économie en aggravant le coût des investissements des entreprises. Il complique la lutte contre l'inflation en agissant sur la facture des importations, notamment pour les matières premières industrielles.

Sans doute Mme Thatcher, qui se réjouit jamais mieux que dans l'adversité, va-t-elle poursuivre sans désespérer sa croisade contre l'« autocratie » des syndicats et continuer à incriminer la politique « ravageuse » des taux d'intérêt menés par les États-Unis sans égard pour leurs partenaires et leurs difficultés.

Mais, un an après le début de son second mandat, la « dame de fer » semble commettre erreur sur erreur. C'est, du moins, l'opinion de l'« Economist », qui n'a pas hésité, à la semaine dernière, à écrire que son gouvernement était le plus inepte depuis la guerre, la dépeignant en train de glisser sur une pente de banane et la comparant à M. Harold Wilson dans les dernières années de son premier mandat (1964-1970). L'hebdomadaire le plus réputé d'outre-Manche énumère toutes ses gaffes, ses « ratages », et ses omissions, et tous ceux que M^{me} Thatcher s'est mis à dos : mineurs, fermiers, collectivités locales, la Chambre des lords, les financiers de la City et ses partenaires de la CEE. Il relève perfidement son demi-échec à Fontainebleau, où elle obtint, finalement, moins que lesdits partenaires ne lui avaient offert à Athènes six mois auparavant. Il l'accuse encore, comme autrefois M. Edward Heath mais plus que lui, de mal utiliser les hommes et les avis, les ignorant même lorsqu'ils lui sont contraires, quitte à faire le vide autour d'elle et ne conservant que de fidèles exécutants.

Décidément, la glorieuse période du conflit des Malouines est bien loin, et les grévistes risquent de se montrer plus coriaces que les Argentins. Quant au dollar et aux taux d'intérêt, pour M^{me} Thatcher comme pour les autres, ce sont, à l'heure actuelle, des obstacles insurmontables.

(Lire nos informations page 26.)

Une femme candidate à la vice-présidence des États-Unis

En choisissant M^{me} Ferraro, M. Mondale relance l'intérêt de la campagne

La suspense entretenu par M. Walter Mondale depuis la fin des élections primaires démocrates sur le choix d'un candidat à la vice-présidence devait être officiellement levé, ce jeudi 12 juillet, dans la soirée. Mais, dès le matin, il ne faisait guère de doute que le candidat à la candidature du parti démocrate avait jeté son dévolu sur une femme : M^{me} Geraldine Ferraro, représentante de New York. Le principal conseiller de M. Mondale s'était rendu mardi à San-Francisco pour s'entretenir avec elle, et cette ultime rencontre avait l'annonce officielle avait simplement pour but de vérifier que rien, dans le passé de M^{me} Ferraro, n'était susceptible de constituer un handicap lors de la campagne présidentielle. L'ancien vice-président de M. Carter, qui dispose d'ores et déjà d'une majorité de délégués à la convention démocrate qui s'ouvrira lundi prochain à San-Francisco, a pris sa décision, mercredi dans la nuit. M^{me} Ferraro a immédiatement accepté.

C'est la première fois dans l'histoire des États-Unis qu'une femme figure sur un « ticket » pour l'élection présidentielle. M. Mondale

semble avoir longuement hésité avant de fixer son choix. Il a beaucoup consulté depuis la fin des élections primaires dans sa maison de campagne de North Oaks, dans le Minnesota, donnant la fâcheuse impression de ne pas pouvoir prendre une décision. Il avait été soumis à de fortes pressions du mouvement féministe NOW (National Organization of Women) pour choisir un colistier de l'autre sexe. Les féministes avaient même menacé de faire être directement par les délégués à la convention leur candidature à la vice-présidence, pour le cas où le choix de M. Mondale ne leur conviendrait pas. Ce dernier se trouvait donc dans une situation délicate : s'il choisissait une femme, il donnait l'impression de céder ; s'il se décidait pour la solution plus classique d'un colistier masculin et blanc (car la candidature d'un Noir n'a jamais été sérieusement envisagée), il risquait de décevoir les espoirs soulevés dans l'électorat féminin.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 4 et nos informations page 26.)

La guerre froide dans l'espace

I. — A la vitesse de la lumière

par ANDRÉ FONTAINE

Le dernier sondage en date donne à Ronald Reagan dix-neuf points d'avance sur le challenger qu'il s'agit de désigner à la convention du parti démocrate : Walter Mondale. Un autre, à sa place et à son âge, s'endormirait sur ses lauriers. Mais il n'y a pas qu'un Vatican qui n'entre pas au Concile pour en sortir cardinal. L'histoire américaine fournit plus d'un exemple d'une élection apparemment gagnée d'avance et qui n'était pas : un grand quotidien parisien en a fait la cruelle expérience qui, au vu de pronostics inévitables, avait eu l'imprudence d'annoncer sur toute la ligne de sa première page, en décembre 1948, la victoire de Thomas Dewey sur Harry Truman. Il lui fallut, le lendemain, corriger le

tir. Reagan et ses conseillers savent donc qu'ils doivent se battre jusqu'au bout et ne négliger aucun atout.

C'est là bien entendu la principale raison du changement de ton du président sortant à l'égard des Soviétiques. S'il est vrai en effet que son élection, en 1980, a beaucoup dû à la volonté de ses concitoyens de voir une main plus ferme que celle de Jimmy Carter tenir la bannière étoilée, il n'a pas regretté pour autant de les entraîner dans le cycle infernal de la guerre froide et des épreuves de force. Aussi bien le Congrès, porte-parole de la grande majorité de l'opinion, lui a-t-il

constamment mesuré les crédits militaires et, plus encore, les possibilités d'intervention armée, jusques et y compris dans cette Amérique centrale que les États-Unis ont pourtant considérée depuis longtemps comme leur « arrière-cour ».

Il va de soi que si la relance de la course aux armements et le langage musclé employé à propos de l'« empire du mal » avaient amené le Kremlin, comme on l'espérait à la Maison Blanche, à se montrer conciliant, toute l'Amérique aurait applaudi. Mais c'est le contraire qui s'est produit : les relations des deux superpuissances sont pour l'heure passablement tendues.

(Lire la suite page 2.)

XXXVIII^e FESTIVAL D'AVIGNON

Sous deux rois d'Angleterre

Au Festival d'Avignon, rue Petrarque, dans un beau jardin à huis-clos ardents, grotte des fées, balcon en forêt, roses trémières et menthe sauvage. — Anne Marbeau interprète le procès de Jeanne d'Arc sous la houlette de Pierre Nortel, dont nous omissions, tant il paraît jeune, qu'il a été l'aumônier des comédiennes et du doyen de Saint-Germain-des-Près. Pierre Nortel a appelé le spectacle *Un habit d'homme*, puisque cet habit fut l'un des faux prétextes que trouvèrent les dominicains de l'inquisition pour condamner Jeanne d'Arc.

Anne Marbeau, friée l'été dernier comme un mouton d'Australie quand elle jouait dans cette même cour les poèmes de Marie Noël, se présente cette fois les cheveux plats coupés « au bol », ce que l'on

appelle improprement la « coiffure à la Jeanne d'Arc ».

En fait, Jeanne d'Arc, sur le front, sur la nuque, sur les tempes, était rasée carrément au-dessus du haut des oreilles. Il ne lui restait qu'une petite calotte de cheveux tout en haut, tout à fait comme l'une des coiffures punk d'aujourd'hui, la crête de couleur en moins. Une mode qui a duré une dizaine d'années vers 1430, une coiffure qui était alors ultra-snob, que ne se permettaient que les messieurs du très grand monde, plutôt à la cour du duc de Bourgogne d'ailleurs que du côté de Charles VII. Et c'est cette coiffure masculine, très in, très happy few, qui mettait hors d'œuvre les inquisiteurs, plus que l'uniforme militaire que portait Jeanne d'Arc par la force des choses.

PASTEUR MÉTHODISTE URUGUAYEN

M. Emilio Castro est élu secrétaire général du Conseil œcuménique des Églises

LIRE PAGE 16

M. Mitterrand et la défense des libertés

Le président de la République veut convaincre l'opinion que les attaques de l'opposition sont injustifiées

M. François Mitterrand a décidé de s'adresser au pays, jeudi 12 juillet, à 20 heures, par l'intermédiaire des trois chaînes de télévision et de radio. Cette déclaration du président de la République a été annoncée, mercredi soir, peu avant 23 heures, par un communiqué laconique du secrétaire général de l'Élysée, diffusé trois heures après le retour de M. Mitterrand de son voyage en Jordanie. Le chef de l'État s'était auparavant entretenu avec le chef du gouvernement qui l'avait accueilli à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle.

M. Mitterrand devait présenter les grandes lignes de son intervention aux membres du gouvernement réunis jeudi matin, à l'Élysée, en conseil des ministres.

Bien qu'aucune indication n'ait été officiellement donnée, si sur les thèmes de la déclaration présidentielle ni sur sa longueur, on précisait, jeudi matin, de source autorisée, que M. Mitterrand se proposait d'évoquer exclusivement la situation politique intérieure et d'entretenir le pays de l'état des libertés en France, en riposte aux campagnes menées sur ce thème par l'opposition. On

ajoutait que le chef de l'État prendrait « une initiative » pour démontrer que la défense des libertés ne justifie pas les passions que ce thème déclenche actuellement dans les débats politiques, dans la mesure où les libertés fondamentales ne sont pas menacées, ainsi que M. Mitterrand le soulignait, la semaine dernière, lors de son voyage en Auvergne.

De même source officielle, on précisait que le président de la République avait envisagé depuis plusieurs jours de faire une telle déclaration, mais qu'il avait arrêté définitivement sa décision au vu des derniers débats parlementaires. Ripostant à la pression de l'opposition, encouragée dans sa stratégie de harcèlement par le revers électoral de la gauche aux élections européennes, M. Mitterrand avait affirmé sa détermination dans son discours d'Aurillac, le 5 juillet : « J'assumerai ma charge autant qu'il le faudra, sans me laisser intimider par les invectives ou par les obstructions. »

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 8.)

La polémique sur la sécurité

Le gouvernement sur la défensive

Le débat sur la délinquance et l'insécurité a été relancé, mercredi 11 juillet, par M. Jacques Chirac, qui présidait la première séance du conseil de sécurité et de prévention de la capitale. M. Roland Dumas, porte-parole du gouvernement, s'est étonné des critiques du président du RPR, en remarquant qu'il avait refusé de s'associer à l'opération de prévention organisée par le gouvernement.

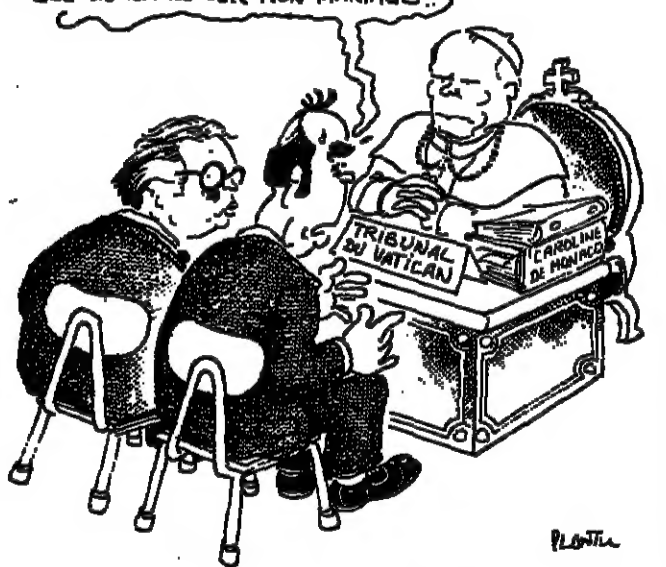
L'insécurité est devenue un enjeu politique et, sur ce terrain-là aussi, le gouvernement se bat le dos au mur. Les tribunaux n'ont jamais été aussi sévères et les prisons aussi pleines, mais l'opinion reste persuadée que la justice est laxiste. Il n'y a pas de politique de prévention tous azimuts, mais il le fait de façon si « dilatoire », a admis mercredi M. Roland Dumas, porte-parole du gouvernement, qu'il n'en tire guère de bénéfice.

L'incapacité de la gauche à faire passer son message est une aubaine pour l'opposition. « Si nous livrons la bataille de 1988 sur le terrain économique, a affirmé samedi dernier M. Alain Peyrefitte devant le comité central du RPR, nous la perdrons, alors que sur le terrain des libertés nous la gagnerons. »

BERTRAND LE GENDRE. (Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

VOILÀ, QUELQUES-UNES DES QUESTIONS SUR MON MARIAGE !!



Insaisissables Français

par PIERRE DROUIN

Quel est l'état d'esprit des Français au moment où M. François Mitterrand, leur prenant par surprise, leur adresse la parole ? Les plus cyniques diront que la première préoccupation de leurs compatriotes, à la veille du 14 juillet, n'est pas le sort de la République, mais l'état des routes de vacances. Ce qui n'empêche pas que se bousculeront dans les têtes un peu plus de contradictions qu'au moment d'autres départs. On ne « décroche » pas aussi facilement cette année. Pourquoi ? Tout simplement, parce que les citoyens se trouvent au nœud d'un tourbillon politico-économique dont ils ne savent pas dans quel état ils sortiront.

« Je ne vois pas pourquoi les Français sont mécontents », glissait M. Mitterrand lors du sommet de Fontainebleau. Si l'on se place du côté de ceux qui ont une garantie d'emploi, une indexation de salaire, qui ont un peu tiré seulement sur leur livret de caisse d'épargne pour boucler leur budget, qui ont tranquillement relevé les prix des produits qu'ils vendent ou celui de leurs consultations pour « faire leur année » avec une clientèle fidèle, si l'on regarde la manière dont certains continuent de dépenser leur argent dans les restaurants ou ailleurs, alors, oui, la France ne paraît pas en voie de sous-développement. Com-

bien d'étrangers nous envient en traversant notre pays !

Même si le pouvoir d'achat s'effrite un peu, même si — bouchons-nous les yeux — les Français vivent en 1984 comme ils vivaient il y a deux ou trois ans, est-ce là un drame affreux, comparé à d'autres situations dans le monde, ou même à ce qui s'est passé aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou en Allemagne, au temps de la « purge » économique de 1980-1983 ? Pourquoi la sensibilité de nos compatriotes est-elle si vive sur le sujet ?

Enfin, M. Delors n'a-t-il pas raison de se féliciter d'une baisse de l'inflation, de la réduction du déficit extérieur et d'une reprise des investissements ? Mais combien de Français sont-ils sensibles aux variations de la macro-économie ? Bien sûr, ils ont tort de ne pas l'être, parce que leur destin dépend de ce climat-là. Enfin il en est ainsi.

Peu visible, parce que nous rassemblons, est la colonne des deux millions deux cent mille chômeurs dont on annonce qu'il faudra inexorablement rajouter trois cent mille individus à la fin de l'année. Cette fatalité pèse sûrement cette fois, plus encore peut-être que la baisse du pouvoir d'achat, sur la mentalité des Français. Ce ne sont pas les chômeurs présents qui affectent tellement l'opinion publique.

(Lire la suite page 8.)

MICHEL COURNOT.

(Lire la suite page 17.)

LETTRES AU Monde

FRANCE
341 F 665 F 859 F 1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS :
PAR VOIE NORMALE
661 F 1245 F 1819 F 2360 F
ÉTRANGER
(par messageries)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
361 F 685 F 979 F 1240 F
IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 830 F 1197 F 1530 F

Par voie aériée : tarif sur demande.

Les abonnements qui paient par chèque postal (compte courant) versent bien entendu en chèque à l'ordre de la revue.

Changement d'adresse définitive ou provisoire (deux semaines au plus) : non obligatoire. Mais il faut nous en faire connaître une semaine en nous avisant, le jour du départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PROCHE-ORIENT

Bagdad et Amman se sont mis d'accord pour la construction d'un oléoduc Irak-mer Rouge

Amman. — Les gouvernements jordanien et irakien ont décidé d'ici quelques jours l'accord qui leur permettra de conclure à Bagdad pour la construction d'un oléoduc entre Haditha, au nord-ouest de l'Irak, et le port jordanien d'Akaba, sur la mer Rouge, indique-on de source officielle à Amman. Cet accord est l'aboutissement de près de cinq mois de négociations entre les deux pays, d'une part, et entre Bagdad et la société américaine Bechtel, d'autre part.

Le financement du projet sera assuré à près de 60 % (soit 570 millions de dollars, sur un coût total évalué à 1 milliard de dollars) par des institutions financières américaines telles que l'Eximbank. Pour le reste, Bechtel est chargée de négocier des crédits auprès de la Compagnie (nationale) française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) et de l'organisme britannique correspondant, l'ECGD (Export Credit Guarantee Department).

Dans le cas de la COFACE, il s'agit de crédits « acheteurs », ce qui signifie, si la France accepte d'accorder les prêts demandés, ce qui est vraisemblable, que des sociétés françaises seront associées à l'exécution des travaux. Ce sera le cas, notamment, de SPIE-Batignolles (plus exactement de sa filiale SPIE-CARAG), déjà présente par Bechtel, et de Technip.

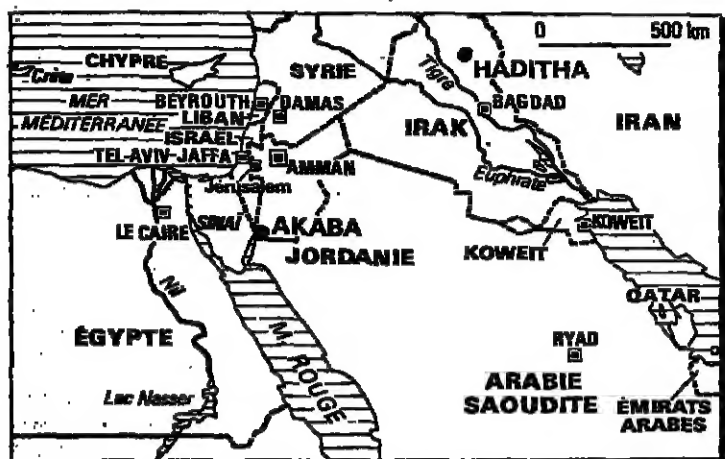
Les modalités de paiement et les garanties demandées aux Etats-Unis par Bagdad quant à la sécurité de l'ouvrage ont été les deux points les plus épineux des négociations de ces

De notre correspondant

derniers mois. En ce qui concerne le premier, il a été décidé que les crédits consentis par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne seront remboursés sur les revenus de l'oléoduc. Pour parer à toute éventualité, il a également été prévu un fonds de garantie bloqué sur un compte bancaire spécial qui sera alimenté par la vente de vingt-cinq mille barils de pétrole par jour.

Etats-Unis qu'Israël a attaqué par la conduite. « Les Américains nous ont assurés de l'intérêt qu'ils portaient à l'oléoduc, qu'ils considéraient d'une importance stratégique pour l'approvisionnement continu de l'Occident en pétrole. Ils nous ont dit avoir la certitude que les Irakiens ne s'attaqueraient ni à l'oléoduc ni aux installations du port d'Akaba », nous a déclaré M. Anani.

Long d'un millier de kilomètres,



Selon M. Jaoued Anani, ministre jordanien du commerce et de l'industrie, si l'oléoduc était endommagé par une opération de sabotage ou par un bombardement israélien, les remboursements seraient suspendus jusqu'à ce qu'il soit de nouveau opérationnel. Toutefois, il semble qu'il n'y ait aucun arrangement précis concernant la garantie par les

oléoduc Haditha-Akaba aura une capacité d'un million cinq cent mille barils/jour. Dans un deuxième temps, celle-ci pourra être portée en quelques mois à un million de barils/jour, ce qui doublerait alors le volume d'or noir que l'Irak est actuellement en mesure d'exporter via la seule Turquie.

EMMANUEL JARRY.

LE PROJET DE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE PROCHE-ORIENT

Les Israéliens réaffirment à M. Cheysson leur exigence de « négociations directes »

Le conflit irako-libanais a été longuement examiné mercredi 11 juillet au cours de l'entretien en tête-à-tête de 90 minutes qu'a eu M. Mitterrand avec le chef de l'Etat égyptien, M. Hosni Mubarak. A l'issue de son voyage en Jordanie, le président français s'était arrêté au Caire pour une brève escale. Le conflit du Golfe a de nouveau été évoqué au cours du déjeuner qui a réuni les deux chefs d'Etat et leurs proches collaborateurs, dont M. Claude Cheysson, ministre français des relations extérieures qui s'est entretenu avec M. Mubarak.

S'agissant d'une éventuelle conférence internationale sur le Proche-Orient, regroupant toutes les parties en cause, y compris Moscou, idée évoquée lors des entretiens Hussein-Mitterrand à Amman, le président Mubarak a estimé que la tenue d'une telle conférence était une « formule de renvoi » et non la meilleure des approches pour le règlement du conflit israélo-arabe. — (AFP.)

De notre envoyée spéciale

Tel-Aviv. — « Un certain mystère plane sur le voyage du ministre français des relations extérieures. Les milieux politiques de Jérusalem croient qu'ils ne connaissent pas les mobiles de cette visite », écrit avec quelque ironie le *Davar* (quotidien du Parti travailliste) à la veille de l'arrivée en Israël de M. Cheysson. Les Israéliens se sont montrés pourtant très satisfaits de ce « geste », et le premier ministre, M. Shamir, a reçu pendant cinquante-cinq minutes en tête à tête M. Cheysson, avant d'offrir un dîner de travail en son honneur dans un grand hôtel de Jérusalem.

Accueillant le ministre français à l'aéroport, M. David Kinche, directeur général du ministère des affaires étrangères, avait déclaré : « Nous avons suivi avec grand intérêt la tournée de M. Mitterrand en Jordanie et en Egypte. Mais, avait-il ajouté, pour couper court à l'idée d'une conférence internationale sur le Proche-Orient réclamée par le roi Hussein et évoquée par M. Mitterrand lors de son voyage à Amman : « Nous croyons que le meilleur moyen d'arriver à la paix dans la région est d'ouvrir des négociations directement avec nos voisins dans le cadre de relations bilatérales. »

A une question sur le même thème, à la sortie du dîner, le premier ministre israélien, a précisé : « Nous sommes prêts à ouvrir des négociations avec la Jordanie dans le cadre des accords de Camp David. » Le ministre français, interrogé par des journalistes israéliens,

a, pour sa part, systématiquement renvoyé aux déclarations du chef de l'Etat en Jordanie, évitant ainsi toute polémique sur un sujet qui préoccupe les Israéliens à dix jours de leurs élections législatives.

Ce jeudi 12 juillet, M. Cheysson s'est entretenu en tête à tête avec M. Shimon Peres, chef du Parti travailliste, évitant ainsi, comme le note la presse israélienne, de donner l'impression de prendre parti pour l'un ou l'autre candidat dans la campagne électorale.

M. Cheysson devait quitter Tel-Aviv pour Damas en milieu de matinée ce jeudi. Un voyage plus « délicat » si l'on en juge par les propos de la presse syrienne, qui, depuis le début de la visite de M. Mitterrand en Jordanie, prête les plus noirs dessein à la diplomatie française dans la région, et notamment celui de vouloir « relancer le processus de Camp David ».

FRANÇOISE CHIPAUX.

● *Protestation grecque contre la Libye.* — Bien qu'elle entretienne de bonnes relations avec Tripoli, la Grèce a officiellement protesté, mercredi 11 juillet, auprès de la Libye contre les assassinats, sur son sol, de quatre opposants libyens au gouvernement. Elle a également accepté d'intervenir au nom de la Grande-Bretagne (qui n'a plus de relations diplomatiques avec la Libye depuis l'assassinat d'une politicienne, à Londres en avril, par des Libyens embusqués dans leur ambassade) en faveur de six ressortissants britanniques détenus à Tripoli. — (AP.)

Liban
Des affrontements ont lieu entre milices pro-syriennes

De violents accrochages se sont déroulés mercredi 11 juillet dans la région de Chékké (à l'est du sud de Tripoli, nord du Liban) entre deux milices alliées et proches de la Syrie. Le point de départ aurait été un « incident individuel » ayant opposé un élément des Maradas (milice de l'ancien président libanais, M. Suleiman Frangieh, opposition) à un milicien du Parti national-social syrien (PNSS) (opposition). Plus comme sous son ancien nom de Parti populaire syrien (PPS), cette formation libanaise a récemment appuyé un certain nombre de chrétiens, notamment grecs-orthodoxes, milites pour un ensemble proche-oriental unifié autour de la Syrie (le *Monde* des 12-13 février).

Malgré des contacts intenses entre responsables politiques de la région afin de parvenir à un cessez-le-feu immédiat, des accrochages aux armes lourdes de tous calibres ont continué tout l'après-midi de mercredi entre les éléments armés des deux parties, et les combats se sont étendus, englobant plusieurs localités du nord du Liban où l'armée syrienne, présente, n'est pas intervenue.

A Beyrouth, le gouvernement a annoncé mercredi 11 juillet la création d'une commission spéciale chargée du problème des enlèvements. Cette commission sera composée d'officiers de l'armée et de la police. Elle sera présidée par l'ancien chef de la police beyrouthine, aujourd'hui en retraite, le colonel Hicham Karam. Elle sera chargée de savoir ce qu'il est advenu des personnes de toutes confessions enlevées par différentes milices et d'obtenir leur libération.

● *Tous les chrétiens et musulmans druzes capturés durant la guerre de la montagne du Chouf en septembre dernier ont été tués.* », a déclaré mercredi dernier le dirigeant druze Walid Joumblatt, qui a dit n'avoir aucune information sur les personnes disparues à Beyrouth. M. Joumblatt, qui est ministre des transports et des travaux publics dans le gouvernement d'union nationale libanaise, a tenu ces propos après l'adoption par le cabinet d'un plan destiné à obtenir la libération des otages.

● *Washington et l'intervention syrienne au Liban.* — Mercredi 11 juillet, M. Richard Murphy, secrétaire d'Etat adjoint américain, a jugé « positive » l'intervention de la Syrie au Liban « en vue de promouvoir le processus de réconciliation et de ramener la paix à Beyrouth ».

S'entretenant avec des correspondants d'agences de presse, M. Murphy a déclaré à propos de l'application du plan de paix à Beyrouth : « Dans la mesure où ce à quoi nous assistons aujourd'hui à Beyrouth est le résultat d'une nouvelle orientation des actions de la Syrie, je dois reconnaître que c'est positif. »

ASIE

Nouvelle-Zélande

Les derniers sondages avant les élections législatives donnent une confortable avance aux travaillistes

Les Néo-Zélandais sont appelés à se rendre aux urnes samedi 14 juillet pour élire leurs 95 députés après la dissolution du Parlement décidée le 14 juin par le premier ministre, Sir Robert Muldoon.

Sir Robert Muldoon avait marqué d'une façon originale chacune des trois précédentes campagnes électorales qu'il a menées victorieusement depuis 1975 par la publication d'un livre. Cette fois-ci, le premier ministre néo-zélandais, dont le Parti national domine la vie politique du pays des « Kiwis » depuis 1949, s'est abstenu d'une telle publicité avant ces élections législatives anticipées. Signe avant-coureur d'une défaite des conservateurs, qui abandonneraient pour la troisième fois en trente-cinq ans le pouvoir au Parti travailliste de M. David Lange ?

Le dernier sondage publié une semaine avant cette consultation donne une confortable avance à l'opposition. Les travaillistes recueilleraient 49 % des intentions de vote — ce qui leur donnerait la majorité absolue des 95 sièges au Parlement — contre 36 % au Parti National. Mais, peut-être plus qu'ailleurs, la personnalité des chefs de parti joue un rôle prépondérant dans la vie politique néo-zélandaise. Il ne serait pas surprenant que Sir Robert Muldoon, qui est considéré comme un redoutable stratège, l'emporte sur le fil. Cet homme de haute couleur s'est défendu bec et ongles contre les attaques de son adversaire. Toutefois, il a donné des signes de lassitude pendant cette campagne électorale.

Le chef de la majorité subit l'usure du pouvoir, et son équipe, qui n'a peut-être pas su renouveler à temps certains de ses membres, risque d'être victime de la crise économique mondiale qui frappe également la Nouvelle-Zélande.

Le nouveau patron des travaillistes, M. Lange, qui a accédé à la direction du parti en février 1983, lorsque son ancien rival, M. Walter Rowling, a pris sa retraite, a mené une campagne exemplaire. Depuis un an, il prépare méthodiquement cette échéance électorale qui était prévue au plus tard pour novembre 1984.

Si ses premières apparitions en public en tant que chef de l'opposition furent réellement catastrophiques — il collectionnait les gaffes, ce qui faisait dire à Sir Robert Muldoon qu'il avait affaire à un « bouf- »

fon ». — M. Lange a su rapidement tirer les leçons de cette entrée en scène ratée. Lors du débat télévisé qui a marqué l'ouverture de la campagne électorale, le premier ministre a dû réviser son jugement sur les réelles capacités de son adversaire.

Inflation et chômage

On assiste depuis plusieurs mois à un éparpillement de l'électorat traditionnel des conservateurs vers le Parti du crédit social, qui compte deux élus, et, surtout, vers le Parti de Nouvelle-Zélande, fondé l'année dernière par un ancien ami du premier ministre, M. Bob Jones, un homme d'affaires. Menant une campagne impitoyable contre Sir Robert Muldoon, celui-ci s'est rapidement rallié à son programme les milieux d'affaires excédés par la politique interventionniste préconisée par le chef du gouvernement.

De plus, le blocage des prix et des salaires pendant un an a suscité une vague de mécontentement. Selon les prévisions économiques, le taux d'inflation pourrait repasser, dans les prochains mois, la barre des 5 %. D'autre part, la Nouvelle-Zélande, qui connaît un des niveaux de vie les plus élevés du monde, est également frappée par le chômage, dont le taux dépasse également les 5 %. Un constat difficile à accepter pour les Néo-Zélandais, qui ne connaissent pas en 1950 le moindre chômage.

Si la situation économique a dominé les derniers jours de la campagne électorale, cette consultation va se tenir avec, en toile de fond, la réunion du pacte de défense entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis (ANZUS) le 16 juillet, à Wellington, en présence du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz. Dans leur programme électoral, les travaillistes mettent en bonne place une renégociation « des termes » de cette association et la « dénucléarisation » de la Nouvelle-Zélande. Ce qui, dans le dernier cas, conduirait à l'interdiction pour les navires américains de propulsion nucléaire ou porteurs d'engins nucléaires de mouiller dans les eaux néo-zélandaises.

J.B.

Japon

La première visite d'un ministre chinois de la défense est interprétée comme un premier pas vers une plus grande coopération

(De notre correspondant.)

Tokyo. — La première visite au Japon du ministre chinois de la défense, M. Zhang Aiping, à l'issue d'une mission d'achat d'armements qui l'a conduit pendant un mois dans les pays de l'OTAN (en Europe de l'Ouest, aux Etats-Unis, puis au Canada) est interprétée ici comme un pas vers une plus grande coopération sino-japonaise — et par extension sino-américaine — en matière de défense. La précédente visite d'un haut responsable militaire chinois, celle du numéro deux de l'armée populaire, date de 1978 et était située dans le prolongement d'un périple chez les Américains et leurs alliés.

Le geste d'aujourd'hui est exceptionnel et remarquable. Mais on sait peu de chose quant à la substance des entretiens entre le ministre chinois et son homologue japonais, M. Yukio Kurihara, les milieux gouvernementaux et la presse japonaise étant là-dessus d'une grande discrétion — Constitution pacifique et opinion publique obligent. Un officiel a même tenté de présenter la visite de M. Zhang comme une simple « escale de repos ». Cependant, M. Zhang est venu parler affaires et il a pris publiquement position pour le traité de défense américano-japonaise (une des cibles favorites, avec le réarmement, des critiques chinoises il n'y a pas si longtemps) et pour un échange d'experts militaires entre Tokyo et Pékin.

Il paraît clair, à l'issue de cette visite, que les Chinois souhaitent aujourd'hui voir les Japonais coopérer à la modernisation de leur armée tout comme ils participent à celle de leur économie. Reste à savoir jusqu'où Tokyo peut aller dans ce domaine.

R.-P. P.

Indonésie

LA CONFÉRENCE DE L'ASEAN S'OUVRE PAR UN APPEL A LA SOLIDARITÉ AMÉRICAINE

M. Mochtar Kusumatmadja, ministre indonésien des affaires étrangères, a lancé, jeudi 12 juillet, un appel aux pays industrialisés afin qu'ils coordonnent leurs politiques, notamment avec les pays en développement non communistes de la région du Sud-Est asiatique.

Dans son discours d'ouverture des travaux de la conférence réunissant les pays de l'ASEAN (Brunei, Malaisie, Philippines, Indonésie, Thaïlande et Singapour), leurs alliés du Pacifique (Australie, Etats-Unis, Canada, Japon et Nouvelle-Zélande) et la Communauté économique européenne, il a insisté pour que l'on mette rapidement en œuvre un système international d'échanges commerciaux plus ouvert. S'adressant au secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, M. Mochtar Kusumatmadja a réclamé des dispositions urgentes face au problème de la montée des taux d'intérêt et de l'endettement mondial.

D'autre part, M. Shultz a remis à ses interlocuteurs indonésiens un appel de cent vingt-trois parlementaires démocrates et républicains en faveur de la population de Timor oriental. Ils protestent contre la mort d'au moins cent mille personnes des suites de famine, de maladies ou de combats qui ont suivi l'invasion de ce territoire par l'Indonésie en 1975. — (Reuters, AFP.)

● *Une centaine de morts dans la catastrophe minière de Taiwan.* — Seulement vingt-deux des cent vingt-cinq mineurs qui se trouvaient au fond d'une mine de charbon du district de Taipei où un incendie s'était déclaré mardi 10 juillet, avaient été retrouvés vivants, mais parfois dans un état critique par les sauveteurs jeudi. Trois autres mineurs restaient manquants.

Escarpit picaresque.

ESCARPIT

les voyages d'Hazembert

Martin de Castrogne

roman

Flammarion

« Un morceau plein de bonne humeur. On rêve, on flotte. Davantage : il y a un charme exotique, une vigueur à nous entraîner sur le pont d'un navire. »

Jacques-Pierre Amette — Le Point.

« Aventures, combats, amours, exotisme, alliés à une solide argumentation historique, voilà le cocktail qu'a concocté Robert Escarpit. »

Jean-Claude Perrier — Le Quotidien de Paris.

Flammarion

AMÉRIQUES

Point de vue

Haïti

Les « émeutes de la faim » sont d'abord politiques

par le Père
JEAN-YVES URRIE (*)

Le 23 mai 1984, une émeute populaire éclatait dans la ville de Gonaïves, déclenchant d'autres émeutes dans les provinces haïtiennes. D'après les agences de presse étrangères, il faudrait mettre ces émeutes sur le compte de la faim. En réalité, il s'agit d'un tournant important dans l'histoire de l'opposition au clan Duvalier.

Il est indéniable que la faim fait des ravages en Haïti. Privations et malnutrition ne sont que trop visibles chez les enfants : cheveux rouges, ventre gonflé, bras et jambes squelettiques, sont, hélas ! courants. Le manque d'hygiène, l'absence de la majorité des docteurs et infirmières ne font qu'aggraver la situation de ce pays où la mortalité infantile atteint un bébé sur trois.

Il est indéniable également que l'élimination totale des cochons haïtiens, sous le prétexte d'une fièvre porcine localisée, a provoqué une crise grave dans les campagnes où le cochon servait à la fois pour l'alimentation et comme réserve monétaire en cas d'urgence.

Mais les raisons profondes des émeutes sont politiques. Quel est le détonneur qui déclenche la première émeute ? Des coups portés par les « tortones macoutées » à une femme désemparée des suites de ses blessures. A Bombardopolis également, l'émeute fut provoquée par une arrestation à laquelle s'opposait la population. Quant au Cap-Haïtien, les motifs de l'émeute sont encore plus clairs. La foule descendit dans la rue avec des pancartes proclamant : « A bas Duvalier ».

Les Haïtiens, eux, savent que les émeutes sont avant tout politiques.

L'un des slogans criés les plus répandus en Haïti ces jours-ci, c'est « Fok kat le rabat » (il faut rabattre les cartes). Après vingt-sept ans d'assassinats et de gaspillage, le peuple haïtien proclame tout haut ce qu'il pensait depuis longtemps. Des graves de commerçants et d'étudiants ont ébranlé le régime à ses débuts. Mais ces mouvements, limités à Port-au-Prince, avaient été vite étouffés dans le sang par un Papa Doc qui avait tous les pouvoirs. Même ébranlement pour les débuts de la révolte armée du FUCH (Front communiste unifié haïtien) en 1969. Les débarquements successifs des groupuscules de droite - du premier groupe, en 1959, jusqu'au groupe Saneziro sur l'île de la Tortue, en décembre 1983, - n'ont guère eu d'effet parce que militairement mal préparés et sans lien avec la population locale.

Mais la situation a progressivement changé sous Jean-Claude Duvalier. Raisons intimes d'abord : le pouvoir de Papa Doc n'est plus concentré dans les mains de Baby Doc. Son mariage avec Michèle Bennett, une jeune maîtresse arrogante, ambitieuse, a révélé la vieille question de couleur Noirs-Mulâtres, provoquant une division entre partisans des Bennett et partisans de Papa Doc, ralliés à Mme Duvalier mère. Le père de Michèle, qui se définit comme « le Voltaire des Caraïbes », exploite la position influente de sa fille pour monopoliser presque tout le commerce d'import-export, ruinant ainsi de nombreux commerçants qui s'étaient rangés du côté de Jean-Claude. On peut le compter maintenant parmi les opposants.

Raisons externes ensuite : la campagne de « libéralisation » du régime jusqu'à l'élection de M. Reagan a porté ses fruits. Jusqu'au 28 novembre 1980, des militants formaient des syndicats issus de la base ouvrière, encouragés par des journalistes indépendants de la presse écrite et parlée, tels que Konpé Filo, Marcus, Jean-Dominique, Pierre Citandre... Des artistes lançaient un mouvement théâtral en criant sans précédent dans l'histoire du pays et jouaient des pièces qui bouleversaient le grand public. Après sept représentations à guichets fermés de *Début*, le gouvernement fut obligé de publier, le 9 mai 1979, une loi stricte qui obligeait tout artiste à soumettre son œuvre à une censure préalable.

Autre raison externe : l'évolution de l'Eglise catholique. En signant l'accord de 1966 avec le Vatican, François Duvalier avait cru s'assurer les loyaux services de l'épiscopat haïtien. Le Concordat permit en effet au président de nommer les évêques, le Vatican se réservant un droit de veto sur certains noms. A l'arrivée de Jean-Paul II en Haïti, le 9 mars 1983, Jean-Claude Duvalier déclara son intention de renoncer à ce droit. Mais les relations Eglise-Etat étaient déjà gâtées.

D'une part, l'action de conscientisation menée dans les communautés de base inquiète le gouvernement. En outre, certains religieux et certains évêques se dressent ouvertement contre les abus du gouvernement. La

veille de l'arrivée du pape, cent mille personnes rassemblées devant le palais du Duvalier acclamant Mgr Romulus, évêque de Jérémie, qui dénonça la corruption gouvernementale et les abus quotidiens que vivent tous les Haïtiens. Coup dur renforcé le lendemain par le sermon du pape, qui déclare : « Les choses doivent changer ici », et qui apporte son soutien à toutes les communautés actives dans le travail de promotion humaine.

Mgr Romulus a récidivé cette année en dénonçant la fraude des élections législatives de février, où seuls les candidats duvaléristes furent autorisés à se présenter... ou à être élus. Le 16 février 1984, il déclarait : « Le peuple a été bafoué, ce peuple qui est encore à se demander si c'est le chef ou bien son entourage qui s'est ainsi moqué de lui ».

C'est Mgr Romulus encore qui a déclenché la campagne de solidarité nationale qui força le gouvernement Duvalier à libérer un speaker de radio très populaire, Gérard Duclercq. Autre incident significatif : peu de jours avant les élections des Gonaïves, les curés de Boderie et de Thiotte étaient arrêtés. On leur reprochait d'avoir traduit en créole une lettre du président Duvalier interdisant la torture et les arrestations arbitraires. Le texte français de cette lettre n'était évidemment pas destiné à la population, mais aux ambassadeurs.

Autre détail : beaucoup de jeunes prêtres refusent maintenant de se prêter à la comédie des *Te Deum* officiels que le gouvernement fait chanter en l'honneur de Duvalier. Ils s'opposent aux foudres du gouvernement et de Mgr Ligondé, archevêque de Port-au-Prince et cousin de Mme Duvalier.

Comment réagit le pouvoir duvalériste ? En retournant aux bonnes vieilles méthodes de Papa Doc. Mais ce qui était possible sous Papa Doc ne l'est plus en 1984. Aïnaï, lorsque Grégoire Eugène, dans *Fraternité*, et Sylvio Claude, dans *Conviction*, publient des articles critiquant le régime, leurs journaux sont interdits... mais Grégoire Eugène récidive en juin, est arrêté, puis relâché. Le directeur d'une revue de création récente, l'*In-*

formation, Pierre-Robert Auguste est arrêté et torturé pour avoir publié un reportage sur les émeutes. Un député, Rockefeller Guerre, pourtant duvalériste, est également arrêté pour avoir dénoncé la corruption gouvernementale. Plus grave encore : le ministre Césaire, envoyé dans le plaine des Gonaïves pour négocier avec les paysans en révolte, parle crûment à Jean-Claude Duvalier en conseil des ministres et est éliminé. Le soir même, il « fête » son élimination avec Clodis Désir et Victor Blanchet, anciens membres du gouvernement de Papa Doc, et des membres de l'armée. Les rats commencent à quitter le navire duvalériste. Cela n'est pas sans inquiéter le gouvernement américain. A l'heure où Washington cherche à établir une base navale dans le baie du Môle Saint-Nicolas, la chute des Duvalier signifierait la fin de ce projet. C'est pourquoi le Country Development Strategy Statement déclare : « Haïti a une position stratégique et l'existence d'un gouvernement et d'une « population » non hostile en Haïti est d'un intérêt fondamental pour la sécurité des Etats-Unis. » Il ne faut pas s'étonner d'apprendre que l'ambassadeur américain en Haïti ait déclaré que, si Fort-au-Prince bouge, il fera venir 1600 « marines » pour rétablir l'ordre.

A l'heure où les Etats-Unis réclament au Nicaragua des élections « démocratiques » et rétablissent l'ordre à Grenade, leurs fidèles alliés, les Duvalier-Bennett, suppriment les partis politiques, les syndicats, les journaux et radios libres.

Le peuple haïtien n'a plus peur de déclarer dans la rue : « A bas Duvalier ! » Le peuple haïtien a su organiser son propre réseau de communication, suppléant les partis politiques qui n'ont jamais eu d'implantation populaire nationale. Le 15 juin 1984, à Gonaïves, quatre-vingt-deux représentants de cette nouvelle opposition signèrent une déclaration remise à toutes les ambassades accréditées à Port-au-Prince, invitant tout le pays et la diaspora, forte d'un million, à « signifier au monde entier son refus de la présidence à vie et de la dictature de Jean-Claude Duvalier ».

(*) Le Père Jean-Yves Urie vit aux Etats-Unis, à Brooklyn, au service des communautés haïtiennes.

Etats-Unis

Une femme candidate à la vice-présidence

(Suite de la première page.)

Or les femmes sont non seulement majoritaires dans la population américaine, mais elles se sont inscrites en masse sur les listes électorales, à tel point qu'il y aura six millions d'électorales de plus que d'électeurs inscrits pour l'élection présidentielle du 6 novembre prochain. Si, jusqu'en 1980, les femmes avaient tendance à voter comme les hommes, depuis les dernières élections, le « gender gap », l'écart entre les intentions de vote des deux sexes s'est creusé.

En choisissant une femme pour faire campagne à ses côtés, M. Mondale peut donc avoir le sentiment de réaliser un « bon coup » politique et publicitaire. Il en a bien besoin. Dans les sondages, il se trouve loin derrière M. Reagan, qui fera campagne avec le vice-président Bush, et, de plus, plus grave encore, l'écart a tendance à se creuser. Toutefois, si l'opinion n'a qu'un but électoraliste, elle risque de faire long feu. D'une part, le vote des femmes, militantes ou non, était en toute hypothèse acquis au candidat démocrate, par rejet de M. Reagan. Les positions du président républicain, proches des tenants de « l'ordre moral », que ce soit sur l'école, l'interruption de grossesse, l'égalité des sexes, lui ont aliéné le soutien des électrices les moins engagées, sans rallier vraiment les bien-pensantes. Nombre d'électorales décidées par l'actuelle administration dans le domaine social ont touché en priorité les femmes, notamment celles des milieux les plus défavorisés, permettant aux démocrates de dépasser « une féminisation de la pauvreté ».

D'autre part, la présence d'une femme sur le « ticket » démocrate pourrait coûter à M. Mondale un certain nombre de suffrages dans les Etats conservateurs du Sud, et chez les « cols blancs » du Middle West, plus traditionalistes. Le risque vaut sans doute d'être couru. M. Ferraro, dont les qualités ne se limitent pas à un physique séduisant, va apporter une touche d'habit dans une campagne qui s'annonçait assez ennuyeuse.

M. Mondale a clarifié ses relations avec les féministes. Il lui reste à se concilier les minorités de couleur, et surtout les Noirs, qui soutiennent M. Jesse Jackson. Le pasteur noir, qui vient encore de critiquer durament M. Mondale, a bien l'intention de monnayer son appui. S'il se rallie publiquement au candidat choisi par la convention, les démocrates pourront enfin, après des mois de querelles fratricides, se retourner contre leur principal adversaire, qui entend bien rester quatre ans de plus à la Maison Blanche.

DANIEL VERNET.

DIPLOMATIE

LA FIN DE LA CONFÉRENCE DE GENÈVE SUR LES RÉFUGIÉS AFRICAINS

Le financement d'un tiers des projets de développement est déjà acquis

De notre correspondant

Genève. - La deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique (CIARA II) s'est terminée, mercredi 11 juillet, par l'adoption, par acclamation, d'un document final contenant à la fois une déclaration d'intention et un programme d'action (le Monde du 7 juillet). Ce dernier prévoit une « assistance à trois niveaux » : les secours d'urgence adaptés aux besoins immédiats des réfugiés ; des solutions à long terme (rapatriement librement consenti ou installation dans les pays d'accueil liés à des solutions durables) ; enfin et surtout, c'est la finalité de cette conférence, l'assistance technique et financière « aux pays qui donnent asile aux réfugiés et à ceux qui réservent un bon accueil aux rapatriés », assistance qui doit s'ajouter à tous les autres programmes de développement. A cet effet, de nouvelles missions d'enquête des collectes de données exactes et des études de viabilité seront nécessaires dans de nombreux cas.

Bien qu'un temps de réflexion soit accordé aux pays donateurs, puisque l'action décidée doit s'échelonner sur une période de trois à cinq ans, le financement d'un tiers des cent vingt-huit projets destinés à développer l'infrastructure des quatorze pays africains qui ont accueilli quatre millions de réfugiés (le Monde du 11 juillet), est déjà acquis.

Il s'agit d'un point de débat durant les trois jours de réunion, mais une série d'interventions qui, par la force des choses, étaient quelque peu répétitives. Des observations se sont cependant énoncées que les représentants des pays bénéficiaires n'ont guère manifesté leur reconnaissance aux Etats qui leur sont venus en aide. Il est pourtant remarquable qu'un pays en proie aux difficultés financières comme la Tunisie ait annoncé une contribution de 10 000 dollars. Pour sa part, l'Algérie, par la voix de son ministre de la Santé, M. Djamel Houhou, a rappelé que son pays abrite des réfugiés sahraouis et s'est prononcé en faveur de solutions durables, sans toutefois offrir de contribution. Le représentant de l'OPEP n'a pas non plus fait d'offre financière, mais a déclaré que près de la moitié du fonds de son organisme pour le développement international allait vers l'Afrique.

La déclaration de M. Marc Bazin, au nom de la Banque mondiale, a montré - s'il en était encore besoin - combien une assistance financière et technique au continent noir est indispensable, du fait que le

nombre d'Africains végétant aujourd'hui au-dessous du seuil de pauvreté risque d'atteindre de 60 % à 80 % d'ici à 1995.

Absence des pays de l'Est

Au cours d'une conférence de presse, M. Léo Tindemans, ministre belge des affaires étrangères, président de la conférence, s'est félicité du grand nombre de pays qui y ont participé, mais n'a souligné ni l'absence des Etats du bloc de l'Europe de l'Est. Il est vrai que, par exemple, au cours de ces trois jours, n'a évoqué cette désaffection. M. Tindemans a également marqué sa satisfaction de la sérénité qui a régné pendant la réunion. Lorsque, en effet, l'ambassadeur Duvalier, représentant d'Israël auprès des Nations unies à Genève, a pris la parole, il n'a provoqué le départ d'aucun délégué et fut applaudi. Fait inhabituel pour une conférence se tenant sous l'égide de l'ONU.

Bien positif, estime-t-on au sein du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Il reste qu'un fait patent n'a pas été suffisamment pris en considération, à savoir que les pays qui reprennent des réfugiés ont été souvent victimes d'une grande partie de leurs citoyens, devenus des réfugiés sous d'autres cieux. On peut regretter qu'aucun état généraliste n'ait souligné les causes tragiques des exodes massifs et la faible volonté, de la part des gouvernements des pays de départ, d'en atténuer les conséquences. Il faut, d'autre part, remarquer que les réfugiés n'ont pas été représentés à la CIARA II, où des dizaines de personnalités politiques se sont succédé pour parler en leur nom.

Il faudra enfin attendre la prochaine Assemblée générale des Nations unies pour avoir une réponse à une question-clé : à qui va incomber au premier chef la responsabilité de cette gigantesque opération de développement à laquelle participent non seulement les Etats et des experts d'organisations internationales, notamment du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), mais encore une quantité d'organismes bénévoles ?

Quoi qu'il en soit, le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), organisateur et cheville ouvrière de la CIARA II, poursuivra en Afrique sa tâche traditionnelle, qui demeure considérable et qui a déjà fait ses preuves.

ISABELLE VICHNIAC.

Paris et Bonn ont ratifié l'accord sur la suppression des contrôles à la frontière franco-allemande

La France et la RFA ont ratifié mercredi 11 juillet l'accord annoncé depuis plusieurs semaines sur la levée des contrôles de police et de douane au passage de leur frontière commune. Un communiqué de la présidence des affaires européennes en a précisé les modalités d'application.

Dès ce mois de juillet, une procédure de contrôle sans temps d'attente sera mise en place à la frontière franco-allemande, c'est-à-dire qu'il sera procédé à une simple surveillance visuelle des véhicules roulant à vitesse réduite. Des contrôles individuels seront effectués dans les cas douteux ou par sondages. Des postes frontalières communs seront mis en place à Sarrebruck, Ottmarheim-Neuenburg, et Beinhelm-Itzenheim. D'autres mesures, comprenant, selon le texte du ministre, « une poursuite plus intense de la coopération entre la police et la douane des deux pays et une harmonisation des réglementations concernant la délivrance des visas », seront préparées par des experts d'ici à la réunion que MM. Mitterrand et Kohl doivent tenir au mois d'octobre.

En outre, poursuit le communiqué, les deux pays « veulent prendre des initiatives communes » afin d'augmenter les franchises accordées pour les marchandises emportées par les voyageurs et d'« exempter de toutes interdictions ou restrictions les marchandises ne dépassant pas les quantités destinées à l'usage personnel et dont la possession n'est pas non plus interdite aux nationaux ». Il est également prévu de « faciliter la santé est une priorité. Laissez-nous les moyens de les soigner. »

En outre, poursuit le communiqué, les deux pays « veulent prendre des initiatives communes » afin d'augmenter les franchises accordées pour les marchandises emportées par les voyageurs et d'« exempter de toutes interdictions ou restrictions les marchandises ne dépassant pas les quantités destinées à l'usage personnel et dont la possession n'est pas non plus interdite aux nationaux ». Il est également prévu de « faciliter la santé est une priorité. Laissez-nous les moyens de les soigner. »

En outre, poursuit le communiqué, les deux pays « veulent prendre des initiatives communes » afin d'augmenter les franchises accordées pour les marchandises emportées par les voyageurs et d'« exempter de toutes interdictions ou restrictions les marchandises ne dépassant pas les quantités destinées à l'usage personnel et dont la possession n'est pas non plus interdite aux nationaux ». Il est également prévu de « faciliter la santé est une priorité. Laissez-nous les moyens de les soigner. »

En outre, poursuit le communiqué, les deux pays « veulent prendre des initiatives communes » afin d'augmenter les franchises accordées pour les marchandises emportées par les voyageurs et d'« exempter de toutes interdictions ou restrictions les marchandises ne dépassant pas les quantités destinées à l'usage personnel et dont la possession n'est pas non plus interdite aux nationaux ». Il est également prévu de « faciliter la santé est une priorité. Laissez-nous les moyens de les soigner. »

Monsieur le Ministre, 55 millions de Français nous font confiance !

55 millions de Français comptent sur leurs médecins :

- pour être là quand ils ont besoin d'eux,
- pour les soigner lorsqu'ils sont malades,
- pour faire le maximum avec les moyens nécessaires quand la santé est en jeu (laboratoire, radiologie, médicaments).

Aujourd'hui, parce qu'ils nous font confiance, nous leur disons :

LA MEDECINE GENERALE EST MENACEE.

Nous savons tous que la France a des difficultés économiques. Chaque jour dans les villes, dans les campagnes, nous voyons des Français qui souffrent.



C'est avec notre compétence et notre dévouement que nous les aidons, mais c'est avec tous les moyens dont la science dispose que nous les soignons. Pour eux tous, la santé est une priorité. Laissez-nous les moyens de les soigner.

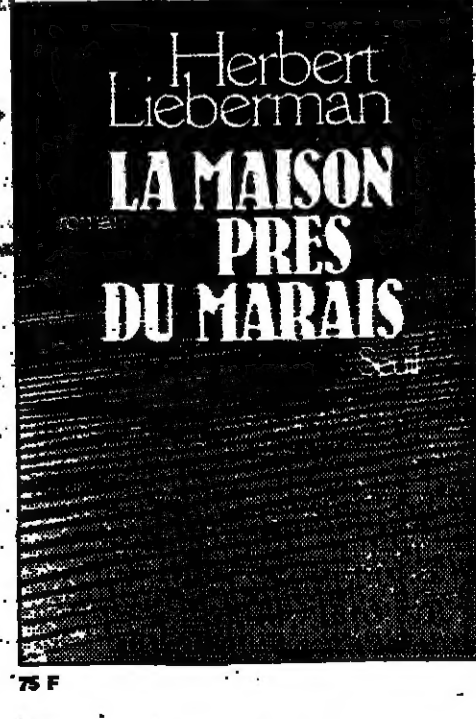
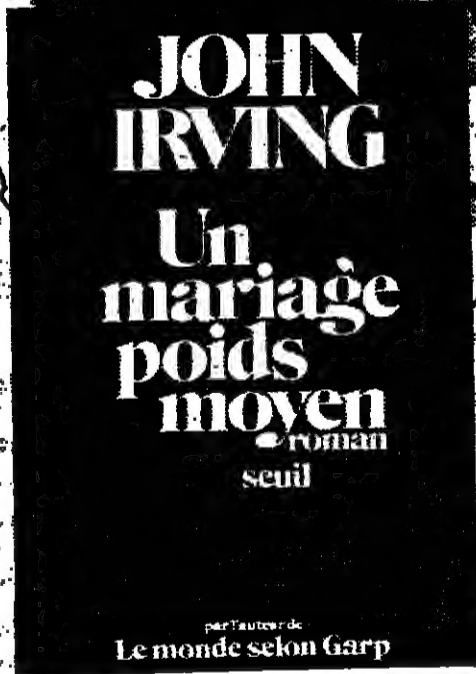
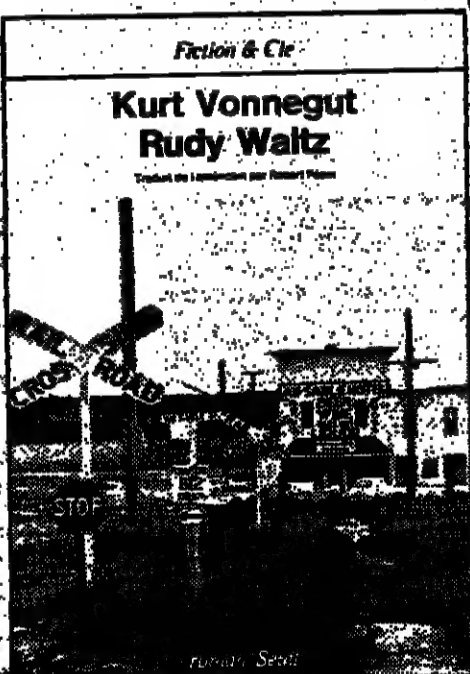
les médecins généralistes

esmf Confédération des Syndicats Médicaux Français
60, boulevard de Latour-Maubourg - 75007 PARIS - TEL : (1) 705.59.72

STERN
GRAVEUR
depuis 1848
Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité
Le prestige
d'une gravure traditionnelle
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
TEL : 236.94.48 - 508.86.45

University Studies in America Inc.
Une importante organisation universitaire américaine vous offre la possibilité de faire un an d'études dans une grande université US que vous choisissez (selon possibilité) et vos diplômes (de la terminale au doctorat) ou d'organiser un cycle complet de préparation au « Bachelor » ou à « Master » ou à « Ph. D. »
CALIFORNIE, FLORIDE, MIDDLE WEST, NORTH-EAST
USA-French Office, 67, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 722.94.94

A CHAQUE ETAPE, UN ROMAN VOUS ATTEND



SEUIL

EUROPE

Tchécoslovaquie

Deux pèlerinages ont réuni près de 150 000 catholiques

Levoča (AFP). - Près de cent cinquante mille catholiques tchécoslovaques ont participé, samedi 7 et dimanche 8 juillet, aux deux principaux pèlerinages de l'année, en Moravie et en Slovaquie. Ces impressionnants rassemblements populaires sont les seuls à ne pas être organisés par les autorités communistes. L'Eglise apparaît ainsi comme l'unique force d'opposition au régime, la dissidence politique ne comptant plus que quelques militants sans véritable soutien populaire.

Le pèlerinage le plus important a eu lieu aux environs de Levoča, une bourgade médiévale de Slovaquie orientale, à 130 kilomètres à l'ouest de la frontière soviétique et à environ 40 kilomètres au sud de la Pologne.

Dès samedi après-midi, des milliers de catholiques ont convergé vers cette ville de onze mille habitants, perpétrant ainsi une tradition vieille de plus d'un siècle. La police a tenté, sans succès, de refouler certains pèlerins. Les fidèles se sont répandus à travers champs pour at-

teindre le sanctuaire. La plupart ont passé la nuit à la belle étoile, à 1 700 mètres d'altitude, autour de feux de camp, tandis que des policiers patrouillaient avec des chiens dans les rues de Levoča.

Dimanche matin, ils étaient de cent mille à cent vingt mille à assister à la messe. Seuls quelques centaines de pèlerins avaient trouvé place dans la minuscule église de Levoča-Hora. Les autres, agglutinés dans l'herbe d'une clairière, faisaient circuler des missels, rares et précieux car les imprimeries contrôlées par le gouvernement n'en publient que quelques exemplaires. Une vingtaine de prêtres se sont ensuite relayés, trente heures durant, pour les fidèles qui attendaient devant une demi-douzaine de confessionnaux éparpillés sous les chênes.

Le même jour, à 200 kilomètres à l'ouest de Levoča, ils étaient quelques dizaines de milliers à prier dans la cathédrale de Veligrad (Moravie du Sud) pour que le pape vienne fêter le mille centième anniversaire de la mort de saint Méthode, l'apôtre des Slaves.

Italie

LES SUITES DE L'ENQUÊTE SUR LA LOGE P2

La démission de M. Longo, ministre social-démocrate du budget doit permettre à M. Craxi d'écarter la menace de crise

De notre correspondant

Rome. - Le secrétaire général du Parti social-démocrate italien, M. Pietro Longo, devait remettre ce jeudi 12 juillet en fin de matinée sa démission de ministre du budget.

Celle-ci était attendue depuis la publication du rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les activités de la loge P2, qui avait établi que son nom figurait sur la liste des membres de l'organisation maçonnique. Son éventualité était devenue, depuis plusieurs semaines, un facteur de tension au sein de la majorité. La démission de M. Longo devrait donc permettre à M. Craxi de poursuivre dans un climat plus serein la « vérification » de la cohésion gouvernementale qu'il a entreprise en s'entretenant avec MM. De Mita, secrétaire général de la démocratie chrétienne, et Spadolini, chef du Parti républicain. La menace de crise semble ainsi écartée jusqu'à l'automne.

L'adoption, mercredi, par la commission d'enquête, du volumineux rapport rédigé par sa présidente, Mme Anselmi (approuvé par trente-quatre voix sur quarante), avait mis M. Longo dans une situation délicate. Ce rapport (dont la première mouture avait été publiée par la presse italienne voici quelques semaines, et dont nous avons donné de larges extraits dans *Le Monde* du 27-28 mai) confirmait en effet l'authenticité des listes d'appar-

nance à la P2. Mais M. Longo avait espéré, jusqu'à la dernière minute, que l'ouverture d'une crise gouvernementale lui éviterait de devoir remettre sa démission.

Au cours d'une réunion de la direction de son parti, M. Longo a déclaré qu'il se résignait à cette extrémité, « afin de sauver une politique juste, et d'éviter de mettre le gouvernement Craxi en difficulté ». En d'autres termes, tout en proclamant son innocence, il entendait présenter sa démission comme un « sacrifice » à la première expérience d'un gouvernement à direction socialiste en Italie. Il n'en demeure pas moins secrétaire général du PSDI, et, à ce titre, il participera aux entretiens des chefs de parti de la majorité.

Quant aux directions des autres partis, elles semblent pour l'instant soulagées de leur temps avant de décider ce qu'il adviendra de certains de leurs membres impliqués dans le scandale de la loge P2, et assumant encore des fonctions de grands commis de l'Etat. Le PCI et l'extrême gauche demandent, pour leur part, l'extension de l'enquête aux sphères supérieures de la loge - la « seconde pyramide », selon les termes du rapport Anselmi, - qui seraient composées de personnalités de premier plan.

PHILIPPE PONS.



Pour réussir les trente prochaines années de votre vie, jouez la bonne carte:

une solide formation de base en gestion, concrète, pratique, efficace, appréciée des entreprises. Celle que vous propose le programme de formation polyvalente en gestion

Administration de l'Entreprise

Celui qui vous offre la possibilité unique d'acquiescer en 9 mois d'études à plein temps une formation méthodologique et technique valable pour trente ans de réussite professionnelle. Parce que ce programme est différent. Son but essentiel est de former des managers immédiatement opérationnels, à l'aide de méthodes et moyens pratiques, concrets et réalistes, en faisant appel uniquement à des praticiens des affaires comme enseignants.

Il serait vraiment dommage que vous passiez à côté de ce programme, dont la prochaine session débute en octobre 1984, car vous pouvez être l'un des quarante stagiaires qui y seront admis.

Un dossier d'information existe à votre intention. Vous l'obtiendrez sans engagement en nous adressant votre carte ou en nous téléphonant.

ECADE

Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises
Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse) - Tél. (021) 221 511

Pologne

LES RAPPORTS ENTRE LE POUVOIR ET L'OPPOSITION

La direction clandestine de Solidarité a refusé l'impunité proposée par les autorités contre une renonciation à toute activité

Le procès de quatre anciens dirigeants du KOR (Comité de défense des ouvriers) devait s'ouvrir, vendredi 13 juillet, à Varsovie. Ils sont accusés d'avoir voulu renverser par la violence le régime de la Pologne. Les autorités avaient proposé aux quatre détenus, ainsi qu'à sept autres dirigeants de l'opposition, une libération à condition qu'ils acceptent de quitter le pays pour quelques années. Les accusés ont refusé et exigé d'être jugés.

Dans le dernier bulletin publié le 10 juillet par la commission de Solidarité clandestine (TKK), M. Zbigniew Bujak, principal animateur de ce mouvement, a indiqué que le gouvernement avait offert, en mai dernier, l'impunité aux militants clandestins du syndicat dissident contre un engagement de l'opposition de ne pas avoir d'activité politique pendant deux ans et demi. M. Bujak révèle que les négociations commencent à l'automne dernier pour régler, sans procès, le sort des onze dirigeants de l'opposition avaient débouché sur des propositions concernant « toute l'opposition dans le pays ».

La TKK a refusé cette proposition, transmise par l'intermédiaire de l'Eglise et d'anciens conseillers de Solidarité. « Ni les onze ni la TKK », a indiqué M. Bujak, ne sont

intéressés par des négociations qui ne concernent que leur sort individuel, et les seules conditions acceptables pour sortir de la clandestinité impliquent un retour au pluralisme syndical et à l'élaboration d'un statut de prisonnier politique.

Après l'échec de ces négociations, le procès des dirigeants du KOR sera aussi celui de Solidarité, car les accusés ont tous été militants du syndicat, estime M. Bujak. Les militants du KOR, affirme-t-il, « se trouvent actuellement dans la position des [dissidents soviétiques] Soljenitsyne, Sakharov et Bonczewski, qui ont tant fait pour que le monde comprenne l'essence du communisme ».

Il apparaît ainsi à la veille du procès du KOR que le régime du général Jaruzelski a mené ces derniers mois une vaste offensive pour se débarrasser « en douceur » de l'opposition, en la contraignant au silence, et sans laisser le moindre espoir quant à une ouverture sur le plan des libertés syndicales. La situation est « bloquée », estime en conclusion M. Bujak, qui se déclare pourtant convaincu que « Solidarité ne peut perdre après avoir survécu au pogrom » et que « sa génération abolira le système communiste pour en édifier un nouveau ».

Grande-Bretagne

Un « savon » pour M^{me} Thatcher

L'anecdote est cruelle : pour illustrer un éditorial au vitriol contre M^{me} Thatcher et ses méthodes de gouvernement, le *grave hebdomadaire britannique The Economist* a ressorti une couverture prévue pour le lendemain des élections du 9 juin 1983 en cas de défaite conservatrice. La direction l'avait rangée dans les cartons puisque le scrutin s'était soldé par un redoublement pour la Chambre des communes. Elle l'a exhumée parce qu'elle lui paraissait de nouveau parfaitement en situation : M^{me} Thatcher est en train de glisser sur une peau de banane.

Malgré un ton toujours serré, *The Economist* n'a pas pour habitude d'écouter ses opinions et il ne s'est jamais privé de distribuer des conseils à tous les gouvernements. Mais, dans son numéro du 12 juillet, il a soudainement pas ses mots : « Le deuxième gouvernement de M^{me} Thatcher est en passe de devenir le plus nul depuis la guerre. Les ratés, les erreurs, les négligences qui ont caractérisé son premier année ont été mis en difficulté les ministres vis-à-vis des paysans, des mineurs, les lords, des autorités locales, les parlements de la CEE et même des financiers de la City. » Et l'hebdomadaire ajoute une comparaison, personnellement blessante pour M^{me} Thatcher, avec le dernier gouvernement de M. Harold Wilson et surtout avec celui de M. Edward Heath, ancien premier ministre conservateur, qui est pour le « digne de lui » l'incarnation honnête du compromis et de la faiblesse.

Cette attaque en règle, à peine tempérée par un satisfecit accordé à la stratégie générale du cabinet, n'est pas lancée à la légère. Les arguments ne manquent pas pour étayer la thèse de la paralysie gouvernementale. La grève des mineurs dure depuis plus de quatre mois et les dockers viennent de cesser le travail à leur tour, comme ils le font d'ailleurs chaque année au moment où des millions de Britanniques s'apprentent à prendre le bateau pour passer leurs vacances sur le continent. La Chambre des

lords, pourtant bastion du conservatisme, a refusé d'annuler les élections locales qui auraient permis à M^{me} Thatcher de liquider les conseils des grandes métropoles dominés par les travaillistes. Les députés grognent parce que l'accord réalisé à Fontainebleau sur la contribution britannique au budget communautaire n'est pas aussi avantageux qu'ils le souhaitent. La direction des trois sociétés exploitant la pétrole de la mer du Nord se heurte aux ambitions d'un groupe trop puissant. Un projet de réforme de l'état-major des forces armées soulève les protestations des commandants en chef des trois armées. La livre chute, les taux d'intérêt grimpent, la masse monétaire augmente plus vite que prévu, faisant resurgir le spectre de l'inflation. Libyens et Nigériens sont venus négocier la police de la zone de la mer du Nord de toutes les règles internationales.

On pourrait multiplier à l'infini les exemples. Mais ce sentiment d'impuissance, qui tient largement au fait que la réussite semble avoir abandonné le premier ministre, date précisément du lendemain de son triomphe de 1983. M^{me} Thatcher n'a pas su ou voulu profiter alors des possibilités que lui donnait l'élection d'une « chambre introuvable ». A-t-elle été gâtée par son succès ou s'est-elle endormie sur ses lauriers ? A-t-elle cru à son propre mythe, pensant qu'il lui suffirait de parler pour que ses amis obéissent, ses adversaires se taisent et ses alliés s'inclinent ?

Le « savon » passé par *The Economist* pourrait être salutaire. L'occasion de relancer l'action gouvernementale se présentera avec le remaniement prévu pour l'automne. A condition toutefois que M^{me} Thatcher accepte de s'entourer de personnalités véritablement représentatives de tous les courants conservateurs, et non de simples courtisans sans expérience, et surtout qu'elle daigne les écouter, même si elles ont l'audace de ne pas être toujours de son avis.

DANIEL VERNET.

Belgique

Le gouvernement doit se prononcer sur l'extradition de deux militants basques

De notre correspondant

Bruxelles. - Le sort de deux militants basques, dont l'Espagne réclame l'extradition, embarrasse le gouvernement belge. Ces militants, MM. Ormaztegui et Arrese, ont été arrêtés le 29 octobre 1983 près d'Anvers, en possession de cartouches de guerre. Ils ont purgé leur peine de prison et leur sort dépend maintenant des autorités belges.

Il y a trois solutions : les extraire en Espagne, les expulser vers un autre pays ou leur accorder le droit d'asile en Belgique. Cette dernière éventualité a déjà été rejetée par Bruxelles. En outre, les deux basques n'ont pas fait la demande. Les autorités espagnoles accusent les deux militants d'avoir participé à une attaque de banque en Espagne en janvier 1979, à une prise d'otage le mois suivant et à d'autres activités

criminelles. Leurs avocats dénoncent la faiblesse des charges, qui, à leurs yeux, ne sauraient justifier une extradition.

Le gouvernement de Bruxelles se souvient pas livrer ces militants à la justice espagnole. Mais il semble qu'aucun pays, même en Amérique latine, ne soit prêt à les recevoir. L'un des avocats a suggéré une solution : aux termes d'une convention passée avec la Belgique, la France ne peut refuser de les accueillir, dit-il. Après tout, soutient-on ici, les deux militants venaient de France. Ayant commis un délit en Belgique, ils ont accepté leur peine. Et n'est-il pas logique de les renvoyer dans le pays d'où ils sont venus ?

J. W.

Tribune internationale

AVANT LE PROCÈS DU KOR

Les étrangetés de l'acte d'accusation

par KRZYSZTOF POMIAN (*)

C'EST un bien étrange procès qui s'ouvre le 13 juillet à Varsovie. Sur le banc des accusés, quatre personnes : Jacek Kuron, historien, cinquante ans ; Adam Michnik, historien, trente-huit ans ; Zbigniew Romaszewski, physicien, quarante-quatre ans ; Henryk Wujcik, physicien, 45 ans. L'inculpation est des plus graves : préparation en vue de commettre le crime consistant en une entente avec d'autres personnes afin d'abolir l'indépendance de la Pologne, de renverser par la violence le régime ou d'affaiblir le potentiel défensif de la République populaire de Pologne (article 128, alinéa 1 en liaison avec l'article 123 du code pénal polonais). Peines prévues : un à dix ans de privation de liberté.

Mais on a beau lire et relire les dix-neuf feuillets de l'acte d'accusation, rien de ce qui est imputé aux inculpés ne tombe sous le coup des articles du code pénal invoqués par le colonel Kubala, procureur du parquet militaire général. Les seuls faits qu'on trouve dans ce texte ont trait aux activités du Comité d'autodéfense sociale KOR (KSS-KOR) issu, en septembre 1977, du Comité de défense des ouvriers (KOR) créé un an plus tôt. Écoutons le procureur :

« L'activité poursuivie par les inculpés dans le cadre du KSS-KOR et de ses annexes se concentrait autour de la réalisation pratique de la doctrine de l'auto-organisation de la société, présentée en tant que solution de renouveau à l'ordre social existant en Pologne et au système d'institutions politiques qui en découle. Les inculpés se sont surtout attachés à indiquer les moyens indispensables pour atteindre cet objectif. Le catalogue de ces moyens se modifiait en fonction de la situation dans le pays et, en tout cas, les inculpés, depuis 1981, proclamaient ouvertement la nécessité de renverser le régime de la Pologne ainsi que la nécessité de l'emploi de la force et de la violence. »

Cet extrait est essentiel, car il est le seul à imputer aux inculpés un acte susceptible, à première vue, d'être visé par les articles 128, 1 et 123 du code pénal, mais il comporte au moins trois vices de forme. Le premier, c'est que, avant 1981, les inculpés n'ont rien fait qui puisse tomber sous le coup de ces articles. Le deuxième d'est que, même après cette date, ils n'ont fait, toujours selon le procureur, que « proclamer ouvertement la nécessité de renverser le régime », etc. Or, entre le proclamer la nécessité de renverser le régime et le faire des préparatifs à une entente « en vue de réaliser ce quelque chose », il y a une différence reconnue même par le code pénal polonais. Un troisième vice est contenu dans la formule élogieuse « depuis 1981 », dont le flou doit cacher le fait que le procureur vise la période d'après le 13 décembre 1981, quand le KSS-KOR n'existait plus - il s'était dissous en septembre 1981 - et quand trois parmi les inculpés étaient internés et, partant, ne pouvaient agir. Zbigniew Romaszewski, le seul à être resté en liberté après le coup de force du général Jaruzelski, a déjà été condamné pour ses activités clandestines à quatre ans et six mois de prison. On notera, par ailleurs, que le procureur évite ici toute référence précise à une date, un fait ou un texte.

L'acte d'accusation consacre de longs développements à démontrer que le KSS-KOR a été une association clandestine et criminelle. Ainsi, le procureur affirme qu'elle avait un « centre de décision ». Informel, voire un « groupe dirigeant ». Mais c'est lui-même qui consacre un peu plus loin que « les décisions concernant l'activité du KSS-KOR à caractère public ou politique, surtout en ce qui concerne les actions spectaculaires - étaient prises lors de réunions auxquelles participaient tous les membres de l'association, signataires de la résolution du 29 septembre 1977. Ces décisions étaient prises après avoir été discutées et votées ». Comment concilier cette phrase avec la suivante : « Les réunions des membres du KSS-KOR se tenaient selon les règles de la conspiration », qu'on devine rien n'était-ce ?

Une réelle popularité

D'autre part, l'acte d'accusation passe sous silence l'essentiel de l'activité du KSS-KOR, qui était l'aide aux ouvriers victimes de la répression et de l'arbitraire, et dont s'occupait le bureau d'intervention dirigé par Romaszewski. Car ce dernier est inculpé pour la période allant de février 1981 à août 1982. Cela permet d'éliminer du procès l'évocation du travail accompli par le bureau d'intervention entre septembre 1977 et février 1981. (A partir de cette date, ce bureau était rattaché à Solidarité et son existence était donc parfaitement légale.) Bref, le procureur tend à négliger les activités publiques du KSS-KOR, qui les font tomber sous le coup de la loi, ou à les présenter comme la simple couverture d'une prétendue entente clandestine et criminelle. Comme les arguments supposés prouver la réalité d'une telle entente relèvent tous de l'expression des opinions politiques et de rien d'autre, on ne peut que conclure qu'elle n'est qu'une fiction, un phantasme du colonel Kubala.

Le général Jaruzelski et son entourage semblent être pleinement conscients que l'acte d'accusation contre les quatre membres de l'ex-KSS-KOR n'est pas défendable au regard de la loi polonaise même. Aussi ont-ils fait leur possible pour éviter le procès, en gardant les accusés en prison comme otages et menant d'échange. Le procureur a terminé son œuvre le 27 septembre 1983. Mais il a fallu que, au juin dernier, Jacek Kuron menace de commencer une grève de la faim si la date du procès n'était pas fixée pour que les autorités se résignent à le faire. Le 13 juillet commence donc à Varsovie ce procès, entraîné par le pouvoir, qui en est l'instigateur, et réclamé par les accusés, qui peuvent revendiquer la très haute position morale et politique, et qui jouissent d'une réelle popularité auprès d'une fraction importante de l'opinion polonaise. C'est pourquoi le régime vient de sortir de son arsenal de propagande l'arme dont il s'est déjà servi à maintes reprises dans des moments difficiles : l'antidémocratie. Un journaliste qui s'est déjà fait connaître dans cette spécialité en 1980 a ouvert il y a quelques jours une nouvelle saison de la chasse aux « francs-maçons », et aux « storiotes », inutile de souligner que l'ex-KSS-KOR en était, selon lui, un repaire trop longtemps toléré (*le Monde* du 7 juillet).

En choisissant l'été pour ouvrir ce procès, les gouverneurs militaires de la Pologne tablent sur la fatigue de l'opinion internationale. Et sur les vacances. Il faut donc que la vigilance ne se relâche pas et que les jours du procès soient ceux des manifestations de solidarité avec les accusés et, à travers eux, avec l'opposition démocratique polonaise, qui continue sa résistance pacifique à l'oppression.

(*) Historien et philosophe polonais résident en France ; membre du Comité contre le procès de Varsovie.

Moscou l'unité

SOVIETIQUE

CEP
CFF

مكتبة المجلد

EUROPE

URSS

Moscou essaye de renforcer l'unité du camp socialiste

De notre correspondant

Les secrétaires à l'idéologie des partis communistes du monde (à l'exception des Chinois, des Albanais et des Yougoslaves) se sont réunis à Prague, mercredi 11 juillet. La conférence était consacrée aux questions idéologiques et idéologiques. Le discours de clôture dont la teneur n'a pas été publiée a été prononcé par M. Vasil Blask, secrétaire du comité central du Parti tchécoslovaque, considéré comme un « dur ».

Moscou. - L'intensification des contacts entre les partis frères est perceptible depuis que M. Constantin Tchernomirski a succédé à Khrushchev à Yuri Andropov. Ayant rassemblé le lendemain tous les secrétaires des partis du pacte de Varsovie, le nouveau secrétaire général les a convoqués quatre mois plus tard pour un sommet du COMECON. L'essentiel de cette activité vise à resserrer les liens entre les partis communistes et d'abord entre ceux qui sont au pouvoir. Les terrains d'action ne manquent pas : l'économie, par l'intermédiaire du COMECON ; la défense, par le biais du pacte de Varsovie ; l'idéologie, aussi, car M. Tchernomirski s'y intéresse particulièrement. Dans une ambassade internationale marquée par des polémiques de plus en plus vives entre le Kremlin et les Occidentaux, États-Unis en tête, et par le désir manifeste des vieux dirigeants soviétiques de faire prévaloir à nouveau l'esprit de « forteresse », le sommet du 27 juin par le secrétaire général du PC soviétique : la convocation d'une nouvelle conférence mondiale des PC.

Quinze ans après le dernier sommet mondial de ce genre, l'idée de célébrer à nouveau l'unité des PC du monde entier peut paraître démodée. Mais si le « Pravda » a pu publier les noms des dirigeants soviétiques qui les moins intéressés à lancer un ballon d'essai.

Le désir de récupérer les brebis égarées du mouvement communiste et ouvrier international s'est également manifesté dans les rapports du PC soviétique avec les partis frères du monde capitaliste. L'esprit de conciliation de l'URSS était patent au lendemain de la mort d'Enrico Berlinguer, lorsque le Kremlin a dépeché aux obèques M. Mikhail Korbachev, qui pour le moins était un interlocuteur idéologiquement fiable s'est traduit, dans le cas de l'Espagne, par les encouragements aux scissionsnistes de M. Ignacio Gallego.

Souverainetés limitées

Reste le cas de la Chine, avec laquelle la normalisation ne progresse décidément pas, en dépit de quatre séries de négociations en dix-huit mois. Vient début juillet à Moscou pour rendre la visite officielle en septembre dernier à Pékin par son collègue soviétique, M. Mikhail Kapitsa, le vice-ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen y a eu « un échange d'opinions sur les problèmes internationaux et certains aspects des relations soviéto-chinoises » qui n'a pas permis de surmonter le blocage. Mais le fait même qu'il ait effectué son déplacement comme prévu semble indiquer que le camouflet soviétique de la mi-mai n'était qu'un incident de parcours. Moscou avait alors reproché à la Chine la concentration de troupes soviétiques à la frontière, soutien à la politique cambodgienne du Vietnam, intervention de l'URSS en Afghanistan). Et la revue soviétique la Vie du Parti a clairement indiqué qu'une éventuelle amélioration des rapports, même si elle touchait, ce qui est improbable, au domaine politique, reste impensable dans celui de l'idéologie.

Pour exercer pareil dogmatisme, les alliés européens de l'URSS sont sur un terrain de prédilection. En célébrant, le 17 avril dernier, le cinquantième anniversaire de la mise à l'écart d'Alexandre Dubcek, la Pravda a réaffirmé avec solennité la « doctrine Brejnev » de la souveraineté limitée : « La communauté des pays socialistes n'a pas le droit et ne pouvait en aucun cas laisser

le Tchécoslovaquie dans le malheur : elle a apporté son aide internationale fraternelle », écrit M. Piotr Fedotchev, l'un des vice-présidents de l'Académie des sciences de l'URSS.

Moins d'un mois plus tard, Moscou décidait de mettre à l'épreuve cette solidarité en proclamant son refus de participer aux Jeux olympiques de Los Angeles. Les réactions dans les milieux sportifs européens ne laissent aucun doute sur l'impopularité de la décision soviétique. Si certains, comme les Cubains, ont attendu jusqu'au dernier moment pour dénoncer à leur tour l'hypocrisie anticommuniste des organisateurs des Jeux, la Roumanie, une fois de plus, fait cavalier seul en décidant d'envoyer ses sportifs à Los Angeles.

Pourtant le président roumain a aussi tempéré ses positions : il s'est félicité, devant le comité central de son parti, de son séjour à Moscou, et le journal Soviet-skata Rossia a pu, longuement citer, le 8 juillet, un article de la revue roumaine Era socialista qui tient à l'étroite amitié avec les pays socialistes « pour l'orientation fondamentale » du PC roumain.

Il est vrai que, dès le mois de mars, le Kremlin avait chargé le parti tchécoslovaque de critiquer Bucarest-la-rebelle. Budapest aux opinions économiques trop originales au goût de M. Tchernomirski et Berlinguer, soucieux de maintenir ses rapports privilégiés avec l'« autre Allemagne ». La réponse hongroise, publiée également à Berlinguer, avait suscité une réplique cinglante de M. Oleg Rakhmanine, qui, sous un pseudonyme transparent, réaffirmait dans la revue Questions de philosophie la primauté absolue du « centre » moscovite sur la « périphérie ».

(Interim.)

LE ROMAN DE VOTRE ÉTÉ ISABEL ALLENDE LA MAISON AUX ESPRITS

Traduit de l'espagnol par Claude et Carmen Durand



CEPES
préparation intensive
en septembre, au
CFPA
centre formation professionnelle
enseignement supérieur privé
57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly
722.94.64 - 745.09.19

Etre jeune au Maghreb

IV. - Tunisie : intégristes en « jeans »

De notre envoyé spécial JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Le problème, nous dit un universitaire, est qu'on a de plus en plus de mal à faire coïncider les olives et les diplômés. Trop de jeunes ne sont intéressés que par des emplois de bureau. Chaque année 90 000 jeunes débouchent sur le marché du travail. Le budget de 1984 prévoit seulement 42 000 créations d'emplois, dont 10 000 dans l'administration. Un chômeur amphibie est un « pauvre type ». Un chômeur instruit devient un loup.

Il y a quatre ans déjà, un autre universitaire écrivait, dans l'Annuaire de l'Afrique du Nord : « Il y a un décalage croissant entre les aspirations des jeunes et les possibilités d'insertion dans le circuit productif (...). La stratégie de croissance rapide », préconisée par M. Nouria à la suite de la politique économique dirigée par M. Ben Salah, s'est accompagnée d'une série de transformations qui ont affecté le corps social tout entier ».

Depuis 1982, année charnière ayant révélé la fragilité de l'économie tunisienne, les choses ont empiré : mauvaise récolte (sauf pour les agrumes et les olives, qui trouvent difficilement preneur malgré leur qualité), baisse du tourisme européen, l'hôtellerie, les banques et l'administration, qui ont fait le plein de leurs effectifs dans les années 70, offrent moins de débouchés. L'émigration vers la Libye et l'Europe occidentale a cessé.

L'émigration, les faibles salaires - surtout pour les femmes - dans une industrie textile souffrant maintenant du protectionnisme européen, c'est un moindre mal qui a permis de payer au plus pressé, dit-on dans l'entourage du premier ministre. « Il faut créer de nouveaux emplois, mais ailleurs qu'à Tunis, grâce à la décentralisation industrielle par la relance de la petite entreprise familiale. Entre la date de création d'un Fonds national de promotion de l'artisanat et des petits métiers, en 1981, et septembre 1983, 3 400 dossiers ont été déposés près des banques et 2 000 agréés ».

La réalité, hors des chiffres rassurants des dossiers ministériels, saute aux yeux, même en plein centre de la capitale. Sous les ficus de l'avenue Bourguiba, les marchands de fleurs alternent avec les kiosques offrant tous les journaux d'Europe et les livres de poche français, de Montaigne aux collections érotiques. Dans les restaurants, des crues offrent de table en table la presse parisienne du jour, les journaux d'une certaine Tunisie, douce, cosmopolite et tolérante.

Mais, sur les trottoirs, passe et repasse le flux des jeunes hommes désœuvrés à la recherche d'une improbable aventure. « Je fais du business », telle est invariablement la réponse à la question du rare tonique qui accepte d'engager la conversation. Au mieux, il s'agit de chewing-gum ou de cigarettes. « Il y a quelques années, pouvoir consommer seule à la terrasse d'un café était un privilège que la Tunisie partageait avec bien peu de pays arabes, dit une jeune femme. Maintenant, se montrer seule dans un lieu public est devenu une épreuve. On sent dans la rue une vulgarité de comportement, une agressivité latente qui sont des phénomènes nouveaux ».

Femmes « enracinées »

Seule formation à avoir une préoccupation culturelle, le Mouvement de la jeunesse islamiste (MTI) prendant apporter la réponse à la question : Comment être à la fois une femme moderne et bien dans sa peau ? « enracinée » selon l'expression qui revient toujours dans les propos des intégristes.

En Tunisie, ce n'est pas tout un discours rétrograde au sujet de la condition féminine. Quelque chose a changé depuis que les frères musulmans s'opposaient à l'émancipation voulue par le président Bourguiba. « Les islamistes tunisiens, ou du moins certains d'entre eux, sont arrivés en ce sens qu'ils épousent la société moderne mais en lui donnant une touche religieuse », nous dit un professeur qui, au contact des étudiants, a découvert comment certaines avaient appris à « être bien dans leur corps sous le voile, au volant d'une voiture ou penchées sur le microscope d'un laboratoire de recherche ».

En fait, les jeunes Tunisiennes se partagent en deux courants. Les unes ont adopté le modèle occidental : les autres se demandent si ce modèle n'est pas un leurre et si, une fois le Constatant suprême disparu, le salut ne sera pas dans l'islam traditionnel. Il y a peu, la femme d'un intégriste incarcéré a développé dans l'hébergement indépendant Réalités la thèse selon laquelle la bigamie est peut-être préférable, malgré les apparences, à la monogamie qui provoque l'adultère et le divorce en cas de frigidité ou de stérilité. Rien de plus faux que le cliché du Frère musulman enturbanné et tout

juste bon pour la récitation mécanique du Coran. D'abord, en ce qui concerne l'apparence, le jeune islamiste est souvent barbu, mais il ne répugne nullement à porter des jeans. Fascination de l'Occident, mais aussi rejet de l'objet de la quête s'il est impossible à atteindre, toute l'ambiguïté de certains comportements est révélée par l'accoutrement de ces jeunes dévots en pantalons de cow-boy qui se montrent les plus endiablés des footballeurs au cours des matches organisés entre équipes constituées par des mosquées.

Le mouvement islamiste est d'abord et avant tout un mouvement de la jeunesse lettrée, et c'est principalement le milieu scolaire et universitaire qui lui sert de centre de propagation et de base d'appui. écrit M. Hermassi, professeur à l'université de Tunis, dans un article sur « La société tunisienne au miroir islamiste », publié par la revue Maghreb-Arab.

Deux faits ont frappé le sociologue : « Participation massive des femmes, phénomène doublement paradoxal étant donnée l'absence de participation féminine à la vie syn-

Depuis plus de dix ans, l'Union générale des étudiants tunisiens est en sommeil. Ceux qu'on appelle les « républicains » ne se manifestent guère lors des campagnes pour l'élection des délégués étudiants aux conseils de faculté.

Islamistes et gauchistes occupent le devant de la scène, à égalité de représentations en droit et en lettres. Sur 4 000 ou 5 000 étudiants d'une faculté, il suffit de quelques centaines de voix pour être élu, du fait de l'abstention d'une majorité qui se tient à l'écart des joutes, mais suivent passivement, pour éviter les « histoires », quand un mot d'ordre de grève est lancé.

Ces silences répréhensibles sans doute certains excès sur les campus, mais pas au point de rejoindre l'organisation des étudiants socialistes destouriers, qui n'a plus de bureau dans les facultés en raison de l'hostilité rencontrée. De même, cherchait-on en vain dans les lycées une antenne de l'Organisation nationale de la jeunesse scolaire sous la houlette du parti gouvernemental, les lycéens exigeant depuis 1980 un « syndicat représentatif et autonome ».

À la Maison du Parti, bloc de béton en face des ministères, une Union tunisienne des organisations de jeunesse (UTOJ) regroupe les

Les deux ailes désertiques

Si la Libye et la Mauritanie - les deux ailes désertiques du Maghreb - ont en commun d'être de vastes étendues arides de faibles populations (contrairement à leurs voisins) d'origine nomade, elles sont, en revanche, assez différentes l'une de l'autre.

La sécheresse, le nomadisme encore vivace, des structures sociales archaïques (2 % seulement des enfants de haratine - esclaves affranchis - vont à l'école), les retombées d'une guerre ruinée contre le Front Polisario, et les faibles moyens de l'État, font que la Mauritanie n'a pas d'université et que la scolarisation ne dépasse pas 27 % du nombre des enfants. L'agitation scolaire en 1979-1980 avait été surtout le fait des communautés noires qui réclamaient la reconnaissance de leurs langues nationales. Après une accalmie, elle a repris cette année, y compris chez les Maures, les lycéens réclament de meilleures conditions de travail et une démocratisation de la vie politique. Nouakchott, la capitale, regroupe désormais plus d'un quart de la population : la délinquance juvénile y a fait son apparition, et le chômage y sévit.

La Libye du colonel Kadhafi, elle, choyée ses jeunes, bien ignorés du régime du roi Idriss. Les résultats du plan quinquennal 1976-1980 montrent que les dépenses du primaire et du secondaire ont dépassé de 650 000 à 750 000, ceux du secondaire de 17 000 à 65 000, ceux du tertiaire de 3 700 à 8 000, le nombre des étudiants doublant pratiquement : de 13 000 à plus de 25 000. Le régime a surtout cherché à faire évoluer les mentalités par diverses réformes, dont la suppression de la dot, et en favorisant l'émancipation des jeunes filles.

Jusqu'à récemment, la jeunesse a été le meilleur soutien du guide de la révolution. Mais, ainsi qu'en témoigne l'exécution, il y a quelques semaines, de deux étudiants, la situation a commencé à se dégrader avec le durcissement idéologique de la Jamahiriya et la militarisation des grandes classes du secondaire et de l'université, au nom de la défense du pays, mais en réalité pour mener à bien la guerre du Tchad et servir les ambitions du colonel Kadhafi.

P. B.

dicale et la réputation antiféministe de l'idéologie islamique :

« Forte concentration sur les côtes méditerranéennes et à Tunis, manifestation moindre dans le Centre et le Sud, très faible dans le Nord-Ouest (...). Le Centre et le Sud ont été traditionnellement associés, aux yeux des forces de l'ordre, à la fronde yousséfiite » (1).

Pour son étude, M. Hermassi a interrogé un échantillon d'islamistes représentatifs. Il a constaté que la grande majorité était issue de couches modestes : 21 % de fils de cadres modestes ; 46 % d'ouvriers d'origine arabe ou agricole ; 29 % de natifs de familles « sinistrées » (père décédé ou en chômage prolongé).

Le paradoxe est que la démocratisation de l'enseignement a permis à ces jeunes d'accéder à l'université alors qu'ils ont « la conscience aiguë, désolée, de l'impossibilité de faire porter de l'élite », même à force de travail, en raison de la crise économique.

Le microcosme universitaire

Il y a actuellement quelque 40 000 étudiants tunisiens. L'état d'esprit de cette minorité n'est pas nécessairement celui de la jeunesse en général, soulignent non sans raison les milieux gouvernementaux, sachant qu'un vent de fronde souffle sur les campus. Mais la situation se présente-elle sous un jour plus favorable ailleurs ? Par exemple, dans ces îlots suburbains où s'organisent les islamistes, jusqu'à contrôler l'accès et la sortie de tout visiteur étranger intéressé par ces véritables cités dans la cité, avec leurs réseaux d'information et de mobilisation ?

étudiants et lycéens destouriers et quelques autres mouvements de jeunesse féminine, scouts, auberges de la jeunesse. Son secrétaire général, M. Mohamed Ben Salah, nous reçoit, le numéro d'un hebdomadaire français consacré à la jeunesse posé sur son bureau. « Moi aussi, je m'intéresse à vos problèmes », dit malicieusement cet homme affable et sans prétention en qui on a beaucoup de mal à reconnaître le « fasciste » dont parlent ses ennemis. Très à l'aise pour montrer les différentes publications pour jeunes dépendant de son administration, M. Ben Salah ne cherche pas à nous abuser sur l'importance réelle de son rôle.

Selon un sondage publié par Réalités, sur 100 jeunes Tunisiens, 27 % s'intéressent beaucoup à la politique, 45 % pas trop, 28 % pas du tout. « Il ne se reconnaissent plus dans le langage des partis. Faute de thèmes intéressants comme autrefois le nationalisme, ils se marginalisent. Seuls les islamistes apportent quelque chose de nouveau ». Ce constat amer est fait par un militant de gauche. Mais un démocrate peut-il vraiment déplorer le manque d'aptitude du « parti unique de fait » à embrigader la moitié de la population ?

FIN

(1) Référence à Salah Ben Youssef, ancien secrétaire général du Nejd Destour et adversaire de M. Bourguiba avant l'indépendance.

PIANOS BAUDE
LOCATION 280 / mois
VENTE 252 / mois
CRÉDIT GRATUIT 12 mois
LIVRAISON GRATUITE
GARANTIE 10 ANS
75 bis. av. de Wagram
75017 PARIS
763-34-17 / 227-88-54

[Les indications données sur ce dernier point par M. Le Pen, au cours de cette conférence de presse, ont correspondu peu exactement à celles que donne le secrétaire de M. Raymond Barre puisque celui-ci confirme qu'une seule rencontre, en octobre 1983.]

(Publicité)

FRANÇAIS, VOUS AVEZ LA MÉMOIRE COURTE

Philippe Pétain, le 17 juin 1941.

- AVEZ-VOUS OUBLIÉ...

- Qu'en 1916 seul le général Pétain sut opposer à l'ennemi une résistance victorieuse, qu'il fut l'homme de la victoire et mérita l'impérissable gloire d'être, avec ses soldats, le vainqueur de Verdun ?
- Qu'en 1917, au moment des graves mutineries, seul le général Pétain sut, avec une autorité et une humanité profondes, restaurer la discipline, relever le moral et remettre l'armée sur le chemin de la victoire ?
- Que ses conceptions novatrices assurèrent à nos soldats de vaincre ?
- Que, chef des armées françaises, il défila à leur tête le 14 juillet 1919, passa sous l'Arc de Triomphe dans un indescriptible enthousiasme ? Il avait bien mérité de la patrie.

- AVEZ-VOUS OUBLIÉ...

- Que sa vie déjà si longue fut alors tout entière consacrée à servir ?
- Que, créateur des chars, avec Estienne, en 1917, il conçut, proposa leur utilisation dans le combat moderne, ainsi que le développement de l'aviation ?
- Que, ministre de la guerre, il s'efforça d'augmenter les crédits de la défense nationale, augmentation que combattirent les forces de gauche ?
- Qu'en 1925 il défit Abd-el-Krim et sauva le Maroc ?

FRANÇAIS, VOUS AVEZ LA MÉMOIRE COURTE

- AVEZ-VOUS OUBLIÉ...

- Qu'en 1939 le gouvernement de Front populaire supplia Philippe Pétain, dont Léon Blum affirmait qu'il était « le plus humain de nos chefs », de représenter la France en Espagne et d'empêcher que Franco ne créât un troisième front sur les Pyrénées ? Miracle, l'Espagne renonça à faire la guerre à la France. Philippe Pétain, ambassadeur, avait vu Franco.

FRANÇAIS, VOUS AVEZ LA MÉMOIRE COURTE

- SI VOUS AVEZ OUBLIÉ...

- Qu'en 1940 les pouvoirs civil et militaire avaient conduit la France au désastre. Les responsables le supplièrent de venir à son secours. Par l'appel du 17 juin 1940, il obtint l'armistice, empêcha l'ennemi de camper sur les bords de la Méditerranée. Ce qui sauva les Alliés. Le pouvoir lui fut alors donné légalement par les Assemblées parlementaires, où le Front populaire était majoritaire. Les Français, reconnaissants, le tinrent, à juste titre, pour leur sauveur. Il y eut « quarante millions de pétainistes » (1). Combien ne s'en souviennent plus et combien l'ont renié ?
- Qu'au milieu de difficultés qu'aucun chef de la France n'avait connues, des atrocités, des persécutions nazies, il les protégea contre la toute-puissance allemande et sa barbarie, veillant aussi au salut de deux millions de prisonniers de guerre.
- Qu'il assura le pain de chaque jour, rétablit la justice sociale, défendit l'école libre, sauvegarda une économie mise au pillage.
- Que par sa politique supérieurement habile, il alla le même jour à Montoire et à Londres, par un représentant personnel, permettant à la France vaincue de maintenir sa position entre les exigences contradictoires des Allemands et des Alliés et, par ses accords secrets avec l'Amérique, de préparer et de contribuer à la libération de la France, pour laquelle il avait formé l'armée d'Afrique.
- Qu'il conserva à la France la presque totalité de ce qu'on osait appeler encore son Empire.
- Que Hitler et Ribbentrop lui reprochèrent sa résistance, le menacèrent, et que, le 20 août 1944, les troupes allemandes le déportèrent en Allemagne.

FRANÇAIS, VOUS AVEZ LA MÉMOIRE COURTE

- SI VOUS AVEZ OUBLIÉ...

- Que, pendant qu'il était captif de l'ennemi, Philippe Pétain fut poursuivi sur l'ordre de Charles de Gaulle pour avoir trahi la patrie, alors qu'il avait tout fait pour la sauver.

- SI VOUS AVEZ OUBLIÉ...

- Que, s'évadant d'Allemagne, il revint en France, quel que fût le danger personnel qu'il y pouvait courir, pour répondre à cette monstrueuse accusation et essayer d'assurer, par sa présence, la sauvegarde de ceux qui lui avaient obéi.

FRANÇAIS, VOUS AVEZ LA MÉMOIRE COURTE

- SI VOUS AVEZ OUBLIÉ...

- Que l'accusation utilisa, avec les plus hautes complicités, un faux, comme dans l'affaire Dreyfus, pour obtenir sa condamnation ; qu'à quatre-vingt-dix ans il fut, à la hâte, condamné à mort.

SAVEZ-VOUS

- Que, consultée par différents sondages, l'opinion française se montra hostile à cette condamnation ? Que, en 1984 encore, il y eut jusqu'à 61 % d'opinions hostiles à cette condamnation ?
- Est-ce cela, la démocratie ?

FRANÇAIS, VOUS AVEZ LA MÉMOIRE COURTE

- SI VOUS AVEZ OUBLIÉ...

- L'agonie du vieux chef dans sa dure prison de l'île d'Yeu où il mourut à quatre-vingt-seize ans.
- Que, malgré de nombreuses demandes et de nombreuses preuves de son innocence, justice ne lui fut jamais rendue.
- Que sa tombe est toujours en exil, à l'île d'Yeu, loin de ce champ de bataille où il s'était illustré à jamais.

Demain, le Président de la République française et le Chancelier d'Allemagne scelleront la réconciliation franco-allemande en se rendant à Verdun.

FRANÇAIS, SI VOUS N'AVEZ PAS LA MÉMOIRE COURTE,

- Ne pensez-vous pas qu'en ce lieu et qu'en ce jour l'ombre du Maréchal planera sur cette rencontre ?
- Ne pensez-vous pas aussi qu'après les temps de guerre étrangère et ceux de guerre civile que la France a connus il serait contraire à toutes les lois de l'humanité et de la justice que les Français ne se retrouvent pas enfin auprès de ce tombeau qu'il avait souhaité et qui l'attend encore ?...
- Comme l'a dit le Président de la République le 23 juin, « les réconciliations d'aujourd'hui dominent les vieilles ruptures ».

(1) Henri Amouroux.

Ecrire à l'Association pour défendre la mémoire du Maréchal Pétain
6, rue de Marengo, 75001 Paris
et à l'Association nationale Pétain-Verdun
78, avenue d'Argenteuil, 92600 Asnières

Le Monde

société

LE DÉBAT SUR LA DÉLINQUANCE ET LA SÉCURITÉ

Le gouvernement accuse le maire de Paris de ne pas s'associer à l'opération « anti-été chaude »

M. Roland Dumas, porte-parole du gouvernement, a commenté mercredi 11 juillet à Paris, au cours d'une conférence de presse, l'opération de prévention de la délinquance que le gouvernement a décidé de reconduire cet été. M. Dumas a saisi l'occasion pour critiquer le nouveau M. Jacques Chirac, lui reprochant d'avoir refusé de s'associer à cette opération.

Vingt et un projets, représentant un coût total de 444 000 F, ont été présentés à la municipalité par la direction départementale de l'action sanitaire et sociale. Ces projets, qui auraient permis à des jeunes de partir en vacances ou de leur proposer des activités de loisirs dans la capitale, ont été refusés par le maire de Paris, a déclaré M. Dumas. En 1982 et en 1983, le Conseil de Paris avait adopté la même position.

Le porte-parole du gouvernement s'est étonné de cette attitude, venant de certains « leaders d'extrême gauche » qui vantent « sécurité, sécurité, sécurité » et se livrent sur ce thème à une « surenchère politicienne ».

Le gouvernement, qui n'oublie pas la répression, a-t-il rappelé,

mène « un effort continu de prévention, bien que cet effort soit le plus souvent discret ». L'opération que les pouvoirs publics ont décidé de reconduire cet été avait permis entre 1982 et 1983 une diminution d'un cinquième du nombre des mineurs délinquants à la justice là où cette opération avait été organisée. M. Dumas, qui parlait en présence de M. Edwige Aïves, ministre du temps libre, de la jeunesse et des sports, Georges Dufour, secrétaire d'Etat aux affaires sociales, et de M. Gilbert Bonnemaison, vice-président du Conseil national de prévention de la délinquance, a souligné que cette opération visait à assurer une « plus grande sécurité dans les villes ».

Après la flambée de violence qui s'était produite en 1981 dans certaines banlieues, le gouvernement avait mis en place ce dispositif « anti-été chaude », qui va de stages d'information à des séjours à la mer. Cent mille jeunes en bénéficieraient, contre quatre-vingt mille en 1983. Des municipalités — y compris d'opposition — de quarante départements ont accepté de s'y associer (Le Monde du 27 avril).

M. Chirac ne veut pas « laisser Paris devenir le Chicago des années 30 »

« Je ne laisserai pas Paris devenir le Chicago des années 30 ». Cette formule, émise le 10 juin par M. Jacques Chirac lors de la première séance du conseil parisien de sécurité et de prévention, mercredi 11 juillet, à l'Hôtel de Ville de Paris.

La loi de 1983 créant des conseils de prévention sous forme d'édifice à trois étages — communal, départemental et national — avait oublié que la capitale est à la fois commune et département. Après de longues négociations, l'Hôtel de Ville et le ministère de l'Intérieur ont fini par convenir qu'il ne pouvait y avoir qu'un seul et même conseil parisien, comme il n'existe qu'un seul Conseil de Paris siégeant tantôt comme conseil municipal, tantôt comme conseil général, mais avec les mêmes élus et le même président.

Une difficulté pourtant avec le conseil de sécurité. Qui allait donc le présider ? Au cours de la première séance, M. Chirac a pris d'autorité le fauteuil central et il a « installé » le conseil parisien. Mais, immédiatement après, M. Lucien Vohel, préfet de région et représentant de l'Etat, a « installé » le conseil départemental. Il en a défini les fonctions comme étant essentiellement de prévention. Or, dans son allocution, M. Chirac avait pris les devants : « Réduire la politique pénale à la simple prévention c'est se voiler la face et escamoter le problème ».

Comment s'arrangera-t-on à l'avenir ? Il y aura sans doute une co-présidence, a concédé le maire de Paris à la sortie. En tout cas, qu'il soit communal ou départemental, le conseil parisien conserve la même composition. Il est constitué d'un collège délibératif comptant onze élus et onze représentants de l'Etat, dont le préfet de région, le préfet de police et le procureur de la République. Un autre collège, consultatif celui-ci, groupe vingt-deux représentants d'associations et de personnalités qualifiées ainsi que deux magistrats.

Six commissions

M. Chirac a évoqué les actions menées par la municipalité pour tenter de faire front à la montée de la délinquance : aide aux associations de prévention, réorption de l'habitat insalubre, création d'un corps d'inspecteurs des parcs et des jardins, comités de sécurité dans les arrondissements, etc. Mais il a rappelé que le statut particulier de Paris lui enlevait tout pouvoir de police. Un avertissement : « Si le gouvernement devait laisser la situation s'aggraver, je demanderais que la loi soit revue et qu'elle permette au maire de Paris de disposer de pouvoir en matière de sécurité ». Pour soulager la police, M. Chirac reprend une idée lancée en janvier dernier par le groupe RPR : affecter à la police — mais pour des tâches administratives

« La gauche n'a pas su être assez convaincante »

nous déclare M. Bonnemaison (PS)

Vice-président du Conseil national de prévention de la délinquance, M. Gilbert Bonnemaison, député (PS) de Seine-Saint-Denis, fait le bilan de son action et analyse le cours pris ces jours derniers par le débat sur la délinquance.

« Que pensez-vous des derniers développements du débat sur la sécurité ?

— Existe-t-il un débat au sens propre du terme sur la sécurité ? Ce que je constate, ce sont des escalades régulières dans l'anathème, des dramatisations relevant plus de la démagogie que du politique. Il faut constater qu'à partir du moment où l'opposition ne peut guère critiquer la politique économique ou la politique étrangère, il est nécessaire pour elle de trouver de nouveaux angles d'attaque de la majorité. La sécurité est un de ces domaines qui se prêtent à toutes les manœuvres et déclarations. Il suffit d'un meurtre, d'une affaire de libération conditionnelle pour

immédiatement amalgamer des sujets radicalement différents, mais dont l'assemblage produit un choc dans l'opinion. Les hommes politiques qui se livrent à cette surenchère trouveront toujours plus de démagogie qu'eux. Les débats que j'ai quotidiennement avec les maires me donnent heureusement l'espoir que ces discours apparteniront bientôt à l'encyclopédie de la bêtise.

— A vous entendre, seule la droite aurait joué « aux apprentis-sorciers ». La gauche n'est-elle pas, elle aussi, des responsables dans l'effet Le Pen ?

— Certainement, celle de ne pas s'être suffisamment engagée dans ce combat, de ne pas toujours avoir été déterminée pour formuler des propositions, de ne pas avoir su être assez convaincante et montrer par l'exemple, qu'il y a des autres voies que celles que nous préconisons. Mais il est certain que, dans l'opposition, tout le monde n'avait pas été clairvoyant et que la surenchère est apparue à beaucoup comme une facilité.

— On ne gagne pas seulement avec des indices, ni en entretenant à plaisir des situations conflictuelles. On gagne avec des faits, en sachant les expliquer.

Un bilan encourageant

— Un an après la création, en juillet 1983, du Conseil national de prévention de la délinquance, quel est le bilan ?

— Le bilan, ce sont, d'abord, des conseils départementaux partout en France, deux cents conseils communaux de prévention installés ou en cours d'installation, partout des gens qui ne se rencontraient jamais, qui sont amenés non seulement à débattre mais à mettre en œuvre des plans d'action. Ce sont des expériences originales entreprises partout en France, notamment dans quarante-deux villes de toutes tendances politiques, à qui nous avons demandé d'être des tests pour mettre en œuvre ces politiques globales de prévention. Ce sont des innovations aussi diverses que la micro-informatique des commissariats, demain dans certains tribunaux, bientôt le renforcement des portes des HLM, la mise en œuvre d'équipes d'actions de formation professionnelle en liaison étroite avec la mission de M. Schwartz, des actions menées pour prévenir l'usage des stupéfiants en liaison avec la mission contre la toxicomanie de M. Perrier. C'est le concours actif à la

mise en œuvre des peines de substitution, tel le travail d'intérêt général, c'est la mise en place d'associations d'aide aux victimes, etc.

— Partout où se sont mises en place ces activités coordonnées et déterminées, on a pu constater que la progression de la délinquance cessait. Les premiers mois de cette année confirment cette tendance. Là où on ne fait rien, la progression continue, même lorsque la présence policière est supérieure à ce qu'elle est ailleurs.

— Ne servez-vous pas d'alibi et de bonne conscience ? Un consensus sur les problèmes de sécurité, au-delà des étiquettes politiques, est-il sérieusement envisageable alors que l'affrontement politique se durcit ?

— Que chacun continue à tenir des discours totalement divergents et, surtout, s'abstienne de mettre en œuvre une politique globale cohérente et concertée sur ces problèmes et, inévitablement, les errements actuels continueront. Je constate qu'il y a un certain nombre de maires qui ont compris la valeur de notre discours et qui s'y sont engagés. Je pense que les premiers résultats de leur action les amèneront à s'engager de plus en plus. On verra bien alors où se situent les différences.

— Pour ma part, je n'ai pas un goût particulier pour les condamnations ou pour le pessimisme. Je constate que la clairvoyance existe. Le récent livre de M. Jacques Toubon est un exemple (1). Et pourtant, combien de désaccords par ailleurs ! La cohé-

rence avec ses écrits devrait le conduire à se désolidariser de la démagogie sur les libertés, la « situation révolutionnaire », le « fascisme rouge », etc.

— Qu'auriez-vous à dire à un électeur de Jean-Marie Le Pen ?

— Réservez donc les leçons pour les poisons. Le Pen vous fait croire qu'il chassera les immigrés, moyennant quoi vous aurez sécurité et travail. Hier ne disait pas autre chose des juifs. La société autour d'eux était stable, indifférente. Les juifs n'avaient que leur baluchon. Aucune nation pour parler en leur nom, les défendre. Aujourd'hui, le monde arabe, africain, existe. Il est instable. L'indifférence leur est impossible. Quand bien même Le Pen arriverait à chasser ses baluchons, les réactions arabes et africaines seraient telles que le pétrole, les matières premières disparaîtraient, que le terrorisme serait virulent.

— Les théories de Le Pen, c'est le bouleversement, la peur, le chômage, les morts. Que voulez-vous pour la France ? L'assassinat ? Le crispement d'une nation forte respectée dans le tiers-monde ? Pensez-y, chers concitoyens : dans la vie, il est préférable d'oublier d'être noir.

Propos recueillis par EDWY PLENEL

(1) Pour en finir avec le pessimisme, Editions Robert Laffont (Le Monde du 22 juin).

Le gouvernement sur la défensive

(Suite de la première page.)

Contraint par les événements de partir à la reconquête de l'opinion — si tant est qu'il l'ait jamais conquise sur ce point — le gouvernement a déjà un lourd handicap, celui d'avoir refusé toute démagogie sur un thème et à un moment qui s'y prêtent.

M. Jacques Chirac n'a pas eu scrupule. Non pas le Jacques Chirac qui a installé, mercredi, à Paris un conseil de sécurité et de prévention calqué sur un modèle cher au gouvernement, mais celui qui ne veut ou ne peut laisser le président du Front national recueillir ses idées de la peur.

M. Jean-Marie Le Pen n'aime pas cette concurrence. Il ne proclame le seul opposant véritable, le plus intransigent, celui qui crie le plus fort. Surtout, il ne veut pas laisser le président du RPR lui disputer le monopole des idées simples. Aussi s'efforce-t-il de se distinguer en rappelant que M. Chirac a voté l'abolition de la peine de mort, ce qui est vrai, et l'abrogation de la loi « sécurité et liberté », ce qui est faux.

M. Le Pen a raison de crier à la concurrence déloyale, car, à y regarder de près, le fossé est moins large entre MM. Badinter et Chirac que l'on croit. Le fait est que les parlementaires RPR ont approuvé la création de peines de travail d'intérêt général, qui marquent un changement d'attitude notable à l'égard de la délinquance.

Dans les quartiers, souvent, et les écrits, parfois, la gauche et la droite se retrouvent. Le livre que M. Jacques Toubon, un lieutenant de M. Chirac, vient ainsi de publier, et auquel M. Gilbert Bonnemaison (PS) reconnaît, aujourd'hui dans nos colonnes, une certaine « clarté », est un signe parmi d'autres de ces convergences. La publicité pour ce livre dans Le Monde est en elle-même un programme : « Ni Préfète ni Badinter », la première proposition étant évidemment la plus significative.

L'action du Conseil national de prévention de la délinquance, dont M. Bonnemaison est le vice-président — le président est M. Pierre Mauroy — illustre la réussite du gouvernement dans ce domaine en même temps que son échec. Réussite politique, puisque des personnalités de l'opposition ont dû accepter d'y siéger. Ainsi M. Chirac ou Maurice Arreckh, le

maire (UDF) de Toulon, qui avait devancé M. Le Pen en déclarant à propos des immigrés : « Il faut refuser d'être la poubelle de l'Europe ». Réussite surtout parce que le travail en profondeur entrepris dans certains quartiers désertés des grandes villes commence à porter ses fruits. Le maire communiste de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) se félicite qu'il y a quelques jours, d'une baisse de la petite délinquance de 18 % en un an dans sa commune.

Malgré ces succès, l'échec apparaît patent dès lors que l'opposition peut prétendre que le gouvernement agit, mais le terrain politique est laissé à l'adversaire. Il y a bien un secrétaire d'Etat chargé de la sécurité, mais celui-ci est si discret que M. Badinter continue de servir de cible, comme si c'était lui, ministre de la justice, le responsable. La mission confiée à M. Bonnemaison est une réussite, mais ses pouvoirs apparaissent compte tenu des derniers événements, nettement insuffisants.

La gauche est sur la défensive, alors qu'elle est en principe le mieux armée pour affronter un débat aussi idéologique. Ce n'est pas la première fois depuis 1981 que le piège de la sécurité se reforme sur elle, mais cette fois, M. Le Pen aident, il y a un risque de gravement l'avancer.

BERTRAND LE GENDRE

LES AVOCATS AU SECOURS DE M. BADINTER

Les déclarations de M. Jacques Chirac, affirmant que c'est « une erreur fondamentale » d'avoir nommé un avocat garde des sceaux (Le Monde daté 8-9 juillet), suscitent des réactions au sein du barreau. M. Jeanne Franceschi-Baron, présidente de la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (modérée), estime que ces propos « relèvent d'une démagogie inquiétante, reflète d'un débat politique recentré sur le terrain électoral » « avant-garde » de la sécurité ». La FNUAJ estime « de la sécurité ». La FNUAJ estime « de la sécurité ». La FNUAJ estime « de la sécurité ».

Ont également protesté après les déclarations de M. Chirac : la Confédération syndicale des avocats (modérée), le Syndicat des avocats de France (gauche), le conseil de l'ordre de Paris, l'Union des jeunes avocats de la capitale, la Conférence des bâtonniers et M. Yves Jouffa, président de la Ligue des droits de l'homme. L'Union des avocats pour une nouvelle majorité (opposition) souligne « qu'à titre individuel (...) les avocats puissent faire des choix politiques erronés ne justifie pas une mise en cause illégitime de leur profession ».

LA CONDAMNATION DES EMPLOYÉS DE L'UNION DE BANQUES SUISSES

Secret volé

De notre correspondant

Berne. — C'est par un verdict sévère que s'est achevé, mercredi 11 juillet, devant le tribunal correctionnel de Lausanne, le procès intenté à deux anciens employés de l'Union des banques suisses (UBS) accusés d'avoir subtilisé et remis aux douanes françaises des bandes magnétiques d'ordinateur. Présent à l'audience, M. Michel Cerutti s'est vu infliger trois ans de réclusion ferme et a été arrêté sur-le-champ.

Son complice, M. Jacques Fierich, qui s'est en principe enfui à la Martinique mais qui se trouverait en réalité à Paris, a été condamné par défaut à quatre ans de la même peine. Tous deux ont été reconnus coupables de vol, de livraison de renseignements économiques et d'infraction à la loi fédérale sur les banques, pour leur collaboration avec la Direction nationale des enquêtes douanières (DNED).

Le tribunal est donc allé nettement au-delà des deux ans de prison sans sursis requis par le procureur. Son président a eu beau s'en défendre, le rigueur du verdict apparaît comme un exemple. En prononçant son jugement, il ne s'est pas privé de stigmatiser les « procédés surprenants et inamicaux » des services douaniers français. Selon toute vraisemblance, « le DNED n'aurait pas hésité à aller plus loin, s'il n'avait, si elle avait pu tirer parti de programmes d'exploitation ». Le président de la cour a également reproché aux douaniers français d'avoir eu recours à des moyens importants pour lancer « une campagne d'intimidation et d'insultation à l'égard des banques suisses et de leurs clients ».

Le juge a expliqué comment la DNED avait incité les deux

employés de la banque à lui fournir des renseignements sur les comptes d'éventuels clients français de l'UBS en échange d'une prime de 500 000 F. Il a notamment mis en cause un haut fonctionnaire des douanes françaises, M. Guy Lubrano, qui aurait servi d'intermédiaire. Selon le tribunal, les accusés n'ont subi aucun chantage et ont été uniquement motivés par l'appât du gain. Au début de 1983, ils sont passés à l'action et ont dérobé cinq bandes magnétiques au centre informatique de l'UBS, dans la banlieue de Lausanne. « Un certain Jean-Pierre Baron — a-t-il été précisé — responsable d'une douane dans la région de Ferney-Voltaire, aurait pris possession des bandes magnétiques ».

En février 1983, M. Cerutti et Fierich sont allés à Evian, où ils ont été pris en charge et convoyés par un petit bimoteur spécial jusqu'à un centre militaire informatique de Rennes. Mais tous ces efforts se seraient révélés vains, dans la mesure où les bandes dérobées étaient incompatibles avec les systèmes de décodage. De plus, à en croire l'UBS, elles n'auraient pas contenu de données sur les comptes et avoirs des clients, mais simplement des programmes d'exploitation de l'ordinateur. Le tribunal a estimé que, même si les éléments informatifs dérobés n'ont pas apporté les résultats escomptés, les accusés ont porté atteinte à d'importants intérêts économiques et à l'image de marque de la Suisse. Enfin, il a rappelé que « le secret bancaire était un pilier du système helvétique devant assurer de la « garantie de discrétion ».

JEAN-CLAUDE BUIHRE

EN BREF

M. Balestre et ses activités pendant l'occupation

M. Jean-Pierre Dubreuil, auteur du livre *Des bolides en or*, a été condamné, le 11 juillet, par le tribunal civil de Paris à 5 000 F de dommages-intérêts pour « atteintes à la vie privée » de M. Jean-Marie Balestre, président de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), dont les revenus avaient été publiés dans l'ouvrage. En revanche, la première chambre a déboulonné M. Balestre de son procès en diffamation pour tout ce qui concerne son passé de collaborateur pendant les années de guerre et d'occupation (Le Monde du 15 juin). Le tribunal a estimé que M. Dubreuil et les Editions Lior commun avaient démontré leur bonne foi en produisant des documents allemands découverts par M. Serge Kiersfeld, des photographies de M. Balestre en uniforme SS, ainsi que les pièces relatives à la détention en France du plaignant après la Libération entre 1945 et 1947, tout en relevant que celui-ci disposait d'une carte de déporté-résistant.

Le tribunal a également accordé 1 F symbolique de dommages-intérêts à la Fédération internationale du sport automobile et à M. Bernie Ecclestone, président de l'Association des constructeurs de formule 1 (FOCA), qui avait réclamé 10 millions de francs.

Région de tension au Pays basque

Le GAL (Groupe antiterroriste de libération), spécialisé dans la chasse aux anciens membres de l'ETA militaire réfugiés en France,

a revendiqué, mercredi 11 juillet, l'attentat à l'explosif commis la veille à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques). Un engin avait été lancé mardi 10 juillet vers 23 h 30 contre le Bar de la consoulation fréquenté par des militants basques espagnols. Trois d'entre eux avaient été blessés, dont un, M. José Olivar Gallaspé, grièvement.

L'action du GAL coïncide avec les attentats à l'explosif commis le même jour à Burgos, en Espagne, et qui ont sérieusement endommagé six camions, dont cinq français. Ces attentats bien que non revendiqués ont été attribués par les autorités espagnoles à l'ETA militaire. L'organisation séparatiste a récemment demandé à ses commandos de « s'attaquer aux intérêts français », pour protester contre ce qu'elle estime être un « revirement total » de Paris sur le sort des réfugiés basques espagnols en France. Cinq réfugiés ont été expulsés au cours de ces derniers jours. Les organisations de camionneurs du Sud-Ouest ont de leur côté demandé aux gouvernements espagnol et français d'organiser une protection efficace des convois de camions en Espagne.

« Nuit bleue » en Corse

Vingt-huit attentats ont été commis en Corse dans la nuit du mercredi 11 au jeudi 12 juillet, dix-sept en Haute-Corse et treize en Corse-du-Sud. Cette « nuit bleue » a débuté depuis le 17 juin dernier. Dix-sept attentats avaient été commis ce jour-là, date anniversaire de la partition du militant nationaliste Guy Oreste (Le Monde du 18 juin). Dans la nuit du 9 au 10 juillet on avait dénombré seize attentats dont huit à Ajaccio.

Pour mi-août à mi-septembre, recherche plusieurs PROFESSEURS DE DROIT CIVIL PÉNAL COMMERCIAL ASSISTANTS, MAÎTRES ASSISTANTS pour préparation CAPA. Ecrire ORES, 65, rue du Doussau-dou, Bourg 75013 PARIS (qui transmettra).

مكتبة الشارقة

LECTURES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

billet

Une querelle d'héritiers

COMME chaque année, les Français danseront le 14 juillet sous les lampes des bals de quartier. Pour la plupart d'entre eux, la prise de la Bastille est davantage un synonyme de réjouissances populaires que la célébration d'un grand chambardement, d'un événement fondateur.

Il n'en est pas de même du côté des historiens et des politiciens où l'on prépare activement le bicentenaire de la Révolution. La Commission nationale de recherche historique pour le bicentenaire de la Révolution française a recensé un programme foisonnant de projets, d'échanges, de colloques scientifiques internationaux, impliquant les chercheurs et les universités de toutes les langues.

Sur les cinq continents, on étudiera aussi les divers aspects de la Révolution française dans un état d'esprit plus paisible que sur l'Hexagone. Car, qu'ils le veuillent ou non, les Français ont tous les héritiers de 1789. C'est de la disposition des états dans l'assemblée révolutionnaire que sont nées les expressions « droite » et « gauche ». Dis-moi d'où tu parles... Ce qui n'était qu'un regroupement d'affinités est devenu rapidement une clarification politique. Et aussi une manière tranchée de lire la Révolution. Il y a une lecture progressiste et une lecture révisionniste qui n'échappent pas à la moussade de l'actualité.

La centenaire et le cent cinquantième furent l'occasion dans la presse de polémiques dont certaines furent aujourd'hui ridicules. Elles n'étaient, dans l'ensemble, que des querelles de personnes, reprenant les arguments déjà échangés entre la presse révolutionnaire et la presse royaliste. Derrière ces assauts, se cachait le privilège de défendre ou de supprimer.

Car la Révolution, autant que les Droits de l'homme et la Terreur, fut une immense redistribution des terres : la vente des biens nationaux fit changer de main un cinquième du territoire. Ne voilà-t-il pas de quoi frapper de saisissement ceux qui possèdent et ceux qui attendent ? La Révolution est la Révolution - effort ou espérance - nous promet de belles empoignées.

BERNARD ALLIOT.

Lamartine et ses Girondins

La tourmente vue par un poète.

AU fil des ans, l'Histoire des Girondins écrite par Lamartine en 1846 réapparait régulièrement chez les bouquinistes et séduit de nouveaux lecteurs. Belle récompense pour un texte quand même assez confidentiel, qu'aucune publicité ne soutient plus depuis sa parution. En le réimprimant dans une collection déjà consacrée par le remarquable Journal de Trévoux, les subtils et messagers Mémoires de l'Éclaircissement, Plon met à la disposition d'un vaste public l'une des œuvres les plus étonnantes jamais parues sur la Révolution française.

Lorsqu'il s'y attaque, Lamartine, déjà célèbre depuis un quart de siècle, entrait dans la pleine maîtrise de son art. Aujourd'hui, lui seul pourrait expliquer par quel bizarre caprice il réserva uniquement aux amis de Madame Roland le nom de cette fresque foisonnante où tourbillonnent tous les personnages, tous les événements apparus entre le décalé de Mirabeau et l'exécution de Robespierre. Ces messieurs de la Gironde y tiennent assurément leur place à jamais la première ! L'auteur ne s'intéresse pas davantage à eux qu'à d'autres partis. Il ne leur voue même aucune sympathie particulière. Sans illusions sur ces faibles, il précise même leur pitoyable insuffisance par quelques formules sévères bien senties : « L'honnêteté qui manquait à leurs chefs manquait à leur conduite : l'intrigue les entraînait ».

Arbitres entre le trône et l'émeute, ils passèrent de l'opportunisme à la démagogie. Leur mort courageuse ne les sauva même pas d'un verdict sans appel : « On se demanda après la disparition de ces partis quelle était son idée et s'il en avait une... La pensée, la politique, la résolution, tout leur manquait. Ils avaient fait la Révolution sans la vouloir : ils la gouvernèrent sans la comprendre ». Lamartine s'éloigne donc rapidement de ces incorrigibles velléités. Le génie bête mais attachant d'un Dumouriez, l'inconsistance historique du roi, la puissance terrible d'un Danton, le dogmatisme implacable de Robespierre offrent des sujets d'étude plus intéressants au poète-psychologue.

Quand il entame son gros livre, à la cadence vertigineuse de parfois vingt-cinq pages quotidiennes, beaucoup de leurs compagnons vivaient encore. A commencer par le plus célèbre d'eux en 1846 : Louis-Philippe, roi des Français mais aussi ancien combattant de Valmy, fils de Philippe d'Orléans, le conventionnel républicain, naguère sympathique à Danton, et proche de Dumouriez. Le 10 août 1792, M. de Lamartine père avait bataillé aux Tuileries pour défendre Louis XVI.

Lamartine fils recherche d'autres témoins de cette terrifiante époque. Il en découvre d'étonnants : l'abbé Lambert, admis auprès des Girondins durant la nuit qu'ils passèrent à fêter avant leur exécution ; Souberbielle, confident des dantonistes, et même la pauvre Elisabeth Duplay, fille du logeur de Robespierre, mariée à son fidèle Philippe Lobes quelques semaines avant Thermidor.

Entre deux entretiens, Lamartine lut, pillait copieusement la collection des célèbres « Mémoires relatifs à la Révolution française », éditée par les frères Baudouin, libraires-éditeurs, de 1820 à 1828, et puis dans cette mine une foule d'anecdotes, de souvenirs de première main, parfois un peu ternes, qu'il rehausse de vives couleurs. Curieusement, Lamartine évoque peu la Vendée ni ses six cent mille morts, suivant le calcul de Taine, aujourd'hui discuté. D'autres hécatombes moins connues suffisent à l'occuper. Celles de Lyon, après description qu'il en donna par exemple, laissent des frissons d'effroi.

Le temps des massacres

Chroniqueur précis, bon dramaturge, l'auteur excelle à isoler quelques crimes symboliques. Durant les massacres de Septembre, des assassins conduits par la fameuse Théogène de Mérocourt s'emparent ainsi d'une jeune femme, meurtrie par jalousie, amoureuse, célèbre pour sa grande beauté, et la livrent à d'incroyables supplices : « Attachée nue à un poteau, les jambes écartées, les pieds cloués au sol, on brûla avec des torches enflammées le corps de la victime. On lui coupa les seins à coups de sabre ; on fit rougir des fers de piques qu'on lui enfouit dans les chairs. Broyés enfin sur ces fers rouges, ses crânes traversèrent la Seine et allaient frapper d'horreur les habitants de la rive opposée ».

A Reims, au même moment, les « patriotes » se distaient d'une autre façon. Les têtes de deux administrateurs coupées devant l'Hôtel de Ville servent à jouer aux boules. Puis ils allument un grand feu sur le parvis de la cathédrale et précipitent dedans « tous les prêtres trouvés dans la ville. Pendant deux jours, les assassins aiment se bûcher et y jettent pour l'alimenter de nouvelles victimes. Ils forcent le neveu d'un de ces prêtres d'apporter de sa propre main le bois pour consumer le corps de son oncle... » et ainsi de suite pendant des pages et des pages.

Le glaive révolutionnaire frappe indistinctement toutes les classes, tous les âges, souvent sans nécessité politique. En septembre 1792, les tuteurs violent et massacrèrent les prostituées détenues à la Salpêtrière, les malades, les men-

dants et les fous entassés à Bicêtre. Plus tard, l'abbé de Fénélon, fondateur d'une organisation charitable pour enfants pauvres, monte à la guillotine malgré ses quatre-vingt-neuf ans. Il faut le soutenir jusqu'à la planche. Après l'arrestation des Girondins, soixante-dix départements révoltés par ces démentes refusant d'obéir au nouveau pouvoir. A Orange, une commission populaire épura le Midi. Dix mille victimes tombèrent bien moins sous la hache de la République, que sous la vengeance de leurs ennemis personnels », précise Lamartine en toute impartialité.

La souveraineté du droit

Les forfaits qu'il énumère ne viennent pas sous sa plume par goût douteux des détails morbides. Il n'en tranche pas non plus en gentilhomme viscéralement solidaire des autres aristocrates sacrifiés. Dès le début du livre, il choisit d'ailleurs son camp sans la moindre équivoque. La Révolution annonce pour lui « la souveraineté du droit sur la force », « la souveraineté de l'intelligence sur les préjugés ». Son cœur se rallie à la République. Choix profond ! Deux ans plus tard, il l'imposera contre une régence de la duchesse d'Orléans, pendant les orages de février 1848. Dès ses Girondins, il soutient même une défense de Robespierre fort audacieuse pour son époque.

Avec Lyon, Bordeaux, Toulon, Paris, la Vendée, des provinces entières portaient encore les cicatrices de la Terreur quand il écrivit cet ouvrage. Le sang trop frais ne passait pas encore aux pertes et profits de la comptabilité nationale. Delacroix le pensait aussi lorsqu'il notait dans son Journal, quelques semaines avant la parution des deux premiers volumes des Girondins : « Il y a fort à rabattre de l'enthousiasme et de la spontanéité dans les mouvements que l'on admire le plus à cette époque ».

La thèse idéaliste, rassurante, d'un peuple anémique dressé contre les privilèges, les nobles et l'Église ne résiste pas mieux à l'examen. Elle n'explique ni la durée ni l'été des massacres. Jusqu'à 9 thermidor inclus, les proscriptions entre conventionnels obéissent évidemment à une autre logique, mais se concluent aussi par des hécatombes. Loin d'apaiser les passions, la chute, puis la mort du roi éveillent plutôt chez ses ennemis de furieuses haines. Tous de Vergniaud à Danton, du prince « rouge » Philippe d'Orléans à Saint-Just, modérés, extrémistes, le suivront dans la tombe. Robespierre mettra seulement dix-neuf mois à l'y rejoindre, malgré tant de fêtes livrées en otages à un destin féroce.

GILBERT COMTE.

(Lire la suite page 14.)

la feuilleton

Jaurès entre Marx et Michelet

UN bicentenaire comme celui de 1789, cela ne s'improvise pas. Espérons que Furet, Manceron, Ariane Mnouchkine et Costa-Gavras sont déjà au travail, pour fournir à temps le « Dailies » en bonnet phrygien qu'attend la planète : nos exploits « vendeurs » et nos mythes universels ne sont pas si nombreux que nous laissions échapper ce marché-là !

En librairie, on ne craint pas d'arriver trop tôt. Avec quatre ans et demi d'avance, les Éditions sociales rééditent la version jaurésienne de la Révolution, parue en club en 1989 avec des notes d'Albert Soboul. La nouvelle version est enrichie d'introductions par Ernest Labrousse et Madeleine Rebérioux.

Il aurait été plaisant de rééditer à cette occasion le décapage de 1900 par fascicules à suivre. Michelet et Hugo parurent ainsi morcelés. Rien ne dit que l'habitude ne pourrait pas se reprendre, de grosses lectures par abonnements et livraisons écheonnées.

A l'origine, le public populaire était spécialement visé et fut démarché par des méthodes nouvelles pour l'époque : publicité dans les journaux, affiches du plus beau rouge. Jaurès tenait à gagner les lecteurs ouvriers et paysans pour que, mieux instruits de leur passé, ils parachèvent la révolution bourgeoise. L'historien en lui ne se dissociait pas du militant. D'où le titre de son monument de 3 000 pages : Histoire « socialiste » de la Révolution française.

On lui a évidemment reproché l'épithète « socialiste » : l'histoire était l'histoire, point. Elle n'avait pas à porter de label. Elle se devait d'être laïque, en somme. Jaurès a tenu bon et s'en est expliqué dans les « observations » rejetées en fin du deuxième volume. Son histoire était « socialiste » pour deux raisons : parce qu'elle s'adressait au peuple et parce qu'elle répondait à une certaine vision du progrès humain.

Le premier argument de destination tient mal, d'autant que les quatre tomes finissaient par coûter une à deux semaines de salaire ouvrier en 1900. La seconde raison convainc davantage. Jaurès dénonçait avant beaucoup d'autres le mythe de l'objectivité.

par Bertrand Poirot-Delpech

On dirait aujourd'hui qu'il annonce la couleur et sort son drapeau de sa poche. Tout historien, dit-il, observe les événements avec un certain point de vue général sur la société et la vie. Pourquoi ne pas prévenir, dès le titre, que la Révolution sera éclairée par le terme où il paraît à l'auteur qu'elle doit aboutir ?

Au demeurant, l'épithète ne recouvre aucun sectarisme. Aujourd'hui, qui régit l'histoire de la période dans la Sorbonne du début du siècle, louera l'impartialité merveilleuse de Jaurès. Le tribun met en sourdine son lyrisme légendaire (avis à ceux qui espèrent le retrouver là). L'humanisme a des tendresses pour les acteurs éloignés de lui. Tout au plus rappelle-t-il souvent deux marottes : que la Révolution marque une étape de l'humanité vers plus de justice, ce dont, à part Michelet, beaucoup de bons auteurs doutaient au dix-neuvième siècle ; que l'histoire économique et sociale a été négligée jusqu'à ce qu'elle n'est guère contestable.

LORS, marxiste, Jaurès ? Le temps n'étant pas venu où l'équité vaudrait le soupçon infâme d'inspiration et d'abaissement tous les crimes russes, l'auteur la revendique ; et Labrousse lui la accorde.

Dans une conférence de 1894, Jaurès a été en position par rapport à Marx. Il accepte que toute la vie intellectuelle, morale, religieuse, de l'humanité reflète des phénomènes économiques dans le cerveau humain. « Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être, c'est leur être social qui détermine leur conscience. » La classe sociale est la grande médiatrice entre l'économie et les mentalités...

Mais l'économique n'est pas tout. « Le contact de l'univers, écrit Jaurès, fait vibrer dans l'âme humaine des forces mystérieuses et profondes, forces de l'éternelle vie mouvante qui précède les sociétés humaines et qui les dépassent. »

A cette conviction, que Marx n'exclut pas, Jaurès ajoute une foi qui le distingue du matérialisme strict. Une aspiration idéalisée à plus de justice mènerait le monde. C'est elle qui aurait conduit de l'esclavage au servage, et du servage au salariat. Elle contribuerait à rendre l'histoire intelligible.

Cette mystique écarte Jaurès de Marx pour le rapprocher de deux autres patrons qu'il invoque : Plutarque, pour la place consacrée à l'action individuelle ; Michelet, pour la croyance dans le progrès humain.

À la réédition de l'Histoire de la Révolution française, de Michelet, dans la collection « Bouquins » de chez Laffont, permet une relecture croisée des deux visionnaires, dont l'un croyait en Dieu et l'autre moins.

(Lire la suite page 14.)

Eric Ambler, l'ennemi du mensonge

Un art de la fable et du divertissement.

DISCRET et perspicace. Ceux qui ont rencontré Eric Ambler le décrivent ainsi. Britannique d'adoption (il est né à Londres en 1909), costume de flanelle, chemise et cravate bleues, lunettes d'écaille. Tel est l'homme qui a révolutionné le roman d'espionnage. Ingénieur de formation, puis rédacteur publicitaire, il fut le Copernic du genre.

Les éditions du Seuil ont entrepris de rééditer une dizaine de ses romans. Déjà, avec Le Maître de Dimitrios (1) et N'envoyez plus de roses (2), on retrouve ses thèmes - l'errance, le pouvoir de l'argent, l'ironie du sort - et sa maîtrise. Il construisait ses livres comme des épreuves ; les intrigues, en abyme, y sont toujours claires. L'Héritage Schirmer, publié en 1953, n'avait pas été traduit intégralement. Si on le compare aux gros romans de Robert Ludlum qui défilent sur l'écran cinématographique, c'est un modèle d'élégance et de lucidité politique. Ambler n'en fait jamais trop.

Hitchcock, qui l'admirait, parla de son « haut niveau de raffinement ». Il avait su, lui aussi, en adaptant John Buchan et Somerset Maugham, mêler l'humour et les jugements moraux.

Georges Carey, un jeune avocat de Philadelphie, se voit confier une mission impossible : chercher un héritier à la descendante d'un sergent prussien, Franz Schirmer, qui a déserté après la bataille d'Eylau (1806). Cette femme, Amelia Schneider Johnson, est morte sans testament, en 1938, à Lampport, Pennsylvanie. Elle laissait 3 millions de dollars en valeurs, hérités de son frère, un fabricant de boissons gazeuses.

L'enquêteur débarque à Paris. Il engage une interprète, miss Kolin, pour l'accompagner en Allemagne où il a une piste. Un comptable nommé Friedrich Schirmer est décédé à Bad-Schwabenheim, en 1939. Il avait un fils, Johann. Carey doit le retrouver ou, s'il est mort, son héritier. De Stuttgart à Cologne, le couple, en interrogeant des témoins, finit par apprendre l'existence... d'un sergent Schirmer, parachutiste, tué



Dessin de BERNICE CLEVE.

dans les forces allemandes d'occupation en Grèce.

La Grèce d'après la guerre civile - où les recaptés de la répression, d'anciens communistes devenus des bandits, se cachent dans les montagnes - est le cadre

de la dernière partie du roman, étonnante. Comme avec L'Affaire Delichev, un procès en Bulgarie, Ambler porte ici un jugement déabusé sur la première tragédie du siècle, le massacre des innocents, joué par les grandes puissances. Il y pratique, à la manière, si subtile, l'art du retournement, et invite son lecteur, en l'amusant, à réfléchir.

Les romans d'Ambler sont donc des fables et des avertissements. Leur limpidité obéit à une exigence proche de celle de George Orwell qui, en 1946, dénonçait les mécanismes du langage mensonger, la manipulation des mots (2). Les théories de la révolte sociale sont désormais prises en dépourvue. Ambler, en inventant ses histoires, nous enseigne la méfiance quand tout tend à nous morceler à l'infini.

RAPHAËL SORBI.

À L'HÉRITAGE SCHIRMER, d'Eric Ambler, traduit de l'anglais par Brigitte Versini, Éditions du Seuil, 238 p., 69 F.

(1) « Points Roman ».
(2) La Politique et la langue anglaise. L'insécurité sociale. BP 243, 75564 Paris Cedex 12.

Elsa MORANTE
Aracoeli
roman
traduit de l'italien par Jean-Noël Schifano
"Un homme de quarante ans qui recherche les traces de sa mère plonge dans l'enfer de la mémoire éternellement recommencée. Le magnétique tour d'Elsa Morante."
Angelo Rinaldi, L'Express
GALLIMARD *urf*

KDIFREE, B.P. 106, 77303 Fontainebleau Cédex - Tél. (6) 422.53.21 -

authentically
ALBUMS

la pensée universelle.

ARTÈRE
4, rue Tonicelli - 75017 PARIS
1572-03-18

GALLIMARD *un/*

★ **LA CELLULE DE VERRE**, de Patricia Highsmith, traduit de l'américain par Renée Rosenthal. Calmann-Lévy, 312 p., 64 F.

★★ **LES SIRÈNES DU GOLF**. Nouvelles traductions de l'américain par Marie-France de Pradoura, Alain Delahaye, Elizabeth Gillo et Emmanuel de Lencqse. Calmann-Lévy, 222 p., 65 F.

★ LE GRAND DERBY DE MOSCOU, d'Anatoli Gladiline; traduit et adapté par Espérance Lourimane. Albin Michel, 237 p., 69 F.

L'économie et la morale peuvent-elles faire bon ménage ? A première vue pas tellement, à en juger par le cynisme froid qui semble habiter les manières de chiffres, pour qui seul l'intérêt même les hommes. C'est pourtant le souhait que formule Albert O. Hirschman, dans les quelques textes de conférences, particulièrement stimulants et incisifs, réunis dans le petit volume paru dans la collection de l'Ecole des hautes études, *L'économie comme science*.

Un peu à l'écart, Jean-Louis Giovannoni nous donne à lire huit pages superbes où les phrases claquent comme des coups de cravache. Les formules cinifiantes de cet écrivain sonnent toujours juste. Dans la mythologie indienne, les Apsaras sont les déesses chargées de distraire les dieux par leur danses et leurs chants. La revue, qui emprunte leur nom, prétend simplement nous conduire sur les sentiers de la création. — P. Dra.

* APSARA c/o Jeffrey Arsham (15, rue Saint-Germain), 144 p., 50 F, abonnement pour trois numéros - 120 F

l'année Diderot

Une aventure scientifique

Du 2 au 4 juillet, un colloque du CNRS a réuni à Paris, dans un amphithéâtre de l'ancienne École polytechnique, des chercheurs engagés - parfois depuis longtemps - en France et dans de nombreux pays, sur le chantier de l'édition des œuvres de Diderot. Il fallait les entendre parler de leurs travaux pour apprécier ce que l'entreprise requiert de science et de passion. Pour cet écrivain, dont les textes qu'on lit maintenant dans les collections de poche sont presque tous posthumes, la destinée des œuvres est une aventure à rebours.

dissements qui recèlent encore des mystères. On sait que des fonds d'archives et sans doute des collections privées sont encore à explorer en Russie. Retrouverait-on aussi, à Montevideo, des manuscrits autographes et, peut-être, des inédits ? Les copies et les livres dont on dispose font surgir d'autres questions : comment dater ces manuscrits, identifier leurs copies, choisir un texte de base, apprécier les variantes, reconnaître les fragments insérés ici ou là par Diderot, repérer ses lectures mais

aussi les tableaux qu'il a décrits dans ses *Salons* ? Autant de recherches, parmi d'autres, qui mobilisent des techniques de pointe et sollicitent l'ingéniosité des diderotistes. Elles garantissent la valeur de la grande édition Hermann en cours, présentée ici même par Jacques Cellard (voir « le Monde des livres » daté du 6 juillet). — R. D.

* Pour la publication des Actes du colloque, s'adresser à Jean Varloot, secrétaire général de l'édition des œuvres de Diderot, 9, rue du Chevalier, 75013 Paris.

INÉDIT

Dés dialogues matérialistes pour la tsarine

L'IMPORTANCE des manuscrits de Diderot conservés en Russie et leur sort parfois aventureux sont bien illustrés par le cas du *Rêve de d'Alembert*. Catherine II s'en est occupée pendant trois années différentes. La dernière en date fut celle, excellente, qui parvint à Pétersbourg en 1785 : grâce à un piratage, elle devait être à l'origine de la première édition de ces dialogues (Paulin, 1830), édition aussi fautive que tardive, qui constituait pourtant la source unique de toute la tradition imprimée jusqu'au milieu de ce siècle.

Trois ans plus tôt, la tsarine avait pu lire une version moins achevée du *Rêve* dans la *Correspondance littéraire*, la revue manuscrite de Grimm et Meissner. Mais, dès 1774, au cours de son séjour à Pétersbourg, le philosophe en avait fait préparer pour elle une curieuse copie, anonyme et déguisée, qui n'a été identifiée qu'en 1977 à Moscou. Le principal porte-parole de l'auteur n'a plus pour nom Borden, mais La Mettrie : autre médecin célèbre, mais surtout philosophe écossais, incarnation aux yeux des bien-penseurs de toutes les infamies du matérialisme. Dans la copie confidentielle destinée à Catherine II, Diderot se pût à placer ce symbole ostensible de ses propres angoisses.

Nous donnons ci-dessous un extrait de cette version inédite d'un texte encore en chantier : ainsi la fin de la première réplique de La Mettrie est une addition autographe qui sera modifiée ultérieurement. Ce manuscrit, qui comprend également une sorte de dossier annexé de *Rêve*, sera exploité pour la première fois dans le tome XVII des *Œuvres complètes* à paraître prochainement (Hermann, éd.).

GEORGES DULAC.

LA METTRIE (L.). — Est-ce qu'on veut de soi ? La volonté n'est toujours de quelque motif intérieur ou extérieur, de quelque impression présente, de quelque réminiscence du passé, de quelque projet dans l'avenir. Après cela, je ne vous dirai de la liberté qu'un mot, c'est que la dernière de nos actions est le résultat nécessaire de tout ce que nous avons été jusqu'au moment où elle

s'est produite, et que, n'étant qu'une cause, à la vérité très compliquée, cette cause ne peut produire qu'un effet, et un effet déterminé.

LA METTRIE. — N'importe ? LA METTRIE. — Sans doute, tâchez de concevoir la production d'une autre action, en supposant que l'être agissant soit le même.

LA METTRIE. — Il a raison ; puisque c'est moi qui agis ainsi, celui qui veut agir autrement n'est plus moi ; et assurer qu'au moment où je fais et dis une chose j'en puis dire ou faire une autre, c'est assurer que je suis moi et que je suis un autre. Mais, docteur, et le vice et la vertu ? La vertu, ce mot si saillant dans toutes les langues, cette qualité si sacrée chez toutes les nations.

LA METTRIE. — Il faut le transformer en celui de bienfaisance et son opposé en celui de malfaisance. On est irrésistiblement entraîné par le torrent général qui conduit l'un à la gloire, l'autre à l'ignominie.

LA METTRIE. — Et l'estime de soi-même ?

LA METTRIE. — Une poitrine fondue sur l'ignorance et la vanité d'un être qui s'impute à lui-même le mérite ou le déshonneur d'un instant nécessaire.

LA METTRIE. — Et les récompenses, et les châtiments ?

LA METTRIE. — Des moyens de corriger celui qu'on appelle méchant et d'encourager celui qu'on appelle bon.

Le premier colloque franco-soviétique sur un écrivain français

DANS la série des grandes rencontres pour l'année du bicentenaire, le colloque sur « Diderot et la Russie » fait figure d'événement. Organisé conjointement par l'Académie des sciences d'URSS et les ministères français de la culture et des relations extérieures, il a réuni à la Maison Pouchkine de Leningrad (7-14 juin) une délégation de neuf Français (parmi lesquels J. Chouillet, R. Pomeau, J. Varloot, P. Vernière) et un groupe de chercheurs soviétiques comprenant notamment Y. Vipper et G. Koutcherenko. Pour la première fois, un colloque associant des spécialistes des deux pays pour l'étude d'un écrivain français. On pourrait s'étonner que l'honneur en revint à Diderot. D'autres de nos auteurs, il est vrai, ont été ou sont aujourd'hui plus lus que lui. Mais, historiquement, il est bien le premier grand écrivain français à avoir fait le voyage de Russie — son seul voyage à l'étranger.

Catherine II lui avait acheté généreusement sa bibliothèque, lui assurant la sécurité matérielle. Diderot se devait d'aller la remercier, espérant aussi être son conseiller politique, et s'informer sur place des réalités de cet immense empire que l'Occident commençait à découvrir (il a même tenté d'apprendre le russe).

Sur les vingt communications, plusieurs se sont attachées à montrer le sérieux et la complexité des rapports de l'encyclopediste avec la Russie. Diderot n'a pas été le grotesque bouffon de Catherine ; cette image nourrie de ragots a été propa-

gée par l'entourage de Frédéric II. Mais ce contact direct d'un intellectuel avec le pouvoir (expérience unique en son genre au XVIII^e siècle) a été un échec. Le philosophe n'a pas converti la tsarine. De son voyage date la rupture entre l'absolutisme et l'intelligentsia des Lumières.

Ce qui ne mettrait pas fin, pour autant, à la fortune de son œuvre en Russie. Son théâtre y a connu un succès étonnant. Ses idées ont été invoquées par les décembristes. Il a été élu par Pouchkine, par Dostoevski, comme l'ont rappelés G. Fridlander et A. Mikhailov. Si son athéisme l'avait desservi auprès des notables de Saint-Petersbourg, il le recommanda aux héritiers de Marx ; et Léningrad tire du *Rêve de d'Alembert* plusieurs pages en introduction à son *Matérialisme et empiriocriticisme* (1909).

Malgré la différence des styles et des méthodes, les Français et les Soviétiques se sont accordés pour mieux situer Diderot dans l'histoire et la culture russes. Un seul regret : on aurait aimé que les traducteurs de l'écrivain parlent de leur travail. Pour l'essentiel, le colloque, animé par l'indéfectible Piotr Zaborov, a été un succès. Il ouvre la voie à des projets de collaboration, ou vue notamment d'une meilleure exploration des bibliothèques et des fonds d'archives en URSS. L'idée est née aussi de recommencer de telles rencontres et de tenir à Paris un deuxième colloque sur un écrivain russe cette fois.

On souhaite seulement que les chercheurs soviétiques puissent accepter les invitations de leurs collègues français et venir chez nous aussi aisément que nous allons chez eux. Le président du colloque, A. Iezonov, a bien voulu renouveler l'espoir exprimé par Diderot « de voir beaucoup de Russes à Paris et beaucoup de Français à Pétersbourg ». On s'est plu à y rêver au bord de la Néva.

ROLAND DESNÉ.

* Pour toute information, écrire à P. Zaborov, Académie des sciences, Maison Pouchkine, 4 quai Malakof, 199 164 Leningrad, URSS.

Changements au Comité de publication des Œuvres complètes

JACQUES PROUST, dont nous avons publié une entretiens sur Diderot dans notre numéro du 7 juillet, où il était présenté comme membre du Comité de publication des Œuvres complètes de Diderot, publie chez Hermann, sous le titre de *Œuvres complètes*, une édition critique de deux classiques, aussi dissimulables que possible, de la critique diderotienne.

Revue Europe (n° 661, mai 1984), avec notamment des articles de R. Desné, M. Duchet, L. Parot, M. Delon, B. Fink, E. Bénédict.

Interpréter Diderot aujourd'hui, actes du colloque de Carrey, Le Sycomore.

La Revue internationale de philosophie (n° spécial 148-149, juin 1984) : Diderot et l'Encyclopédie (1784-1794). Un ensemble d'articles présentés par Roland Mortier, sur les idées politiques de Diderot au temps de l'Encyclopédie, ses lectures, et son projet d'une « philosophie populaire ». Université de Bruxelles. (En France, diffusion Presses universitaires de France.)

Quant à l'édition dite « courante », dont la mise en route est prévue pour le mois de septembre 1984, l'éditeur nous prie de préciser qu'elle sera intégrale en ce qui concerne les textes de Diderot, et « complète ». Seul l'appareil critique en sera allégé.

BIBLIOGRAPHIE

Le bicentenaire est l'occasion pour les éditeurs de publier ou de republier des études sur Diderot aussi bien que des textes en collections de poche.

TEXTES

Le Nouveau de Rousseau, avec introduction, notes, chronologie, dossier, bibliographie, par Jean-Claude Bonnet. Garnier-Flammarion, n° 143. Un modèle d'édition critique moderne destinée à un large public.

Le Nouveau de Rousseau, suivi de *Satires*, Contes et Entrées, édité par Jacques et Anne-Marie Chouillet. La Librairie de poche, n° 5925.

Le *Rêve de d'Alembert* et autres écrits philosophiques, édité par J. et A.-M. Chouillet. La Librairie de poche, n° 5949.

Le Nouveau de Rousseau et le *Rêve de d'Alembert*, édition de Roland Desné et Jean Varloot. Ed. Sociales/Messidor, 358 p., 50 F.

Lettres à Sophie Voland, choix et préface de Jean Varloot. Gallimard, « Folio », n° 1547.

L'Encyclopédie, textes choisis. Nouvelle édition revue, augmentée et annotée. Préface d'Albert Soboul. Nouvelle introduction et notes par Philippe Goujard. Ed. Sociales/Messidor, 404 p., 50 F.

ÉTUDES

Jean-Claude Bonnet, Diderot. La Librairie de poche, coll. « Textes et Débats », 384 p.

Totalement recommandable comme introduction à une lecture de l'œuvre dans les diverses étapes de sa réception.

Jacques Chouillet, Diderot, poète de l'énergie. PUF, coll. « Écrivains », 303 p., 120 F.

Par l'un des meilleurs spécialistes de Diderot.

Roger Kamp, Diderot et le roman. Ed. du Seuil, coll. « Poésie », 248 p., 7 F.

Elisabeth de Fontenay, Diderot, ou le matérialisme enchanteré. La Librairie de poche, coll. « Essais », 251 p.

Réédition de deux classiques, aussi dissimulables que possible, de la critique diderotienne.

Revue Europe (n° 661, mai 1984), avec notamment des articles de R. Desné, M. Duchet, L. Parot, M. Delon, B. Fink, E. Bénédict.

Interpréter Diderot aujourd'hui, actes du colloque de Carrey, Le Sycomore.

La Revue internationale de philosophie (n° spécial 148-149, juin 1984) : Diderot et l'Encyclopédie (1784-1794). Un ensemble d'articles présentés par Roland Mortier, sur les idées politiques de Diderot au temps de l'Encyclopédie, ses lectures, et son projet d'une « philosophie populaire ». Université de Bruxelles. (En France, diffusion Presses universitaires de France.)

vient de paraître

Civilisations COLLECTIF : *Dissertation, réaction, civilisation (1948-1980)*. — Dans ce volume de la série « Peuples et civilisations », C.-H. Pouches, P. Guiral, P. Barval, J. L. Van Regenmortel étudient la période historique de 1948 à 1980, notamment les révolutions en Europe, les conditions économiques et les forces morales, la progrès et l'éveil des mondes non européens et la vie politique et diplomatique européennes. (PUF, 618 p., 240 F.)

Témoignages FRANCES CREMIEUX : *La Vérité sur la libération de Paris*. — Rédaction d'un recueil de témoignages d'André Carrel, Jacques Chaban-Delmas, commandant Galois-Cottereau, Léo Hamon, Alexandre Parodi, colonel Bol-Tunguy, André Tollet, Pierre Villon, sur la libération de la capitale en 1944. (Messidor, 190 p., 60 F.)

Histoire COLLECTIF : *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*. — Ce vingt-deuxième tome du dictionnaire publié sous la direction de Jean Maitron, recense les biographies (de Coubertin à Guesde) de militants pour la période comprise entre 1914 et 1939. (Éditions ouvrières, un volume armé de 358 p., 200 F.)

Essai

JACQUES ELLUL : *Les Combats de la liberté*. — Dans ce troisième volume qui cite son *Éthique de la liberté*, l'auteur défend le message d'une « liberté en esprit » dans les chrétiens, selon lui, ne se prévalant jamais sans, il définit aussi la responsabilité et la mission de chrétiens d'aujourd'hui. (Édition Le Centaure-Labor et Fides, 355 p., 135 F.)

LA LIBRAIRIE BIFFURES

envoie sur simple demande son nouveau catalogue de livres Anciens et Modernes : Judaïsme, Histoire Sociale, Psychiatrie, Varia. Écrire : 21, rue St-Jacques 75005 PARIS Tél. : 329.41.31 Achat permanent de livres et bibliothèques en toutes langues. Paiement comptant.

Le Paris de Julien Green



Champ Vallon Diffusion P.U.F.

Jacques PERRET (Corbonne)
RESSUSCITÉ? Approche Historique
65 F. Coll. « THÉOLOGIE NOUVELLE »
éd. FAC 30, rue Madame, 75006 Paris Diff. Chiron

Jean Diwo
Les Dames du Faubourg
roman
«Ce livre a 600 pages. J'ai 600 fois pensé "c'est du Zola"»
Mireille Vincendon-Marie/Claire
«Ces pages dégagent une singulière magie : celle de l'amour de la vie et du travail bien fait.»
J.D.D.

Un document exclusif, accablant
Patrick MENEY
Les mains coupées de la Taïga
La loi du Goulag, le règlement intérieur des camps de Tchernom... 600 Français portés disparus en URSS... Patrick Meney, Prix Albert Londres 1983, ouvre le dossier.
256 pages - 79 F.
EDITIONS DE LA TABLE RONDE

Philippe Muray
Le 19^e siècle à travers les âges
«... un livre - Hénauisme - et incontournable - Philippe Simonnot / L'Express»
« Il faut donc lire ce livre irrésistible - Jean-Paul Enthoven / Le Nouvel Observateur »
«... un vrai événement - Georges Sullert / Le Point »
« Un livre impertinent superbement écrit - Denis Tillinac / Magazine Hebdo »
« Vous ne le fermez que la dernière ligne absorbée - Pierre Chauvin de l'Institut / Le Figaro »
« Avec Muray, l'ennui n'est pas au rendez-vous. On s'instruit en s'amusant - Jean-Maurice de Montrémy / La Croix »
« Colossale leçon d'érudition joyeuse - Lucile Laveggi / Le Quotidien de Paris »
«... un pamphlet passionnant et passionné - Hubert Juin / Magazine Littéraire »
L'INFINI

histoire

LECTURES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Les mésaventures de la contre-révolution

● Vrais et faux amis du roi

A CINQ ans de son deuxième centenaire, la Révolution française laisse toujours dans les consciences le souvenir d'une tempête fabuleuse, de l'événement fondateur par excellence, d'où le peuple qu'elle souleva sortit avec une nouvelle personnalité nationale. Cependant, sa perpétuelle glorification posthume comporte de singulières incohérences.

Quand ils comparent avantageusement la force d'un Mirabeau, l'audace d'un Danton, l'incorruptible intransigence de Robespierre aux tergiversations royales, les incohérences de 1789 ne se souviennent pas assez qu'à l'ordinaire les diables prouvent leurs forces dans des exploits à leur mesure. De toute évidence, ceux-là ne trouveront pas en Louis XVI un adversaire de leur taille.

La lutte intellectuelle entre les jacobins et leurs ennemis mérite également une appréciation plus exacte. Outre qu'ils négligent les réformes nombreuses engagées par l'Ancien Régime, avant les États généraux, les républicains d'aujourd'hui ramènent un peu trop sommairement la résistance royaliste à l'égoïsme de quelques privilégiés. L'honneur de la Révolution consisterait plutôt de reconnaître qu'elle ne triompha pas

constamment de parfaites nullités. Avec les amis du roi, une remarquable *Histoire de l'émigration*, MM. Jean-Paul Bertaud et Ghislain de Diesbach proposent un examen des faits sensiblement plus équilibré.

Même si Jean-Paul Bertaud accorde dès 1791 à l'abbé Maury une pourpre cardinalice qu'il n'a revêtue qu'en 1794, chacun des auteurs connaît bien son sujet, et en traite intelligemment. Aucun d'eux ne sous-estime les faiblesses de la monarchie à la veille de son effondrement. Le premier note qu'à ses débuts la crise éclata dans un consentement presque général. Ghislain de Diesbach ajoute qu'en 1789 l'aristocratie elle-même n'éprouvait aucune foi en sa propre cause. Attente par un mystérieux « mal de vivre », elle dégringolait ses privilèges — non sans en profiter — libérale. La Constituante n'abolira point la noblesse à la demande d'un Sieyès ou d'un Robespierre, mais sur proposition du vicomte de Noailles soi-même, soutenu par Mathieu de Montmorency!

Vendons-nous à part, ces amiables gentilshommes ne songeront pas davantage à défendre leurs têtes quand l'orage éclatera. Jadis prêts au duel pour n'importe quelle pécadille, ils se laisseront égarer comme des moutons sous la guillotine, sans esquiver la moindre résistance. Lorsque, à l'automne 1789, l'enlèvement de la famille royale à Versailles, le meurtre de ses gardes du corps, les innombrables assassinats perpétrés depuis le 14 juillet, retournent toute une partie de l'opinion, jusqu'alors favorable aux changements, la lutte ne s'organise donc pas autour des aristocrates stupéfaits ou en fuite. Elle se durcit avec la naissance d'une presse royaliste, fondée par des écrivains le plus souvent d'origine roturière.

Pour un Rivarol demeuré célèbre, Jean-Paul Bertaud arrache de l'oubli ses confrères Sureau, Fontenay, Royon, Feller, avec derrière eux une cohorte de publicistes spirituels, savants, courageux et lucides. Malgré leurs principes communs, tous ne soutenaient pas la même tactique. Là où Sureau prêchait impru-

demment la guerre civile, espérait même quelque intervention extérieure sans en ignorer les risques, Royon recommandait dans sa modération des manœuvres plus politiques. La plupart d'entre eux n'éprouvaient qu'une médiocre considération pour les aristocrates qu'il leur arrivait de défendre.

Sureau s'emporta jusqu'à dénoncer en eux une « caste méprisante et incurablement avilie », un « cadavre » incapable de réagir. Mais tous déplorait d'abord l'invasion éhéméroïde de Louis XVI. « Nous avons accusé le roi lui-même, s'écrie-t-il, l'un des plus intrépides, sinon le plus honnête. Que faites-vous dans votre palais, attendant les ordres que l'on prononce ? Il en est de ce moment comme de celui de la mort : aujourd'hui vos ministres, demain vous-même. »

Ghislain de Diesbach se déclare encore plus sévère pour le faible époux de Marie-Antoinette. Respectueux, bon connaisseur de l'Ancien Régime, il n'en considère pas moins la France de 1789 comme une nation « trompée par son maître », une « société trahie par celui qui se dit son maître ». Il en est de ce moment comme de celui de la mort : aujourd'hui vos ministres, demain vous-même. La victime méritait certainement plus d'indulgence. Monarque de droit divin, certain d'exercer une sorte de sacerdoce politique dans l'amour de ses peuples et par la protection du ciel, le petit-fils de Louis XV n'imaginait pas au début jusqu'où irait la violence révolutionnaire.

Après les premiers massacres de l'été puis de l'automne 1789, cet homme instruit, grand amateur de livres d'histoire, ne pouvait plus se

bercer d'illusions. Quel qu'en disent Paul et Pierrette Girault de Courzac dans un nouveau livre parfois intéressant, voué à l'impossible réhabilitation de son caractère, la volonté de vaincre lui manqua tragiquement. Pas une fois, il ne sut prendre l'initiative politique, alors qu'il disposait longtemps d'une popularité réelle.

Selon Ghislain de Diesbach, l'émigration débuta justement parmi ses proches, trop conscients avant les autres de son impuissance. Au fil d'un ouvrage sans doute exhaustif sur le sujet, l'auteur accompagne les fuyards dans leurs longues pérégrinations à travers un monde souvent hostile. Entre la chevaleresque cordialité anglaise — mais M. de Diesbach néglige quelque peu Quiberon — et les dédaigneuses duretés allemandes, les proscriptions montraient une existence ingrate, difficile, fastueuse ou misérable suivant leur fortune, mais souvent pleine d'humiliations.

Eux-mêmes portaient au-dessus les étonnantes fatuités de Versailles et crurent que, « en tant que Français », ils appartenaient « à une espèce supérieure, intermédiaire entre les dieux et les hommes ». Entre leur messianisme révolutionnaire, leurs ennemis jacobins partageaient à peu près la même illusion. Mais eux remportaient la victoire, et en prenaient leur stature de géants sur les champs de bataille.

GILBERT COMTE.

★ LES AMIS DU ROI. — Journalistes et journalistes royalistes en France de 1789 à 1792, de Jean-Paul Bertaud. Collection « Pour l'histoire », Perrin, 283 pages, 55 F.

★ HISTOIRE DE L'ÉMIGRATION, 1789-1814, de Ghislain de Diesbach. Perrin, 635 pages, 145 F.

★ SUR LA ROUTE DE VALENCIENNES, de Paul et Pierrette Girault de Courzac. La Table ronde, 263 pages, 85 F.



Dessin de CAGNAT.

Lamartine et ses Girondins

(Suite de la page 11.)

Bien sûr, la Révolution tout entière ne se ramène pas non plus à ces égorgements. Même sous la guillotine, aucun de ses chefs successifs ne la désavoua, n'en renia l'idéal. A leurs derniers instants, tous affirment la certitude d'avoir combattu, de mourir pour l'avenir. Lamartine l'explique admirablement à travers une phrase terrible du vieux Souffrier. « Les révolutions les plus sanglantes, disait-il, sont les révolutions consciencieuses. » Dans son vertige, celle-là céda sans doute à des forces, à un esprit suicidaire mal identifié, extérieurs même à la politique.

L'irrationnel bouleverse parfois les calculs. Depuis la fin du règne de Louis XIV, la France n'avait subi aucune invasion. Cette longue tranquillité accumulait l'énergie de générations nouvelles. En 1789, le royaume débordait d'adolescents ambitieux. Avec ses quarante ans, Mirabeau passait presque pour un ancêtre. Robespierre, Camille Desmoulins avoisinaient tout juste la trentaine. Saint-Just, Madame Roland bouillait, en province, dans leurs vingt-deux et vingt-cinq ans. A l'Assemblée législative, la moyenne d'âge des sept cent quarante-cinq députés n'était guère plus élevée. Ils n'apportaient pas avec eux l'expérience, mais une prime formidable à la fougue.

Lamartine devora leurs discours. Au risque d'alourdir son texte de fastidieuses remplissages, il les cita interminablement. Ces contemporains de Mozart, ces lecteurs de Voltaire se prennent tous pour des Romains, pour des frères de Brutus. Le procès du roi indigna Saint-Just par son formalisme. Il s'étonne que, en plein dix-huitième siècle, « on ait été

moins avancé que du temps de César : là, le tyran fut immolé en plein Sénat, sans autre formalité que vingt-trois coups de poignard, et au nom de la liberté. »

Son tempérament placide, son indécision, ses scrupules religieux, préparèrent peu Louis XVI à régner

en ces temps périlleux. Libéral de tempérament, soucieux du bien général, « il avait l'âme d'un réformateur mais pas le caractère », constate Lamartine. Par malheur, ses ministres non plus. « Ils soulevaient toutes les questions sans les résoudre. »

Toute l'organisation de la monarchie dépendait du roi. Son insubordination provoqua d'un coup un formidable appel d'air par où se précipitèrent les ambitions les plus désordonnées.

Royaliste par sa famille, puis père de la Seconde République, Lamartine met dans son œuvre les troubles, fidélités, incertitudes et enthousiasmes contradictoires de sa génération. Certes, son ouvrage ne doit pas se lire sans réserves. Ses grandes mises en scène romanesques amalgament des erreurs matérielles nombreuses, des opinions sommaires dans une ferveur de couleurs. Après une brève « Introduction », M. Jean-Pierre Jacques relève la plupart des inexactitudes par des notes minutieuses, parfois savantes, dignes des plus grands érudits.

Sainte-Beuve, lui-même sympathisant des Girondins, qualifiait d'« éternelle et coupable » leur histoire écrite par Lamartine. Rien de plus faux ! Dans un torrent d'énergie, elle brasse le sang, la boue, l'enthousiasme, la bassesse, puis élève soudain dans le ciel l'une de ces œuvres magiques. En ce début d'été, pas de meilleure raison pour en entreprendre la lecture.

GILBERT COMTE.

★ LA FRANCE SOUS LE DIRECTOIRE, de Georges Lefebvre. Perrin, 400 pages, 120 F.

★ HISTOIRE DES GIRONDINS, de Lamartine. Perrin, collection « Les mémoires », Deux volumes : tome I, 894 p., 160 F.; tome II, 970 p., 160 F.

Danton, de l'audace et des sous

● Un militant perdu par ses appétits

L'ENFANCE de Danton paraît être inspirée par la mythologie. Tout jeune, notre Chateaubriand d'Arcis-sur-Aube — il y en eut 1759 d'un père modeste robin, — se fait encorner la tête supérieure par un taureau; il lui restera une boursoffrante que ses portraitistes auront quelque peine à dissimuler. Un autre coup de corne l'évoque au tapis; bilan : le nez écorché. Puis, des porcs lui précèdent les parties viles, sans grand dommage si l'on en juge par l'ardeur qu'il déploiera plus tard. Enfin, comme si cela ne suffisait pas, son visage sera marqué par la petite vérole. Le gars ment indiscipliné, qui fera des études moyennes — mais il parlera l'anglais et l'italien — deviendra un colosse toutroulant d'une belle laideur, dont la constitution robuste autorisera tous les plaisirs.

Face au père Robespierre et pour des raisons opposées, Danton fascine comme un personnage de roman. Ses biographes l'excusent ou se comportent en procureurs. Dans une étude épaisse et médiocre, Frédéric Bluche, un jeune historien, s'appuyant sur des travaux récents, veut en proposer un portrait plus nuancé. Il n'est pas sûr que Danton y gagne, car il apparaît pour ce qu'il a été : un révolutionnaire trop intéressé.

Lourdement endoctriné à la veille de la Révolution par l'achat d'une étude d'avocat au Conseil du roi, Danton se retrouve, quelques années après, libéré de ses dettes à Paris et heureux propriétaire à Arcis. Malgré sa prudence — il n'écrit jamais — les faits, les indices et les idées se guignent, comme on dit, à la recherche de la liste civile du roi, des largesses du citoyen Egalité — Philippe d'Orléans — et s'apprêtent à partir des fonds qu'il eût à gérer lors de son passage au ministère de la Justice. Il s'est aussi livré au pillage qui a suivi la campagne de Dumouriez en Belgique.

A-t-il pour autant « trahi » les idéaux républicains ? « Les hommes de ma trempe sont impayables », lança-t-il avec hauteur au Tribunal

révolutionnaire. Rien ne prouve qu'il ait accepté de l'argent pour défendre des positions qui n'étaient pas aussi les siennes. Quitte, chez ce pragmatique, à les abandonner quand elles n'étaient plus défendables sans risques... Il porte incontestablement une responsabilité dramatique dans les massacres de Septembre qu'on tant que ministre de la Justice il eût pu empêcher.

Remarquable agitateur, Danton n'avait sans doute pas toutes les qualités d'un homme d'État. Ce tribun à la voix de stentor, escorté de l'ingénieur Fabre d'Églantine et du brillant journaliste Camille Desmoulins, était trop sensible à la popularité. En ce sens, Danton réagit « physiquement » à l'événement, comme l'écrivit justement F. Bluche, et s'empêcha dans ses contradictions ou ses mensonges. Mais il eût fallu posséder un esprit bien froid pour mépriser le tourbillon révolutionnaire sans se laisser emporter.

Comment lui, qui a participé à l'élimination des Girondins — après leur avoir vainement tendu la main, il est vrai, — puis à celle des hébertistes, n'a-t-il pu voir qu'il avait perdu la confiance de Robespierre à quel point son tour arrivait ? Comment, le régime, en est-il arrivé à plaider l'indulgence ? Devenir un bourgeois aisé, il apparaît à jour de ses biens dit F. Bluche. La jeunesse de seize ans qu'il venait d'épouser avait ses secondes noces « écroulées » au temps : « Je hais ma femme, dit-il, se flattait-il. Danton, à l'écoute de la naissante opinion publique, présentait aussi que les Français étaient les de la Terreur et du « raison national ». Devant le Tribunal révolutionnaire, qu'il avait contribué à instituer, à ses procès trépassés, Danton s'est défendu avec la vigueur d'un homme piégé avant, à son tour, d'être « éliminé dans le son ».

Militant de la Révolution, brouillé par elle et perdu par ses appétits, Danton est aussi, au moment où tout vacille, l'homme de l'audace et du courage. Même un compromis ne peut résoudre toutes ses contradictions.

★ DANTON, de Frédéric Bluche, Perrin, 494 p., 110 F.

le feuilleton

Jaurès, entre Marx et Michelet

(Suite de la page 11.)

Pour Michelet, comme le rappelle Claude Mettra en préface, 1789 est une manifestation de l'Esprit, une entreprise prométhéenne. Elle est l'époux qui force la vierge France. Le sang versé est celui d'une nocce où l'idée et la violence se mesurent. Les comparaisons organiques abondent. Le ton monte, l'éloquence menue; la démagogie aussi, en faveur d'un peuple présumé innocent, contre tous les meneurs. La comparabilité des guillottes rapportées aux victimes de l'Inquisition quitta le terrain historique pour la grosse polémique... Michelet a des excès d'ordre public et privé : il écrit en pleine révolution de 1848; et la mort de son père, qui lui était très proche, l'atteint comme une balle de la Bastille.

A l'inverse, Jaurès garde son calme. Les grèves de Carmaux de 1892 et 1895 l'ont formé, forgé, sans forcer sa plume. Son maréchalisme le laisse attentif à l'action des individus et équilibré envers eux. Les modérés trouvent grâce, plus que chez Michelet. Entre « tribuns », Jaurès admire le génie de Mirabeau. Les violences, en particulier celles de Septembre, lui font horreur.

Il n'estime pas trahir en s'interrogeant et avec crainte sur l'état d'esprit du peuple. Il souffre des cruautés de la foule, avec Baudouin, qui fut un des premiers à le condamner. Il y voit un reste de servitude, une barbarie héritée de celle des maîtres. « Malgré tout », la révolution de 1789 reste pour lui une des « plus humaines et des plus douces ».

CETTE flamme de la conviction, on l'attendait; et, encore une fois, on la retrouve pas aussi vive que dans les discours du militant. C'est plutôt le pionnier et le père de l'histoire économique et sociale qui domine, avec le recul.

Contre Taine et le Malet de nos manuels, avec Tocqueville et Bernheim, il met en fait que 1789 n'est pas né de la misère mais de la prospérité assurée au dix-huitième siècle par la bourgeoisie. Trop pauvre, le prolétariat ne pouvait que faire la révolution des sans. Jaurès professe également, contre Taine et Napoléon, que les meneurs n'étaient pas des « idéologues » — le mot servait déjà à désigner les gens qui ne partagent pas vos idées — mais des gestionnaires conscients des besoins du pays et des hommes.

Son éloge de la bourgeoisie s'appuie sur des recherches sans précédent concernant la science, les techniques, les industries, le commerce. Les annales parlementaires ne constituent qu'une faible part de sa documentation. Il lui arrive d'ailleurs de les citer de façon fantaisiste. Le récit des journées révolutionnaires proprement dit ne commence qu'à la page 333.

Jaurès, malgré l'absence d'outils statistiques, Jaurès anticipe de trente bonnes années sur l'historiographie, en analysant les marchés, les salaires, par quartiers, par grandes villes de province. Les passages sur les ouvriers lyonnais, les républicains de Bordeaux ou les amateurs de Nantes restent des modèles du genre.

AUX historiens de dire leur dette. Littérairement, le mélange d'économie minutieuse et de confiance ardente dans l'avenir humain crée une tradition à laquelle se rattacheront Mathiez, Lefebvre, Labrousse, Soboul. Guillemin s'y est reconnu. Jaurès croit, avec Mirabeau, que « nous sommes en l'histoire des hommes ». Il voudrait prolonger ce « cri d'espoir » en une humanité « plus morale parce que plus sociale ».

Il fut donc un temps où on pouvait clamer des choses pareilles sans être traité, au nom du réalisme sceptique, de songe-créux ou d'assassin !

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ HISTOIRE SOCIALISTE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, de Jean Jaurès, Tome I, La Constituante, Mémorial-Édition sociale, Première partie, 516 p., 90 F. Deuxième partie, 474 p., 120 F.

★ HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, de Michelet, R. Laffont, collection « Bouquins », Tome I, 896 p., 59 F., Tome II, 922 p., 59 F.

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées

N° 209

JUILLET-AOÛT

La littérature et le mal

Bataille, Sade, Céline, Sacha, Genet, Soljenitsyne, Baudelaire, Mauriac, Comtess de Ségur.

A la recherche d'Elsa Morante

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 80 F

Courez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- Robert Musil.
- Les dévotions de Montaigne.
- Les maîtres mortels de la littérature.
- Les écrivains brésiliens.
- Paul Valéry.
- George Duby, le style et la morsure de l'histoire.
- Berlin, capitale des années 20 et 80.
- Cent ans de critique littéraire.
- Georges Perec.
- Spécial polar.
- L'Afrique noire d'expression française.
- Nathalie Sarraute.
- La littérature et la mort.
- Raymond Aron.
- Jean Cocteau.
- Sciences humaines : la crise.
- George Orwell.
- Candide.
- Diderot vivant.
- Vienne à l'aube du siècle.
- Antonin Artaud.
- Foucault.

Nom :

Adresse :

Réglement par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris Tél. : 544-14-51

RELIGION

PASTEUR MÉTHODISTE URUGUAYEN

M. Emilio Castro est élu secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises

Le Conseil œcuménique des Eglises (COE), qui réunit près de trois cents Eglises non catholiques, s'est réuni, jeudi 12 juillet, à Genève, au nouveau secrétariat général. Il s'agit de M. Emilio Castro, pasteur méthodiste uruguayen, âgé de cinquante-sept ans, qui succède au pasteur Philip Potter, en poste depuis 1972.

Genève. Quatrième secrétaire général du COE depuis sa fondation en 1948, le pasteur Emilio Castro est une émanation typique. Comme son prédécesseur, il est pasteur méthodiste et, comme lui, originaire de l'Amérique latine. Mais alors que Philip Potter est né aux Caraïbes - où il doit retourner à la fin de l'année, Emilio Castro vient d'un pays d'Amérique latine, l'Uruguay, où il n'a pas pu remettre les pieds depuis onze ans.

Né à Montevideo en 1927, dans une famille ouvrière de neuf enfants - son père est chômeur, sa mère espagnole - Emilio Castro faisait partie d'une génération qui a vu l'Uruguay se transformer de la nation la plus libérale, démocratique et sécularisée du continent en un Etat policier parmi les plus intolérants d'Amérique latine. Après des études universitaires à Buenos Aires (Argentine) de 1944 à 1950, période au cours de laquelle il fut ordonné ministre de l'Eglise, et son mariage en 1951, il a pu, grâce à une bourse du COE, poursuivre ses études à Bâle de 1953 à 1954 sous la direction du grand théologien suisse, Karl Barth.

De retour chez lui, le jeune pasteur exerce son premier ministère pastoral à La Paz, en Bolivie, puis à nouveau en Uruguay et en Argentine. Ces années sont décisives pour la formation humaine et spirituelle de M. Castro. Il voit de près les effets déshumanisants de la misère sur les mineurs boliviens, bientôt tentés d'améliorer leur sort par la révolution. Doué d'une grande dévotion dans la prédication, il se fait connaître par son engagement pour la liberté à travers ses sermons, ses articles de presse, ses émissions à la radio.

Dans les années 60, il devient le président de l'Eglise méthodiste évangélique d'Uruguay, devenue autonome, puis secrétaire général du mouvement pour l'Unité évangélique latino-américaine (UNELA), institution qui prépare la fondation du Conseil latino-américain des Eglises (CLAE). Pendant la même période, il dirige son expérience œcuménique, participant à des conférences internationales organisées par le COE et s'engageant en faveur de la paix en prenant une part active à la conférence chrétienne pour la paix. De 1966 à 1969, enfin, il est secrétaire de l'Association des séminaires et instituts théologiques d'Amérique du Sud.

Le contexte social, économique et politique des pays latino-américains où il travaille oblige Emilio Castro, avec toute sa génération d'hommes d'Eglise et de théologiens, à chercher des solutions dans les sciences sociales et dans la lutte non violente pour la justice et la démocratie. En Uruguay par exemple, il tente une médiation entre le gouvernement et les Tupamaros (mouvement national de libération) et il participe également à la formation d'une coalition politique, la Frente Amplio, mouvement de centre gauche. Evidemment, un tel engagement fait de ce pasteur la cible des groupes évangéliques conservateurs, mais il ne renonce jamais au dialogue avec ses détracteurs.

Ni capitalisme, ni marxisme

Le tournant dans la « carrière » d'Emilio Castro survient en 1973, à la fin de cette période d'instabilité politique. Au cours de la fameuse assemblée du COE à Bangkok, il est nommé directeur de la commission de mission et d'évangélisation du COE, fonction qu'il exercera pendant dix ans. Il hésite avant d'accepter ce poste à Genève car il est l'objet de menaces d'emprisonnement et même de mort dans son pays natal et il ne veut pas donner l'impression de manquer à son devoir. « J'étais encore un citoyen libre, dit-il aujourd'hui, et je ne suis pas venu au COE pour fuir mon pays ».

Peu après son départ cependant, la situation politique en Uruguay empire. Un coup militaire élimine la législature interdite les syndicats et pose de strictes limites aux activités des Eglises. Tout au long de son « exil », M. Castro rêvera de retourner en Amérique latine et il finira par accepter le poste de recteur d'une faculté de théologie à Buenos Aires (à partir de janvier prochain) lorsqu'il apprendra son élection comme secrétaire général du COE.

Pendant les dix années passées à Genève, l'influence et le rayonnement d'Emilio Castro n'ont fait que grandir. Il a surtout développé une théologie des missions à partir des écrits de Barth, Bultmann, Bonhoeffer et Moltmann. Mais il n'a rien d'un doctrinaire et sa théologie est ancrée dans la vie concrète. « Le

théologien, a-t-il écrit, doit être engagé dans la lutte pour la libération, sans quoi il n'est pas véritablement théologien ».

Le COE a souvent été critiqué pour ses prises de position politiques, pour sa sympathie pour la théologie de la libération et surtout pour l'aide financière qu'il donne aux mouvements de libération, même armés. Quelle est l'attitude d'Emilio Castro dans ce domaine ? Lui qui a grandi en Amérique latine et participé aux luttes contre l'oppression ? « Je ne suis pas un théologien systématique », répond-t-il. Mais beaucoup de théologiens de la libération sud-américains sont des amis proches. Leur lutte est aussi la mienne. Et je fais de la libération - à savoir une passion pour les marginaux, les laissés pour compte, les exclus - une dimension centrale de toute ma prédication ».

A ceux qui l'accusent de marxisme, M. Castro répond : « Je ne suis pas une propre idée politique. Je ne vois pas de solution capitaliste aux problèmes d'Amérique latine. Elle a été tentée par tous les régimes militaires libéraux. Et vous voyez le résultat : une dette étrangère qui fait trembler le monde. Aucun système socio-économique n'a le droit d'être qualifié de chrétien, au cas où le marxisme se trouve une affirmation matérialiste qui est irrécusable pour un chrétien. Au cas où le capitalisme se trouve la motivation du profit qu'un chrétien ne peut évidemment pas accepter en même temps que l'Evangile ».

Le pasteur Castro souligne l'importance d'élargir les activités

De notre envoyé spécial

du COE à tous les continents et à toutes les cultures. Il insiste sur la contribution des orthodoxes qui verraient voir plus grande, notamment dans les structures d'une organisation qu'il considère encore trop protestante.

L'élection de M. Castro a été bien accueillie à Genève. Selon le professeur Ion Bria, membre orthodoxe du comité central, « ce choix correspond exactement aux tâches que nous attendons aujourd'hui », pour le pasteur Jacques Marry, président de la fédération protestante de

France - qui nous a confiés que pendant les six mois qui séparent l'élection du nouveau secrétaire général de sa prise de fonction, celui-ci a accepté de venir en France pour enseigner à la faculté de théologie protestante de Montpellier - « le pasteur Castro sera un inspirateur plus qu'un organisateur. Il est sans doute le moins imposant que Philip Potter, mais c'est un pasteur authentique, un homme profondément spirituel, hanté par une seule chose : la proclamation de l'Evangile ».

ALAIN WOODROW.

LE RECUL DU MARIAGE EN FRANCE

Huit cent mille unions libres

L'union libre ne cesse de gagner du terrain en France, comme le confirme une étude de l'INSEE, tirée du recensement de 1982 et rendue publique le 11 juillet.

809 000 couples vivaient en union libre en 1982, soit près de deux fois plus qu'en 1975 (445 000). La progression est surtout sensible chez les jeunes : le nombre des couples « libres » dont l'un des deux a moins de trente ans a presque triplé au cours de cette période, passant de 165 000 à 456 000. Et pour ce qu'on appelle la cohabitation juvénile (deux célibataires, l'homme ayant moins de trente ans, la femme de 15 à 24 ans), le chiffre a presque quadruplé : 121 207 en 1982 contre 30 000 en 1975.

La cohabitation hors mariage concerne tous les milieux sociaux, mais c'est surtout un phénomène urbain. Paris bat le record national, avec 30,5 unions libres pour cent couples (contre 7,4 seulement dans les communes rurales). L'INSEE précise, sans indiquer de pourcen-

tages, que parmi les Parisiens de moins de vingt-cinq ans, l'union libre est « largement majoritaire ».

Les mariages diminuent d'année en année. Après avoir atteint leur point culminant en 1972 (416 000 unions contractées), ils sont tombés à 300 000 en 1983, chiffre le plus bas depuis 1956. Cela est dû en partie, explique l'INSEE, à un retard de l'âge moyen du mariage.

Parallèlement, on assiste à une montée des divorces dont le nombre a doublé entre le début des années 70 et le début des années 80. Le mariage reste pourtant une institution tout à fait prédominante en France : 93,9 % des couples actuels avaient légalement leur union à la mairie.

Si les unions libres se multiplient, elles n'ont pas compensé la chute de la natalité et le nombre des divorces. Chez les moins de trente ans, indique l'INSEE, les personnes vivant seules ont augmenté, passant de 25,5 % en 1972 à 26,8 % en 1972.

SPORTS

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Menthéour, le quatrième joker

Rodez. - Pierre-Henri Menthéour a gagné, mercredi 11 juillet, la troisième étape du Tour de France Blagnac-Rodez, en battant au sprint Dominique Garde et Kim Andersen. Vincent Bartheau conserve le maillot jaune qu'il défend depuis plus d'une semaine. Jean-René Bernaudeau est leader du Grand Prix de la montagne.

Après Pascal Poisson à Blagnac, Pierre-Henri Menthéour a Rodez. L'équipe Renault vient de remporter sa deuxième victoire en deux jours et sa cinquième étape avec cinq vainqueurs différents, indépendamment de l'exercice contre la montre.

PROPOS D'UN SUIVEUR

La lanterne rouge, jaune et bleue

De notre envoyé spécial

Rodez. - Adrie Van der Poel souffre. Adrie Van der Poel est mal en point. Adrie Van der Poel mériterait quasiment un Boscuet. C'est pourtant lui, le dossard 127, qui, à Béziers, au soir de la quatrième étape, avait endossé le maillot jaune. Il en avait été dépourvu dès le lendemain, mais il avait su encore demeurer fringant. Aujourd'hui, ce grand diable de Néerlandais fait partie des maudits de la classe, de ces attardés qui sont déjà bien heureux de finir leur journée sur le coup de 16 heures parmi les derniers du peloton. Dans les Pyrénées, il avait commencé à en voir de rudes. Il était de ceux que l'on aperçoit sautés à l'arrière, l'épaule dans les lacets, le visage en eau, l'œil fixe qui ne regarde rien. Le passage, mercredi, des cols tourmentés de Rodez, par les escarpements très pentus du Rouergue, n'était pas propice à améliorer son destin.

Maquillage de suer et de poussière

Dentris les trois premiers de Rodez, c'est une troupe bien éprouvée qu'on a vu paraître près de sept minutes plus tard. Le chapeau, le vent brûlant, les côtes, avaient tassés les plus huppés, enfoncés les regards, courbés les joues, ravagés les organismes. Tous ces foudroyés toutes catégories, maquillés de suer et de poussière, baissaient le nez sur le guidon, inondé d'eau, dans des poses exténuées, proches de l'évanouissement.

Van der Poel éprouva pour un court moment le bonheur de se sentir en surplis. Il était parvenu à ne point être aujourd'hui le dernier. D'autres se firent attendre plus longtemps. La lanterne rouge de cette étape s'est appelée Antonio Agudelo. Lui arriva sanglé, le front, la jambe gauche, les mains cruellement blessées. Il n'y eut pour lui prêter

De notre envoyé spécial collectif qu'elle avait largement dominé. Elle donna l'impression qu'elle conduisait la course à sa guise et que tout lui réussit. L'attaque déclenchée sur les pittoresques routes du Rouergue, qui se prêtait à l'offensive, avait surtout pour objet de rapprocher Menthéour. Opération réussie. Le Breton occupait au départ de Blagnac la vingt-septième place de classement général, à 21 mn 13 s du maillot jaune Vincent Bartheau (encore au coureur de Renault). Six heures plus tard, il était septième à 14 mn 18 s.

Cyrille Guimard a maintenant quatre hommes - Bartheau, Fignon, Menthéour et Lemond - parmi les

huit premiers, et il dispose avec Menthéour d'un joker supplémentaire, que l'on aurait tort de sous-estimer.

Pour reprendre ces sept minutes et se hisser dans le haut du tableau, Pierre-Henri Menthéour, vingt-quatre ans, l'un des espoirs du cyclisme français, n'a pas hésité à se lancer dans un raid de 100 kilomètres. Mais il avait bien choisi ses compagnons d'échappée : Dominique Garde et le Danois Andersen, deux rouleurs efficaces qui ne rechignent jamais à la tâche. Comme, de surcroît, ces trois coureurs appartiennent à trois équipes différentes, ils étaient assurés de bénéficier d'une solide protection. Résultat : ils possédaient 10 minutes d'avance à 20 kilomètres de l'arrivée, et seules les réactions qui se produisent inévitablement en fin de parcours ramènent l'écart à 5 mn 55 s.

En l'occurrence, Menthéour a dévoilé quelques facettes de son talent. Styliste harmonieux et pédaleur redoutable, il a éprouvé ses adversaires en portant un violent démarrage dans la longue côte de Rodez, puis il les a battus au sprint sans discussion possible.

Coincidence ? Alors que le Tour de France pénètre en terre languedocienne, les deux premières places de l'étape de l'Aveyron ont été prises par le récent vainqueur du Tour de l'Aude et par Dominique Garde qui avait causé la surprise, le mois dernier, en gagnant le Grand Prix du Midi Libre, les deux principales épreuves régionales. Il faut croire que la nature du terrain convient à leurs qualités et à leur tempérament de coureurs. Le hasard n'existe pas dans les courses cyclistes, disait autrefois Francis Pélissier.

JACQUES AUGENDRE.

RÉSULTATS

BLAGNAC-RODEZ

1. Menthéour (Fr.), les 220 kilomètres en 6 h 3 mn 23 s (moyenne 36,40 km/h) ; 2. Garde (Fr.), 6 h 3 mn 24 s ; 3. Andersen (Dan.), 6 h 3 mn 26 s ; 4. Kelly (Irl.), 6 h 10 mn 18 s ; 5. Hoste (Bel.), 6 h 10 mn 18 s ; 6. Van den Brande (Bel.), 6 h 10 mn 20 s ; 7. Van Vliet (P-B), 6 h 10 mn 20 s ; 8. Andersen (Aust.), 6 h 10 mn 29 s ; 9. Menthéour (Fr.), 6 h 14 mn 18 s ; 10. Lemond (E-U), 6 h 14 mn 31 s ; 11. De Gado (Esp.), 6 h 14 mn 37 s, etc.

● Tour de France féminin. - Les Néerlandaises continuent de dominer le Tour féminin : à Rodez, terme de la dixième étape partie de Villefranche-de-Rouergue (60,5 km), elles ont pris les trois premières places.

CARNET DU Monde

Décès

- M. et M^{me} Pierre Béhar, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} François Béhar et leur fils, M^{me} Louise Béhar, ont la douleur de faire part du décès de

M. VIALI BÉHAR,

leur père, grand-père, arrière-grand-père et frère, survenu à Paris, le 9 juillet 1984. Les obsèques auront lieu le 13 juillet, à 14 h 15, au cimetière parisien de Pantin. Cet avis tient lieu de faire-part.

Groupe scolaire Pol-Langevin, Clichy-sous-Bois, 9, boulevard Davout, 75020 Paris.

- M^{me} Hilda Coquery, son époux, M. et M^{me} Michel Coquery et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Paul Coquery et leurs enfants, M. et M^{me} Daniel Coquery et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Pascal COQUERY,

inspecteur général, d'agriculture honoraire, officier de la Légion d'honneur, survenu le 6 juillet 1984, à Paris, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière de Sully-sur-Loire, 30, rue Corvisart, 75013 Paris.

- M^{me} Louis Dancovert, son époux, M. et M^{me} Paul Dancovert, ses enfants, M. François Dancovert, M^{me} Anne Dancovert, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

général Louis DANCOVERT,

commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 et TOE, médaille coloniale Maroc-AOR-Sahara, officier d'académie, commandeur

de l'Ordre de l'Economie nationale, survenu à Tours dans sa quatre-vingt-neuvième année, le 7 juillet 1984. La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale, en l'église de Marçay (Sarthe), et l'inhumation dans le cimetière de famille.

49, rue Nationale, 37000 Tours. 7, avenue François-Arago, 78400 Chateaufort.

- Le docteur et M^{me} J. Chodra, Le docteur et M^{me} P. Fozzler, Et leur famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. François FOURRIER,

ancien instituteur, agrégé de l'Université, inspecteur général honoraire de l'Instruction publique, commandeur dans l'Ordre de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, survenu le 6 juillet 1984 à Goussergues, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Goussergues, Rouen, Chantilly.

- M. et M^{me} Hugues Montrelay, M. et M^{me} Yves Coustaut, ses enfants, Anne, Bernard, Agnès, Claire et Christophe Dany, Antoine et Xavier, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Philippe MONTEILAY,

née Marguerite Proust, survenue à Paris le 7 juillet 1984, dans sa

quatre-vingt-troisième année, marquée des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 13 juillet 1984, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, à Paris-16^e, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Lorient.

- La direction générale de la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris a le regret de faire part du décès de

M. Robert MORAS,

officier de la Légion d'honneur, commandeur du Mérite social, chevalier de la santé publique, médaille de la Ville de Paris, ancien directeur général de la Caisse primaire centrale d'assurance-maladie de la région parisienne, survenu le 4 juillet 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

- Le Syndicat national des chercheurs scientifiques a la douleur d'apprendre la mort accidentelle de

Mlle MIREN RONAT,

linguiste, membre du comité national du CNRS, et exprime sa sympathie à sa famille et à ses amis.

- Le Collège international de philosophie a la tristesse de faire part de la mort accidentelle de

Mlle MIREN RONAT,

cofondatrice et membre du Collège international de philosophie. (Le Monde du 12 juillet.)

- M^{me} Raymond Schiltz, née Anne-Marie Thion, son époux, M. et M^{me} Philippe Schiltz, M. et M^{me} Bruno Schiltz, M^{me} Véronique Schiltz, ses enfants,

Jérôme, Sophie, Benoît, Martin, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond SCHILTZ,

ancien élève de l'Ecole normale supérieure, inspecteur général honoraire de l'Instruction publique, officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, survenu le 2 juillet 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année, en son domicile parisien.

Les obsèques religieuses et l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu à Verden le 6 juillet 1984, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue Paul-Gervais, 75013 Paris.

Remerciements

- M^{me} Jean Bréjoux, M. et M^{me} Jean-Pierre Bréjoux et leurs enfants, Parents, amis, ne pouvant répondre à toutes les personnes qui leur ont témoigné des marques de sympathie lors du décès de

M. Jean Bréjoux,

les prient de trouver ici l'expression de leurs remerciements émus.

nouveau

drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 248-17-11 - Téléc : Drouot 842280
Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expéditions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures
sauf indications particulières

MARDI 17 JUILLET
S. 15. - 18h, bronze, mble. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.

JEUDI 19 JUILLET
S. 8. - 14h, ivoire, bois mble. - M^{me} LANGLADE.
S. 9. - 14h, 18h 15 et 20 h - M^{me} CORNETTE DE SAINT-CYR.
S. 16. - 18h, bib., mble. - M^{me} OGER, DUMONT.

VENDREDI 20 JUILLET
S. 11. - 18h mble. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

MARDI 24 JUILLET
S. 16. - 16h, tapis. - M^{me} CORNETTE DE SAINT-CYR.

MERCREDI 25 JUILLET
S. 9. - 18h mble. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

JEUDI 26 JUILLET
S. 11. - 14h, mble. et obj. - M^{me} CORNETTE DE SAINT-CYR.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE
J.-C. BINOCHÉ et ANT. GODEAU, 5, rue la Botte (75008), 742-78-01.
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 720-1594.
LANGLADE, 12, rue Desbordes (75017), 227-06-91.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 246-96-95.
PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-88-38.

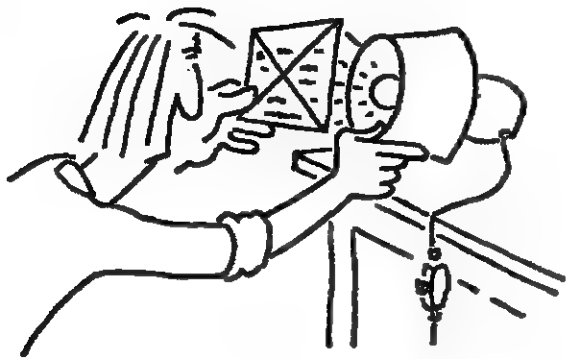
مكتبة المجلد

ÉTÉ

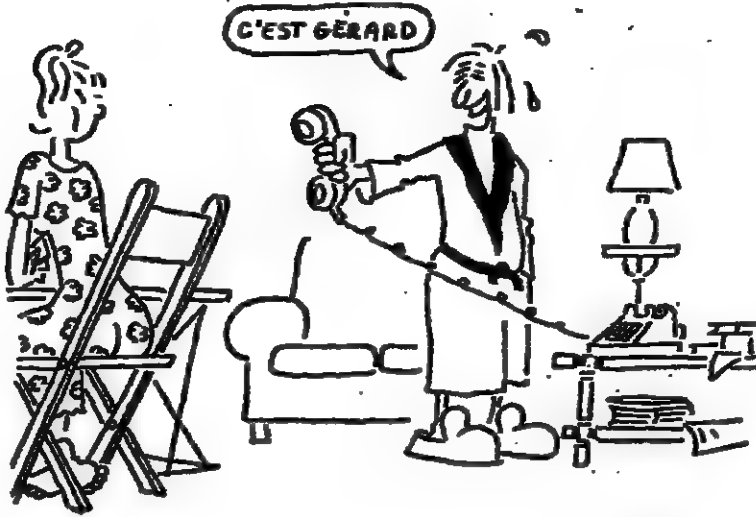
Histoire d'Amour par konyk

Résumé : De doutes en soupçons, de reproches en accusations, la jalousie, ce sentiment anachronique, avait pris possession de notre héros. Car, on l'aura bien compris, dans cette affaire, « elle », qui savait le prix de la liberté et de la tolérance, prenait goût aux évasions que lui inspirait la nature des choses dans le vie banale qu'elle traversait. Peut-être en abusait-elle sans le savoir.

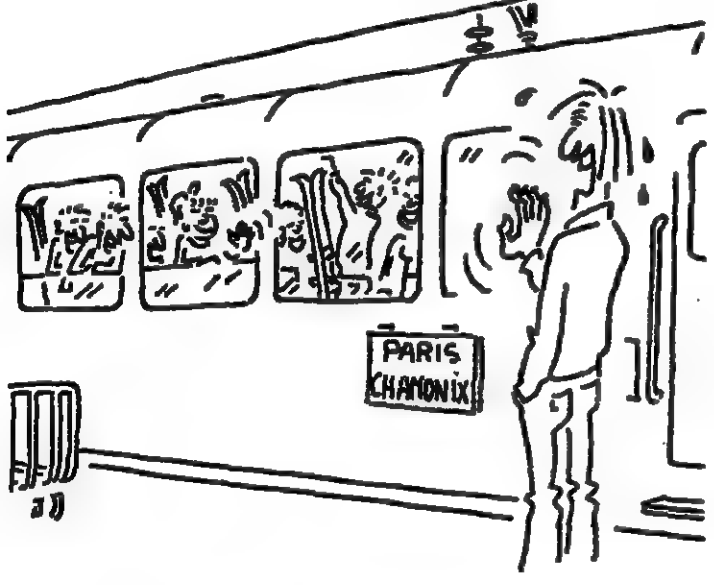
J'ÉTAIS UN JALOUX ! ET JE LA RENDAIS MALHEUREUSE...



J'AVAIS BEAU FAIRE DES EFFORTS...



J'AVAIS L'IMPRESSION QUE JE NE POURRAIS JAMAIS...



LUI DONNER TOUTE LA LIBERTÉ QU'ELLE VOULAIT.



EN BREF

CIRCULATION

LA CARTE « BISON FUTÉ » 1984. - Remise à jour annuelle et encartée pour la quatrième année - en exclusivité - dans le numéro de juillet-août de l'Action automobile, la carte Bison futé donne toutes les informations sur les dates « rouges », les bouchons, les itinéraires de dégoût, les services offerts, les sites d'accueil, etc. De quoi vous aider à partir et à revenir de vacances dans les meilleures conditions.

* L'Action automobile, juillet-août, 5, rue de La Baume, 75008 Paris. Tél. : 563-01-02. 10 F. En vente chez les marchands de journaux.

GUIDE DES CHANTIERS. - Comme chaque année en juillet et en août, période où une diminution du trafic est traditionnellement enregistrée, des travaux sont effectués sur le boulevard périphérique et les autoroutes de l'Île-de-France.

La mairie de Paris et la préfecture de région ont réalisé un tract pour informer les automobilistes des restrictions de circulation et

des itinéraires conseillés. Ce tract de quatre pages, édité en français, en anglais et en allemand, est diffusé aux péages autoroutiers. On peut aussi se le procurer dans les préfectures et les points d'information service des autoroutes. D'autre part, une plaquette réalisée par le centre régional d'information et de coordination routière d'Île-de-France donne des précisions sur les vingt-cinq plus importants chantiers ouverts durant l'été sur les grands axes de la région. (CRICR d'Île-de-France : 898-92-18.)

SÉJOURS MUSICAUX

GAMMES ET ARPÈGES. - La Fédération des centres musicaux ruraux de France propose, pendant les vacances d'été, des séjours musicaux aux enfants et adolescents de six à dix-huit ans, musique ou chant choral ou pratique d'un instrument associé à une autre activité, sportive, culturelle ou touristique.

* Fédération des centres musicaux ruraux de France, 2, place du Général-Leclerc, 94130 Nogent-sur-Marne, tél. : 873-06-72.

VACANCES SCOLAIRES

DE L'AIR. - La Ville de Paris organise deux types de centres aérés, installés dans des espaces verts proches de la capitale et destinés aux enfants domiciliés ou scolarisés dans des établissements éducatifs et pré-éducatifs de Paris.

● Journaliers situés à des distances n'entraînant pas plus de deux heures de trajet aller et retour et offrant des activités traditionnelles ou plus originales (travail du cuir, initiation à la mise en scène cinématographique, etc.). Participation financière demandée aux familles : 35 F par jour, repas et gîte compris, cette somme pouvant être réduite jusqu'à la gratuité en fonction des ressources familiales.

● Hétéroclites, situés à des distances variant entre 20 et 70 kilomètres de Paris, offrant également des activités très diversifiées. Participation familiale : 41,55 F.

* Direction des affaires scolaires de la Mairie de Paris. Bureau de la Vie périscolaire, 17, boulevard Malesherbes 75181 Paris CEDEX 04. Tél. : 277-15-58 et 176-47-94.

VOYAGES

UTILISEZ LA « BAGAGÈRE ». - A ceux qui transportent des bagages sur le toit de leur voiture, le Centre de documentation et d'information de l'assurance conseille de choisir l'accessoire de fixation en fonction des bagages à transporter : blocs porte-vitres, porte-plancher, galeries, barres porte-toit (simples barres fixées deux à deux à la distance désirée). Mais en tout cas de renoncer à la ficelle ou à la corde peu solides. Mieux vaut un tendeur, une « pieuvre » (tendeur à huit branches) ou un fil élastique saisi de crochets.

Il est prudent de vérifier dans le catalogue du constructeur le poids de la « charge utile » et, si le poids des objets transportés s'avère excessif, d'utiliser une petite remorque de type « bagagerie » qui doit être déclarée à l'assureur pour que l'assurance joue en cas de sinistre. Évitez aussi les échafaudages de paquets volumineux risquant de faire verser le véhicule dans un virage. Conduisez en douceur sans coups de volant ou coups de frein trop brusques et bonne route !

JEUNES

Paris junior, guide en main

Paris se vide l'été. Les enfants en profitent. Un guide rédigé spécialement à l'intention des plus de huit ans leur propose une série de promenades à travers la capitale, parsemées de divertissements, pimentées d'anecdotes historiques, et égayées de jeux de poche astucieux et malicieux. Hachette inaugure une nouvelle collection intitulée « Les petits bleus », par référence aux célèbres guides touristiques qui suivent les adultes aux quatre coins du monde.

Plus modestement, le premier « petit bleu » donne la main aux enfants pour les amener à travers huit quartiers de Paris centrés sur autant de monuments : Notre-Dame, la tour Eiffel, la Sainte-Chapelle, Beaubourg... Rien de très original dans le choix ; mais l'auteur et le dessinateur, tous deux amateurs à l'atelier des enfants du Centre Pompidou, ont choisi de rejouer la formule en décrivant des itinéraires simples, illustrés par un plin et des dessins humoristiques. L'enfant, seul ou en famille, partira à la découverte, stimulé par une ribambelle de petits jeux d'œil et de jeux à expérimenter en situation.

Au Palais de justice, assure « Les petits bleus », tu verras « sculpter des milliers de morceaux de verre » (les vitraux de la Sainte-Chapelle), « couler les larmes d'une reine » (le cachot de Marie-Antoinette) et « voler les manches d'un avocat » (le tribunal correctionnel), tandis que le Sacré-Cœur de Montmartre sera présenté comme un « gros gâteau offert par les Parisiens à Jésus-Christ après la guerre de 1870 ». Sur les Champs-Élysées, le guide demande au petit touriste de trouver la compagnie aérienne qui dessert Tahiti, et au musée Rodin de s'asseoir sur un banc pour essayer de prendre la même pose que le Penseur.

Cette série de vitres classiques est complétée par un « semainier de l'explorateur », qui

propose sept voyages à travers des sites parisiens moins fréquentés. Lundi, dégustation de thé à la menthe à la Mosquée de Paris ; mardi, roulement au Père-Lachaise ; mercredi, en pirogue sur le canal Saint-Martin. La liste des meilleures pâtisseries, musées et marchés de jouets qui jalonnent ces itinéraires est jointe pour le cas où...

Le voyage dans Paris coule aussi logiquement : comme une balade à travers l'histoire, très simplifiée, mais suffisamment bien présentée pour donner l'envie d'en savoir plus. Des escaliers récréatifs sont prévus : la piscine Saint-Merri, après Beaubourg, un bar à hamburgers, sur les Champs-Élysées, etc. Avec un bon plan de Paris, indispensable complément, les enfants, provinciaux ou non, auront le plaisir de découvrir la capitale munis d'un guide à leur taille et à leur portée, qui indique seulement de leur indiquer le prix des visites ou promenades conseillées.

Avec le Paris des tout-petits, autre ouvrage récent, c'est la jungle parisienne des haltes-gardiennes, des magasins d'habillage pour enfants et des ateliers récréatifs qui est passé au criblé. Un inventaire complet, présenté sous la forme d'un guide pratique, quartier par quartier. Les piscines pour bébés, les théâtres pour enfants, les associations de nourrices sont répertoriées. On apprendra qu'il existe à Paris un service téléphonique proposant quotidiennement des idées de menu aux parents sans imagination culinaire, des magasins où l'on peut revendre les jouets usagés, et même, à portée de RER, des fermes où les petits poulets peuvent découvrir les amuseurs, les vrais.

PHILIPPE BERNARD.

* PARIS. Hachette, « Les petits bleus », 55 F. * LE PARIS DES TOUT-PETITS. De la Solenn éditeur, 68 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3752

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

1. Ceux des autres aveuglent ; pour les siens, on se bande les yeux. - II. Manières délibérées de renouveler les conseils. - III. « Caractères » de marbre. Ses balustrades peuvent transposer jusqu'aux ciels. - IV. Les uns sont essentielles, les autres ne jouent qu'un rôle secondaire. - V. Son régime ne permet pas de boire de même. Possessif. - VI. Un Anglais peut y laisser quelques kilos en échange de quelques livres. - VII. Les Gaulois y furent certainement court de potion magique. Vedette de casino. - VIII. Possessif. Au sommet d'un gibet. - IX. Faire le nécessaire pour supprimer le superflu. Terme de technologie. - X. Héritages n'entraînant que les convenances. Roumain ayant fait vibrer l'âme. - XI. D'un auxiliaire. Toujours au rendez-vous entre cinq et sept.

VERTICALEMENT

1. Récit au palais et juge sans appel. - 2. Le haut du pavé ou le dessus du panier. Un certain temps de longueur incertaine. - 3. Un pendentif ou de la corde de penda. - 4. En face et au milieu. On y repolit un monde fou. - 5. Note. Tel un futur qui se fait pressant. - 6. Vedette du rock. - 7. Abri que construisent les campagnons d'Ulysse. Homme de chair ou homme sans cœur. - 8. Qui ont commencé à vieillir. Possessif. Ordre donné à un cabot. - 9. Se mouille. Arbres sur lesquels repose parfois le coucou.

Solution du problème n° 3751

Horizontalement

I. Bartholo (Cl. le Barbier de Séville). - II. Aluminium. - III. Rime. Date. - IV. Isser. - V. Lian. Dra. - VI. Les. IC. Un. - VII. Enchi. - VIII. Ta. Bouton. - IX. Perte. - X. Écorné. Dé. - XI. Tété. Pas.

Verticalement

1. Barillet. Et. - 2. Ali. Iéna. Ce. - 3. Ruminier. Pot. - 4. Tinsin. Ibré. - 5. Hi. Triouze. - 6. Onde. Chuta. - 7. Lian. Ié. - 8. Qui. Ra. Da. - 9. Mégatonnes.

GUY BROUTY.

PRESSE

Pour sauver l'Agence

LES ABONNÉS DE L'ACP

ONT PAYÉ TROIS MOIS D'AVANCE

Le conseil d'administration de l'Agence centrale parisienne de presse, réuni le mercredi 11 juillet, a jugé « suffisants » les objectifs définis par la commission mandatée le 27 juin par l'assemblée générale des actionnaires de l'ACP pour redresser la situation de l'Agence (Le Monde du 27 juin), en recherchant notamment, dans l'immédiat, les moyens de faire une économie de 1,2 million de francs.

Premier point acquis : la douzaine de journaux ou de radios qui avaient pris l'engagement de procurer un « ballon d'oxygène » à l'Agence en lui réglant trois mois d'avance le montant de leur abonnement se sont exécutés.

Plusieurs hypothèses seraient envisagées par la commission ad hoc pour assurer la survie et même le développement de l'ACP, la plus pessimiste - mais aussi la moins probable - consistant à licencier treize personnes, dont onze rédacteurs. Parmi les autres solutions figureraient une certaine réduction des salaires (13 mois, prime de langage). Tout cela fera l'objet de discussions paritaires - actionnaires et délégués du personnel - de même que la perspective de lancement de nouveaux produits avant la nouvelle réunion du conseil d'administration, prévue le 24 juillet. Avant même que le conseil du 11 juillet ne se tienne sous la présidence de M. Jean-Louis Forest, PDG, les représentants du personnel au sein du conseil d'administration avaient tenu à rappeler qu'il ne pouvait être question « d'aborder le seul plan d'économie interne si le personnel ne dispose pas d'éléments sérieux lui permettant d'en apprécier la compatibilité avec le plan de développement envisagé ».

Une solution pour Hélo-

France ? - Un groupe de trois industriels de l'imprimerie, dont M. Serge François, ont fait une proposition de reprise pour Hélo-France, en règlement judiciaire depuis le mois de mars dernier. Cette offre - un rachat pour 10 millions de francs payables en quinze ans - est en cours d'examen au tribunal de commerce de Pontoise. Elle prévoit l'embauche immédiate d'une quarantaine d'employés sur un effectif actuel de plus de deux cent trente personnes, puis une soixantaine après le redressement de l'activité dans le courant de l'année prochaine. Les syndicats auraient donné leur assentiment à cette solution.

ÉNERGIE

RÉUNIE A VIENNE

L'OPEP accroît le quota du Nigeria et envisage d'associer de nouveaux pays à ses travaux

Vienne. — L'OPEP, après une semaine de travaux, a atteint une vraie maturité. Ses membres « fatigués de se battre sur des positions de principe », ont-ils réaffirmé, comme l'a affirmé M. Nabi, ministre algérien de l'énergie, « pris conscience que la situation est sérieuse et ne tolère plus de polémiques ». Mercredi 11 juillet, après moins de trente heures de réunion, les treize ministres des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole réunis à Vienne ont décidé, en principe, de ne pas se contenter de réaffirmer, comme on s'y attendait, le maintien du statu quo, ce qui aurait eu toutes les apparences d'un aveu d'impuissance.

Les décisions annoncées officiellement peuvent apparaître à priori peu spectaculaires : « Stricte adhésion aux décisions prises à Londres, en mars 1983, (1) ; création de trois délégations chargées de rencontrer les gouvernements des pays membres de l'OPEP afin de renforcer leurs

De notre envoyée spéciale

engagements, ainsi que ceux des pays producteurs non membres de l'Organisation afin de « trouver les moyens de développer la coopération » ; enfin et surtout, « ajustement » du quota accordé au Nigeria du fait de « circonstances spéciales », permettant à celui-ci d'accroître sa production de 100 000 barils par jour en août (2) et de 150 000 barils par jour en septembre (3) « dans le cadre du plafond de production de l'OPEP » et « sans modifier les autres quotas. En clair, les quantités supplémentaires accordées au pays africain seront déduites de la production de l'Arabie Saoudite, seul pays membre à ne pas s'être vu fixer de quota précis et investi du rôle de « producteur d'appoint » chargé d'équilibrer le marché.

Mais pour limiter et temporiser qu'elles apparaissent, ces décisions n'en témoignent pas moins d'une détermination nouvelle de l'Organisation à régler les problèmes posés par la production excessive de pétrole, et à renforcer la confiance des opérateurs dans le maintien des prix stables.

Le problème nigérien était depuis des mois l'une des principales épine au pied de l'Organisation. Sans doute les craintes nées après le coup d'Etat d'un accroissement brutal de la production nigérienne assorti d'une baisse soudaine des prix risquant de provoquer une répétition du scénario de février 1983 (4) avaient-elles été vite effacées par la déclaration et le comportement responsable du nouveau régime. Mais le Nigeria, pressé par une situation économique et financière dramatique, ne pouvait durablement, sans risque d'une nouvelle crise interne, se contenter de promesses.

Effort diplomatique

Les pays de l'OPEP ont été conciliants. Le fait que l'Arabie Saoudite, favorable au nouveau régime, ait accepté de payer seule le prix de ce geste a largement facilité la solution du problème, mais tous les autres pays ont admis, sans exception, de satisfaire les demandes du pays africain au moins partiellement (le Nigeria demandait une augmentation de son quota de 300 000 barils par jour).

Cette décision montre, en outre, que les pays de l'OPEP semblent décidés désormais à revenir à plus de sagesse. « De deux choses l'une », a expliqué le ministre algérien, « ou tous les pays de l'OPEP respectent leurs quotas et le Nigeria peut vendre 100 000 barils sans grand pro-

blème et sans impact sensible sur les autres producteurs. Ou personne ne respecte ses quotas, nous aurons une surproduction et tout le monde souffrira avec ou sans 100 000 barils de plus ».

La gagnante principale de l'OPEP demeure, en effet, la maîtrise de son niveau de production qui seule peut lui permettre d'éviter la baisse des prix du brut, inévitablement tirée vers le bas depuis deux ans par la surproduction et l'offre du pétrole.

Or, fait nouveau, la plupart des délégations de l'OPEP ont fait preuve à l'issue de la réunion d'une confiance étonnante dans le retour à une situation plus équilibrée. « Nous sommes optimistes. Nous pensons que le marché reprend », a assuré M. Yamani, ministre saoudien du pétrole, soutenu, à la surprise générale, par deux pays considérés jusqu'à présent comme des opposants irréductibles : l'Algérie et la Libye, dont le ministre M. Al Maghour a vanté l'atmosphère « pragmatique, sérieuse et amicale » de la réunion.

Mieux, selon M. Nabi, les décisions prises par l'OPEP à Vienne « peuvent déboucher sur un changement important, voire historique de la vie de l'OPEP ». Les ministres saoudiens, a-t-il précisé, évoquent l'idée d'une « révision des statuts qui permettrait d'admettre comme membres sous une forme nouvelle certains pays producteurs qui ne font pas partie de l'OPEP, et ne veulent pas être admis comme membres dans la forme actuelle ». Certains pays, dont le Mexique « et trois ou quatre autres » auraient donné des assurances en ce sens et « pourraient participer à des travaux internes de l'OPEP » au cours des prochaines semaines. Il s'agirait dans un premier temps de les associer (à Mexico et l'Égypte notamment) aux travaux du comité de stratégie à long terme de l'OPEP.

La délégation qui a été chargée de visiter les pays producteurs de pétrole non membres de l'OPEP, coordonnée par M. Yamani, n'aurait ainsi pas un rôle purement consultatif mais également un rôle de proposition, cherchant à jeter les bases d'un élargissement de l'Organisation.

Quant aux deux autres délégations, dirigées l'une par le ministre libyen, président en exercice de l'OPEP, qui visitera les pays membres d'Amérique latine et d'Afrique, l'autre par M. Al Otaibi, président du comité de surveillance, qui se rendra dans les pays du Moyen et de l'Extrême-Orient membres de l'OPEP, elles auront pour tâche de renforcer la discipline au sein de l'Organisation. Enfin, selon des sources proches de l'Organisation, les ministres saoudiens également

décidés de rapprocher les dates de leurs réunions, lesquelles pourraient devenir trimestrielles et non semestrielles, afin de permettre une meilleure coordination.

Désir réel de régler les problèmes de fond ou, comme l'a assuré en conclusion le ministre saoudien du pétrole, replâtrage temporaire ? La suite dira si le réalisme doit sembler totalement faire preuve l'OPEP prendra réellement effet. La demande prévisible pour le second semestre étant estimée à 18 millions de barils par jour en moyenne, le strict respect du plafond (à 17,5 millions de barils par jour) pourrait effectivement permettre à l'OPEP d'espérer porter sa production au cours des trois derniers mois de l'année à 18,5 millions de barils par jour, soit 1 million de plus que le plafond. « La situation demeure précaire mais guère plus dangereuse que l'an dernier à même époque », assurait un expert.

Ce surplus espéré de la demande serait-il suffisant pour autoriser une révision des quotas de production sans provoquer de nouveaux débalancements ? En septembre, l'OPEP se retrouvera à nouveau confrontée à des problèmes inchangés, et chaque pays, anticipant une hausse de la demande réclamera un quota accru et inapplicable, assurait-on dans l'entourage de la délégation française. En revanche, les réactions des représentants des compagnies pétrolières présentes dans les colonies de la conférence semblaient plutôt favorables. Une conférence consultative pouvant être transformée en conférence extraordinaire semble en tout cas prévue à l'automne, après la réunion du comité de surveillance le 16 septembre. Elle sera en tout cas nécessaire, se seraient-ils pour décider de prolonger ou non le quota accordé au Nigeria. Elle sera l'occasion de faire le point des consultations entreprises avec les pays non membres. Si elle parvient à tenir jusqu'à la fin de l'été, il est vrai que l'OPEP aura sans doute passé un cap difficile.

VERONIQUE MAURIS.

(1) Le prix du brut de référence a été fixé à 29 dollars par baril, la production de l'OPEP plafonnée à 17,5 millions de barils par jour et des quotas ont été attribués pays par pays.

(2) 1 million de barils par jour équivalant à 50 millions de tonnes par an.

(3) Le quota du Nigeria actuellement fixé à 1,3 million de barils par jour sera ainsi porté à 1,4 million puis à 1,5 million de barils par jour.

(4) La Grande-Bretagne, concurrente directe du Nigeria par la qualité de son brut, avait alors subi la baisse des prix, entraînant dans la spirale l'ensemble des cours et contrainquant l'OPEP à baisser ses tarifs officiels.

TRANSPORTS

Changement à la tête d'Air France

Le conseil des ministres devait nommer, le 12 juillet, à la présidence de la Compagnie Air France, M. Marceau Long, PDG de la Compagnie Air Inter, en remplacement de M. Pierre Giraudet. Il devait, d'autre part, confirmer M. Pierre Maréchal à la présidence d'Aéroports de Paris.

M. Marceau Long : grand commis d'abord.

Deux ans à la tête d'Air Inter sont un laps de temps trop court pour imprimer sa marque à une entreprise, même dynamique. M. Marceau Long aura en juin le temps de quitter le service de la Caravelle, d'annoncer deux exercices bénéficiaires — comme ils l'avaient été sous son prédécesseur — et de voir venir la crise. Car Air Inter ne connaît plus les taux de croissance des années 70. La concurrence du train à grande vitesse et la demande plus modérée ne lui ont pas permis d'atteindre, en 1983, son objectif de dix millions de passagers. D'où le slogan de ce haut fonctionnaire pourtant peu porté aux messages commerciaux ou démagogiques : « Mettre l'avion à la portée de tous ».

M. Marceau Long sera plus à l'aise à Air France. Lui qui a eu en charge, de 1973 à 1975, l'ORTF, « voir de la France », ne sera pas dépayssé avec « les ailes de la France ». Il mettra au service de la compagnie nationale sa parfaite connaissance du monde politique et administratif : du Conseil d'Etat au secrétariat général du gouvernement, des armées à l'ORTF, des cabinets ministériels de la IV^e République jusqu'à Air Inter, il a servi, avec la même compétence, la droite, qui appréciait son technicité, et la gauche, qui lui voue une solide reconnaissance pour la manière dont il l'a aidée, en 1981, à conduire le char de l'Etat.

Ces commissions et ces amitiés lui seront précieuses pour affronter un gouvernement toujours tenté de faire supporter à ses entreprises publiques des charges

financières, techniques, économiques ou sociales qui finissent par les clouer au sol. En revanche, son expérience de l'ORTF, dont il a été le directeur de 1975 à 1978, lui sera moins utile. Le transport aérien n'est pas l'information, et les syndicats du personnel y disposent de moyens de pression autrement convaincants que ceux dont pouvaient se prévaloir leurs homologues de la télévision pour s'opposer à plusieurs centaines de licenciements.

A. L.-F.

[Né le 22 avril 1926, à Aix-en-Provence, M. Marceau Long est licencié en lettres et diplômé d'études supérieures de droit. Il est sorti major de la promotion 1951 de l'École nationale d'administration. Il est nommé auditeur au Conseil d'Etat, en 1952, maître des requêtes en 1957 et conseiller en 1976.

Membre du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics, puis conseiller technique aux cabinets de M. Faure, secrétaire d'Etat aux affaires maritimes et insulaires, et de M. Charphat, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (1956-1957), il est nommé, de 1958 à 1961, conseiller juridique à l'ambassade de France au Maroc.

M. Long occupe ensuite la charge de directeur général de l'administration de la fonction publique au secrétariat général du gouvernement (1961-1967). Il est, à partir de 1967, secrétaire général pour l'administration du ministère des armées. Membre du comité de l'énergie atomique depuis 1970, il succède, en 1973, à M. Arthur Conte comme président-directeur général de l'ORTF, dont il assure, en 1975, le remplacement. Il est nommé, la même année, secrétaire général du gouvernement. Il devient président-directeur général d'Air Inter, le 24 juin 1982.]

M. Pierre Giraudet : un virtuose de l'économie mixte

A la surprise de beaucoup, c'est vers le commerce, à Rader, l'un des grands groupes de distribution français, que M. Pierre Giraudet, président d'Air France, poursuit sa carrière. Et non à l'Association du transport aérien international (IATA) ou chez un constructeur aéronautique français, comme certains observateurs le prédisaient.

Il y retrouvera une situation qu'il a souvent rencontrée au cours de sa carrière : un déficit de taille. Rader a enregistré, en 1983, 241 millions de francs de pertes consolidées. Nul doute qu'il y applique les recettes qui lui valurent la réussite à l'Aéroport de Paris, à la RATP et à la compagnie Air France, pour ne parler que des trois derniers postes qu'il a occupés. La méthode de Pierre Giraudet est simple. Chaque fois qu'il assume de nouvelles responsabilités, il commence par faire l'inventaire de l'héritage qui lui est confié. Ensuite, il prépare un plan d'urgence, qu'il propose aux pouvoirs publics — ses collègues — et au personnel — ses partisans — et au personnel — ses partisans.

Puis il innove. C'est lui qui lance les travaux de construction du nouvel aéroport de Roissy. C'est lui encore qui instaure le contrôle automatique des billets dans le métro et qui crée la « Carte orange » dans les transports parisiens. C'est sous sa responsabilité qu'Air France inventa la formule économique des « Vols vacances ».

Nommé, en 1975, à la tête de la compagnie aérienne nationale, M. Pierre Giraudet trouva une entreprise en piteux état. Le choc pétrolier, la chute du trafic, une concurrence sauvage entre compagnies, la Caravelle trop vieillissante, le Concorde trop neut et une partition coûteuse entre les aéroports d'Orly et de Roissy valaient à Air France, bon an mal an, un demi-milliard de francs de déficit. En 1983, dans un contexte très difficile, le bénéfice s'est élevé à 87 millions de francs, et surtout la marge brute d'autofinancement positive a atteint 2,4 milliards de francs. Même le Concorde est devenu bénéficiaire entre Paris et New-York !

Pour parvenir à ce résultat, il a fallu à M. Giraudet négocier — et quelquefois ferrailler — ferme avec les deux interlocuteurs qui ont accompagné sa carrière. A l'Etat, il a dû démontrer qu'il ne fallait pas imposer à Air France des servitudes financières ou sociales trop stérilisantes. Au personnel, il a démontré que l'avenir passait par un accroissement de la productivité. Il a su ainsi attendre six ans pour introduire le Boeing 737 dans la flotte d'Air France, jusqu'à ce que les navigants acceptent de piloter cet appareil à deux, comme chez les concurrents, et non à trois comme ils l'exigeaient.

Donné pour minable sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, pour lequel il prépara des rapports sur la revalorisation du travail manuel (1975) ou sur la durée du travail (1980), M. Giraudet a su convaincre le pouvoir de gauche de la validité de sa démarche, typique d'une société d'économie mixte : discipliner la concurrence tout en assurant le service public. Ayant trouvé l'art et la manière de jouer des contradictions d'un tel système, il laisse Air France en excellent état de marche.

ALAIN FAUJAS.

[Né le 5 décembre 1919, à Kolda (Sénégal), M. Pierre Giraudet débute, en 1942, comme ingénieur des travaux publics au service de l'hydraulique d'Algérie. De 1947 à 1954, il construit des centrales hydro-électriques et aménage des zones irrigables à Orléansville. En 1954, il prend en charge les problèmes de transport en Algérie. A partir de 1957, il est affecté au port d'Alger, qu'il quitte, en 1961, pour le port autonome du Havre en qualité de directeur des études et des travaux. Il devient directeur des investissements à l'Aéroport de Paris, en 1967, puis directeur général adjoint en 1971. De 1971 à 1975, il assure la direction générale de la RATP. Depuis 1975, il préside Air France, et, à ce titre, avait été aussi président, en 1980-1981, de l'Association du transport aérien international (IATA).]

LES PAYS INDUSTRIALISÉS RÉDUISANT LEURS STOCKS PÉTROLIERS EN CAS DE CRISE

Les vingt et un pays occidentaux membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ont pris le 11 juillet à Paris la décision d'utiliser leurs stocks de pétrole de manière « coordonnée et rapide » pour « calmer le marché » et « répondre en cas de rupture des approvisionnements pétroliers ».

L'AIE — dont la France n'est pas membre — a pris cette décision d'utiliser les stocks (qui couvrent actuellement quatre-vingt-dix jours de consommation) pour éviter les achats de panique et la hausse incoordonnée des prix. Elle vient en complément d'un dispositif déjà arrêté de répartition d'urgence des stocks nationaux de pétrole quand un de ses membres accuse une baisse de 7 % de ses approvisionnements.

De surcroît les membres doivent détenir des stocks à hauteur de quatre-vingt-dix jours de consommation. M. Sison, la nouvelle directrice de l'AIE, a précisé que les gouvernements avaient « délibérément » refusé de déterminer les conséquences précises de déclenchement du système pour conserver une certaine souplesse.

HAUSSES DE L'ESSENCE : PROTESTATIONS ET CONTRADICTIONS

La forte hausse du prix de l'essence continue de soulever les protestations des représentants des usagers et des syndicats en même temps qu'elle suscite des décisions étonnantes, contradictoires de la part du gouvernement.

C'est ainsi que M. Roland Dumas, porte-parole du gouvernement, a déclaré mercredi soir 11 juillet que « cette hausse — un choc temporaire — n'était pas destinée à compenser la baisse sur le tabac. Ce ne sont pas les conducteurs qui vont payer pour les fumeurs. C'est un faux débat ». A l'hôtel Matignon, on admet, au contraire, que la coïncidence dans le temps des deux opérations — hausse et baisse — n'est pas fortuite, l'Etat ne pouvant laisser s'aggraver le déficit budgétaire.

Toujours est-il que la CGT organise ce jeudi 12 dans l'après-midi, place de la République à Paris, un rassemblement pour protester contre la hausse des carburants.

De son côté, la Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile estime que « l'Etat encourage la crise de l'automobile en augmentant les taxes sur l'essence. Il faut que le pouvoir mesure la responsabilité qu'il prend », conclut la Chambre syndicale.

● Ingénierie : GTM-Entreprise va prendre 35 % d'Inter-G. M. Commaille, fondateur et PDG de la société d'ingénierie Inter-G, qui compte 450 personnes pour un chiffre d'affaires de 308 millions de francs l'an passé, va quitter son poste. A cette occasion, GTM-Entreprise va prendre environ 35 % du capital. Il s'agit tant de régler la succession — M. Desbats, directeur général, est nommé PDG — que de « se rapprocher d'un groupe plus vaste qui préserve notre autonomie », indique-t-on chez Inter-G.

« OBJET : APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL DE PRÉSELECTION »

Dans le cadre de son programme d'extension relatif à la construction d'une troisième ligne de cuisson (1 200 T/j de Clinker)

LA SOCIÉTÉ DES CEMENTS D'AGADIR

Lancé un appel d'offres de préselection pour les lots suivants :

- LOT N°1 : Une installation d'épuration électrostatique des fumées du four.
- LOT N°2 : Un atelier de granulation électrostatique d'un échangeur à grille Lepol.
- LOT N°3 : Un échangeur à grille Lepol avec ses annexes et les manutentions des poussières.
- LOT N°4 : Un four rotatif diamètre 4,00 m, longueur 65 m, avec ses annexes et capot de chauffage - charbon et fuel.
- LOT N°5 : Un refroidisseur à clinker à recirculation des gaz et manutention du clinker.
- LOT N°6 : L'ensemble silos de stockage de la farine cru des fours avec les annexes de manutentions.
- LOT N°7 : Matériels annexes.

Les sociétés intéressées par tout ou partie des lots ci-dessus mentionnés peuvent retirer les dossiers correspondants au siège de la société à l'adresse suivante :

Société des Ciments d'Agadir
(à 7 km, route d'Essaouira)
Anza / Agadir — BP 312

Les offres sont à remettre au plus tard le 15 août 1984 à 12 heures ; passé ce délai, aucune offre ne sera acceptée.

RÉPUBLIQUE GABONAISE ALIMENTATION EN EAU DE LIBREVILLE

Avis d'appel d'offres

La République gabonaise lance un appel d'offres pour les travaux de renforcement de l'alimentation en eau de la ville de Libreville, projet dénommé N'Toum 5. Ce projet est divisé en 10 lots.

- Lot 1 : Fourniture conduites d'adduction d'eau brute et d'eau traitée ;
- Lot 2 : Pose conduites d'adduction ;
- Lot 3 : Fourniture conduites maitresses de distribution ;
- Lot 4 : Pose conduites de distribution ;
- Lot 5 : Prixes d'eau, divisé en 2 sous-lots groupés :
5A : Génie civil ;
5B : Equipements électromécaniques ;
- Lot 6 : Station de traitement et ouvrages de production, logements et annexes, divisé en 3 sous-lots groupés :
6A : Génie civil ;
6B : Equipements de traitement ;
6C : Autres équipements électromécaniques ;
- Lot 7 : Ouvrages de distribution à Libreville, divisé en 2 sous-lots groupés :
7A : Génie civil ;
7B : Equipements électromécaniques ;
- Lot 8 : Fourniture et pose des conduites de distribution dans les ouvrages ;
- Lot 9 : Ligne électrique M.T. N'Toum-Akok ;
- Lot 10 : Contrôle des travaux.

Les lots objets du présent appel d'offres sont uniquement les lots 1, 2, 3, 4 et 10 et concernent les entreprises de la zone franc.

Les entreprises désireuses de soumissionner peuvent retirer, à partir du 16 juillet 1984, les dossiers d'appel d'offres, moyennant la somme de 50 000 F CFA, soit 1 000 F par lot, aux adresses suivantes :

Société d'énergie et d'eau du Gabon
avenue Félix-Eboué
3^e étage, porte 303
LIBREVILLE (Gabon)
Tél : 74-06-48, 72-00-68
Tél : 5222 GO.

Tous renseignements pourront être obtenus aux mêmes adresses. La date limite de dépôt est fixée au 15 octobre 1984, à 17 heures au plus tard.

SAFEGE
76-78, rue des Suisses
92000 NANTERRE
(France)
Tél : (1) 724-72-55
Tél : SAGETOL 612611 F.

Aux Etats-Unis

Le ministère du commerce propose de limiter sévèrement les importations d'acier

SOCIAL

UN ENTRETIEN AVEC LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UNION DES INGÉNIEURS ET CADRES CGT

« Il est possible de conduire la mutation technologique de telle sorte que le solde d'emplois soit positif » nous déclare M. Alain Obadia

La CGT a annoncé une « rencontre de lutte » le 13 décembre prochain sur les nouvelles technologies. M. Alain Obadia, secrétaire général de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens UGICT-CGT et secrétaire de la CGT, répond à nos questions.

« Quel est le rôle de la CGT dans la lutte contre la suppression d'emplois ? »

« Une préoccupation tout d'abord : nous n'affirmons pas que le progrès technologique et la modernisation ne suppriment en aucun cas des emplois. Mais nous estimons qu'il est possible de conduire la mutation de telle sorte que le solde d'emplois soit positif. Différents éléments nous permettent d'étayer cette affirmation. D'abord, plusieurs analyses globales - dont l'une émanant de l'OCDE - démontrent que les hypothèses les plus probables concernant la robotisation de l'industrie conduisent à un bilan global d'emplois légèrement positif. D'autre part, au niveau des entreprises, nous avons des exemples concrets qui montrent que, lorsque l'on se situe dans une perspective de développement de la production et des activités, la modernisation se traduit par des créations d'emplois nouveaux. L'évolution d'EDF-GDF au travers de mutations technologiques est éloquent. C'est aussi la perspective qui se dégage pour les chaînes d'entretien de la flotte d'Air France à Orly-Nord. De nombreux autres exemples peuvent être cités. C'est pour le mettre en avant que la CGT vient de prendre l'initiative d'une « rencontre de lutte » le 13 décembre sur les technologies. »

« La mise en œuvre de nouvelles technologies est intimement liée au développement de l'activité des entreprises. C'est donc la question de la croissance qui est posée. Actuellement les directions d'entreprises mettent en œuvre ces évolutions technologiques avec pour but

essentiel la réduction de la masse salariale et donc la diminution d'emplois.

« Mais si par exemple on automatisait entièrement un atelier de fabrication dans l'automobile, cela ne commencerait-elle pas à supprimer des emplois ? »

« Il est clair qu'à production égale l'effet sur l'emploi est négatif. Mais cela pose deux questions. Le premier aspect, c'est bien celui du niveau de la production en liaison étroite avec les débouchés et la conquête des marchés. L'exemple du poids lourd est de ce point de vue significatif. La grande question qui est posée au poids lourd français, et donc à RVI, est bien celle de la part de conversion des besoins nationaux et de la capacité à s'adapter aux besoins internationaux. Pourquoi aborder ces problèmes de compétitivité à partir du seul problème des effectifs alors qu'une analyse serrée de la réalité technique et financière de RVI fait apparaître d'autres questions : la nécessité de gagner sur la qualité de la production et de mieux s'adapter aux besoins des utilisateurs, le poids considérable des frais financiers occasionnés par les investissements aux Etats-Unis. Pourquoi ne pas s'attaquer à ces problèmes en priorité, ce qui permettrait de s'engager dans une politique de conquête industrielle plus dynamique ? La seconde question est celle d'une approche différente des reconversions liées plus étroitement à la création simultanée d'emplois nouveaux, ce qui implique la responsabilité financière des entreprises qui modernisent et une utilisation plus finalisée des aides publiques aux entreprises. »

« Le postulat de vos affirmations n'est-il pas un changement de la politique économique et industrielle du gouvernement ? »

« Il y a indéniablement des choses importantes à changer dans les orientations de la politique industrielle du gouvernement. Elle n'est pas suffisamment marquée par la volonté de mettre en œuvre

tous les atouts du pays et des entreprises dans l'optique d'un développement des activités productives par la reconquête de parts importantes du marché intérieur, par une attitude plus volontaire pour valoriser les technologies mises au point en France dans le cadre de la concurrence internationale. Nous avons malheureusement trop d'exemples où le gouvernement a cédé devant les pressions patronales fondées sur les pesanteurs d'une gestion où l'impératif de la production de richesses et de la création d'emplois devient presque extérieur par rapport aux impératifs financiers. »

« Dans de nombreux cas, on abandonne des créneaux de productions rentables et d'avenir, porteurs de technologies de pointe, simplement parce qu'ils sont moins profitables que des placements financiers. Mais nous ne raisonnons pas en tout ou rien. Nous pensons que l'action syndicale, dès lors qu'elle n'hésite pas à lier les revendications des travailleurs avec les éléments de la gestion des entreprises, peut faire avancer les choses. Nous sommes persuadés qu'un certain nombre de dossiers industriels peuvent aboutir positivement avec des effets bénéfiques sur l'emploi si l'action des salariés de toutes les catégories est suffisamment puissante. C'est cette démarche pragmatique que nous entendons développer au cours des prochains mois et qui, en elle-même, peut être un élément de modification de la politique industrielle. »

« A tout le moins, les mutations technologiques vont entraîner des changements dans les qualifications. En 2000, on aura plus de cadres et moins d'OS. Etes-vous prêts à relever ce défi tant pour la formation que pour votre pratique du syndicalisme ? »

« Les tendances de cette évolution nous semblent évidentes. Sommes-nous prêts à y répondre ? Dans l'état actuel des choses, nous sommes en cours d'adaptation de notre syndicalisme pour faire face

à ces réalités nouvelles. Nous voulons tout mettre en œuvre pour réussir cette adaptation. Ce souci était au cœur du quarante et unième congrès de la CGT en juin 1982. Des progrès ont été faits dans ce sens, mais nous avons conscience de tous les efforts qui nous restent à accomplir. Je suis certain que nous placerons notre organisation syndicale en état de répondre aux défis de l'avenir. C'est en tout cas la volonté qui nous anime. »

« L'exemple de la formation est à cet égard significatif. Indéniablement, les mutations technologiques et la transformation profonde des métiers et des fonctions qu'elles impliquent font de la formation un problème revendicatif central. Cette idée est en train de gagner de l'importance dans les organisations de la CGT où les problèmes de la formation sont de mieux en mieux pris en compte à ce niveau, alors qu'il y a encore peu de temps ils étaient considérés comme des problèmes de « spécialistes ». C'est un exemple significatif, mais il y en a bien d'autres. Les questions de technologies nouvelles en sont aussi une illustration. »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.

« SKF : 10 tonnes de roulements à billes dans la rue. - 10 tonnes de roulements à billes importés d'Italie, selon la CGT - ont été déversés mercredi 11 juillet devant le ministère de l'Industrie, rue de Grenelle à Paris-7, par des travailleurs de l'usine métallurgique SKF d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), occupée depuis octobre dernier. Une délégation a été reçue au ministère, où l'on a pris acte des demandes des syndicalistes, opposés à la fermeture de l'établissement décidée au printemps 1983 par la maison mère suédoise. La CGT réclame une réunion tripartite gouvernement-syndicats-direction. M. Sainjon, le secrétaire général de la fédération de la métallurgie CGT, a demandé audience à M. Mauroy.

République française
PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES
TEL : (93) 72-28-00
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
URBANISME et OPÉRATIONS FONCIÈRES

Autoroute A 8 - La Provençale -
Projet d'élargissement à 2 fois
3 voies et aménagements complémentaires
de la section Antibes - Puget-sur-Argens

AVIS D'ENQUÊTES

Le Préfet,
Commissaire de la République du
département des ALPES-MARITIMES,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre national du Mérite,

Informes le public qu'il sera procédé sur le territoire des communes de Vallauris, Mougins, Le Cannet, Cannes, Mandelieu - La Napoule, Tamaron, Fréjus, Les Adrets de l'Estérel, en exécution de l'arrêté interpréfectoral en date des 28 juin 1984 et 2 juillet 1984 :

- à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet d'élargissement à deux fois trois voies et aménagements complémentaires sur la section Antibes - Puget-sur-Argens de l'autoroute A 8 ;
- à une enquête publique sur la modification des plans d'occupation des sols des communes de Mougins, Le Cannet, Cannes, Mandelieu - La Napoule, Tamaron, Fréjus, Les Adrets de l'Estérel, en résultant.

Les plans du dossier ainsi que des registres d'enquêtes à feuillet non mobiles resteront déposés à la préfecture des Alpes-Maritimes (direction de l'administration générale - bureaux urbanisme et opérations foncières - bureau 609) à Nice 06,

du 6 août 1984 au 21 septembre 1984 inclusivement
afin que chacun puisse en prendre connaissance de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h (samedi, dimanche et jours fériés acceptés).

Toutes observations pourront être consignées sur les registres d'enquêtes mis à la disposition du public ou adressées, par écrit, au président de la commission d'enquête à la préfecture des Alpes-Maritimes.

Pendant le même délai, un dossier comprenant notamment le plan général des travaux, la notice explicative, la notice d'impact et le dossier de modification du plan d'occupation des sols y relatif avec registres subsidiaires, ouverts et paraphés par les maires resteront déposés, sauf les samedis, dimanches et jours fériés :

- de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h pour les communes de Mougins, Le Cannet, Cannes, Mandelieu - La Napoule, Tamaron, Les Adrets de l'Estérel et Fréjus ;
- de 9 h à 11 h 30 et de 15 h à 17 h pour la commune de Vallauris.

- M. René Romet
président du tribunal administratif honoraire
22, ter boulevard Dubouché
Les Ambassadeurs, 06000 Nice

- M. Jean-Michel Couteau
sous-préfet honoraire
Le Méditerranée
boulevard d'Alger, 83600 Fréjus-Plage

- M. Roger-Eugène Philip
ingénieur divisionnaire des travaux publics
de l'Etat en retraite
« Le Moujole », Bât. B
17, avenue Lorenz, 06100 Nice.

sont désignés en qualité de commissaires-enquêteurs par Monsieur le Président du tribunal administratif de Nice, M. René Romet étant nommé président de la commission d'enquête.

Ils se tiendront à la disposition du public à la préfecture des Alpes-Maritimes, route de Grenoble à 06 Nice (préfecture ouest, sixième étage, salle 609), les 19, 20 et 21 septembre 1984 de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30.

Une copie des conclusions de la commission d'enquête sera déposée à la préfecture des Alpes-Maritimes (direction de l'administration générale, bureau de l'urbanisme et des opérations foncières), à la préfecture du Var (service de l'urbanisme), à la sous-préfecture de Grasse, à la sous-préfecture de Draguignan et dans chacune des mairies intéressées par le projet, où toute personne physique ou morale concernée pourra en demander communication.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GAZ DE FRANCE

Rapport annuel 1983

L'année 1983 se termine pour le Gaz de France dans une situation paradoxale.

D'une part, les signes négatifs enregistrés en 1982 demeurent, le déficit de l'année, accru par les provisions pour pertes de change, atteint presque 2,4 milliards de francs, la dette totale s'élève à 8,6 milliards de francs, la dette extérieure de 4 milliards de francs.

D'autre part, l'activité de l'entreprise est à nouveau bonne. Au cours de l'année, les ventes de gaz ont progressé en moyenne de 6 %, alors qu'elles avaient régressé en 1982. Les stocks de gaz se sont toutefois encore sensiblement accrus du fait de l'insuffisance de souplesses de certains contrats d'approvisionnement pour s'adapter à la conjonction mondiale.

Au total, l'entreprise est solide, en dépit de contraintes externes qui ne sauraient se prolonger longtemps encore.

Considéré pour la France entière, l'approvisionnement total en gaz naturel a augmenté de 12 % par rapport à l'année précédente, pour représenter, en 1983, 315 milliards de kWh.

La production française, a fourni 22,4 % de ce total, les importations le complètent, à raison d'environ 23,4 % en provenance des Pays-Bas, 8,5 % de la mer du Nord norvégienne, 12,4 % en provenance d'URSS et 1,8 % de la République fédérale d'Allemagne. Les livraisons algériennes ont représenté 28,3 % du total et divers appoints temporaires 3,4 %.

Les quantités de gaz achetées par le Gaz de France ont été de 286,5 milliards de kWh, en augmentation par rapport au total de 248,5 milliards de kWh achetés en 1982, le gaz naturel ayant, avec 286,3 milliards de kWh, représenté, comme les années précédentes, la presque totalité de ces achats.

Les quantités de gaz naturel achetées en France ont augmenté, atteignant 41,3 milliards de kWh au lieu de 36,9 milliards l'année précédente ; elles ont représenté 14,4 % des approvisionnements. Les achats de gaz naturel importé ont été de 245 milliards de kWh contre 211,4 milliards en 1982, en augmentation de 15,9 %.

Les livraisons de gaz algérien, déjà en progression très sensible en 1982, ont encore progressé de 22,3 %, atteignant 89,1 milliards de kWh et 36,4 % des quantités importées par le Gaz de France.

1982, année importante pour les approvisionnements en gaz de la France, avait vu successivement la conclusion des négociations franco-algériennes permettant la livraison de 5 milliards de mètres cubes supplémentaires de gaz par an, la conclusion d'un accord de base concernant un achat supplémentaire de gaz soviétique, la signature d'un contrat relatif au gaz de Stafford.

1983 a été une année de mise au point des différents contrats. Le contrat détaillé entre Sovyuzgazexport et le Gaz de France a été signé le 20 octobre. Les négociations des contrats relatifs aux gisements de la mer du Nord de Heimdal et Gullfaks sont presque achevées ou en cours. De faibles quantités de gaz en provenance de Valhall ont fait l'objet d'un contrat signé le 26 mai. Enfin, le Gaz de France a acquis le 11 juillet d'Euratop et Coperex le gisement des Trois-Fontaines.

Les conditions de transport de certains de ces gaz ont également été précisées, par signature des accords d'affrètement à long terme du méthanier algérien Ramdane-Abane et par signature avec Gasunie d'un contrat fixant les conditions de transport à travers les Pays-Bas de gaz norvégien à destination de la France. Il en a été de même des conditions de transit à travers la France du gaz algérien destiné à la Belgique.

Malgré la diminution de 1 % de la consommation totale d'énergie primaire corrigée des effets climatiques, elle-même liée à la stagnation de l'activité économique et aux économies d'énergie, la part du gaz naturel dans le bilan énergétique national a continué de progresser de près de 1 %.

Au total, les ventes de l'établissement et de ses filiales ont atteint 275,2 milliards de kWh, et les ventes totales de gaz en France, y compris celles de la SNEAP (à des clients directs, 286,2 milliards de kWh).

La répartition par secteur de l'ensemble de ces ventes est la suivante :

- Secteurs résidentiel et tertiaire	50,2 %
- Secteur industriel	46,1 %
- Centrales électriques	0,5 %
- Autres ventes et cessions	3,2 %

En ce qui concerne le seul Gaz de France, les quantités livrées, y compris les livraisons à la Compagnie française du méthane, atteignent 255,7 milliards de kWh, soit une augmentation de 6 %.

Les ventes au secteur résidentiel représentent 39,6 % des ventes totales, elles sont en augmentation de 8,4 %, tant pour leur total que pour les usages individuels et de 6,5 % pour les usages collectifs ; corrigées des effets du climat, ces variations sont raménées pour le total de ces ventes à 3,4 %, pour les usages individuels à 3,5 % et pour les usages collectifs à 3,1 %.

Les ventes au secteur tertiaire, qui comprend les commerces et les collectivités, se sont élevées à 14,4 % des ventes totales. Elles progressent de 9,6 % et de 5,4 % après correction des effets climatiques.

Les ventes au secteur industriel atteignent 38,9 % du total et sont en augmentation de 3,7 % par rapport à 1982.

Au cours de l'année 1983, les prix des produits pétroliers exprimés en dollars, et notamment celui du pétrole brut, ont accusé une baisse sensible. L'effet favorable de cette évolution sur le prix d'achat des gaz importés s'est toutefois trouvé contrarié par l'évolution des cours des changes et singulièrement par la forte montée des cours du dollar tout au long de l'année. Au total, les dépenses d'achat de gaz et de matières premières ont augmenté de plus de 5 milliards de francs ; la valeur du gaz importé a crû de 4,2 milliards de francs, dont 3,4 milliards sont imputables aux quantités et 800 millions à l'évolution du coût unitaire.

Les charges de personnel, les autres charges d'exploitation et les frais des services centraux augmentant de 856 millions de francs environ, soit 12,1 %, les dotations aux amortissements et aux provisions augmentant de 679,7 millions de francs, soit 20,1 %. Les

charges financières, qui avaient déjà augmenté de 37,8 % en 1982, progressent encore en 1983 de 33,9 %, soit une croissance de 739,4 millions de francs.

L'augmentation des charges est au total de 14,9 %, soit 5,5 milliards de francs, contre 6,7 milliards en 1982. Le chiffre d'affaires passe de 34,8 à 40,7 milliards de francs, en augmentation de 16,8 %.

En matière de tarifs, le niveau moyen hors taxe a augmenté de 8 % le 1^{er} avril 1983.

Cette hausse, si elle n'a pas permis de couvrir le prix de revient par le prix de vente, a eu pour résultat de combler une partie de la différence ; le prix de revient est, en effet, passé de 14,76 à 15,93 c/kWh, tandis que la recette moyenne par kWh vendu passait de 14 à 15,36 c/kWh.

Finalement, le compte d'exploitation générale est déficitaire de 1 446,1 millions de francs contre 1 833,5 millions en 1982, et le solde du compte de pertes et profits ressort négatif de 2 384,3 millions en 1983 contre 2 560,3 millions en 1982.

La marge brute d'autofinancement augmente de 1 406,3 à 2 380,1 millions de francs. Elle représente 28,5 % des besoins totaux de financement contre 17,7 % en 1982. Elle avait représenté en 1980 43,5 % et en 1981 40,3 % de ces besoins.

Les ressources propres nettes disponibles pour l'investissement sont négatives pour la deuxième année consécutive, et les opérations de financement ont entraîné un accroissement de la dette à long terme de plus de 6 milliards de francs.

Du point de vue financier, la situation du Gaz de France demeure aussi sérieuse qu'elle l'était à fin 1982.

Mais l'avenir du Gaz de France dépend davantage des actions futures que des séquelles du passé. Un effort devra être entrepris pour donner plus de souplesse aux contrats d'approvisionnement et limiter ainsi la croissance des stocks ; parallèlement, le Gaz de France devra être mis, d'une manière ou d'une autre, en position de supporter tous ses coûts, ses efforts propres de gestion devant être poursuivis avec acharnement.

Dans l'immédiat et à ce prix, l'équilibre de l'entreprise peut être atteint. Pour l'avenir, les perspectives sont prometteuses, tant l'industrie du gaz a sur bien des points une position enviable au plan mondial ; les réserves sont abondantes, la recherche plus active et plus efficace, la localisation des ressources plus favorable, le mécanisme de formation et d'évolution des prix d'achat en général raisonnable.

Pour autant que la dynamique du secteur soit maintenue dans un contexte de rigueur accrue, le gaz naturel continuera de contribuer à la réduction de la dépendance énergétique du pays par la diversification des sources d'approvisionnement, d'améliorer par ses usages spécifiques l'efficacité de l'utilisation de l'énergie au moindre coût, de soutenir par son développement un ensemble industriel qui assure la quasi-totalité du marché français des biens et des services qui lui sont liés et est, grâce notamment aux opérations du Gaz de France, largement exportateur.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



GROUPE DARTY

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé du GROUPE DARTY pour le premier trimestre de l'exercice en cours (mars à mai 1984) s'est élevé à 838.978.000 F. Les évolutions par rapport aux périodes précédentes sont indiquées ci-dessous :

	CHIFFRE D'AFFAIRES H.T.	ÉVOLUTION
Premier trimestre 1983-1983	725 437 000 F	+ 43,3 %
Premier trimestre 1983-1984	757 637 000 F	+ 4,4 %
Premier trimestre 1984-1985	838 978 000 F	+ 10,7 %

Ce tableau fait apparaître une progression des ventes de 10,7 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent.



forinter

(Société d'investissement
Ordonnance du 2-11-45)

La valeur liquidative de FORINTER se situait à 1174,31 F à fin juin, le cours du dollar-titre retenu pour cette évaluation étant de 9,71. Ces chiffres étaient respectivement, à fin mai, de 1150,60 F et 9,82. La répartition des actifs au 30 juin était la suivante :

- par monnaies : dollar US 37 %, yen 5 %, franc suisse 2 %, indexés 1 %, franc français 55 % = 100 %.
- par nature de titres : taux flottants 30 %, taux fixes 14 %, liquidité 56 %.

EURAFRANCE

Le conseil d'administration s'est réuni le 10 juillet 1984. M. Michel David-Weill, président, a rendu compte des opérations qui ont abouti à la création de Lazard Partners, dans laquelle Eurafrance détient un intérêt de 20,77 %.

Le conseil a confirmé la nomination de M. Antoine Bernheim - qui a été nommé vice-président directeur général d'Eurafrance - comme membre du comité de Lazard Partners, et celle de M. Bruno Roger - également vice-président directeur général d'Eurafrance - comme membre suppléant.

Le conseil a pris connaissance des comptes consolidés 1983 d'Eurafrance. Ces comptes ont été établis selon les mêmes méthodes que précédemment. Le périmètre de consolidation s'est

trouvé modifié par l'entrée en consolidation de la participation de 20,6 % dans la société Chausson André. Les résultats du groupe Sovac ont été consolidés à hauteur de 81,75 %, pourcentage correspondant au taux de participation d'Eurafrance dans Sovac au 31 décembre 1983. Ces comptes consolidés ont un caractère provisoire, les résultats consolidés de Vimprix n'étant pas encore disponibles.

Il y a lieu de rappeler que le nombre d'actions Eurafrance est passé de 2 193 110 à 2 442 695 du fait de l'augmentation de capital par voie d'apports en nature intervenue en décembre 1983.

Dans ces conditions, le bénéfice consolidé de l'année 1983 s'élève à 302 millions de francs contre 271 millions en 1982, correspondant à 123,70 F par action contre 123,40 F. Le bénéfice hors éléments à long terme s'élève à 250 millions de francs contre 261 millions, soit 102,35 F par action contre 119,10 F.

La situation nette consolidée, après affectation des résultats de 1983, s'élève à 2 460 millions de francs contre 2 073 millions à fin 1982, soit, par action, 1 007 F contre 945,50 F.



Le CCF acquiert une participation majoritaire dans IBC

Le Crédit commercial de France vient de prendre une participation complémentaire de 40 % dans l'Irish Bank of Commerce. Il détient maintenant 80 % du capital d'IBC, la City of Dublin Bank possédant les 20 % complémentaires.

M. A. Gérard Murphy continue d'assurer ses fonctions de président. Le conseil d'administration et l'équipe dirigeante vont être maintenus sans modification.

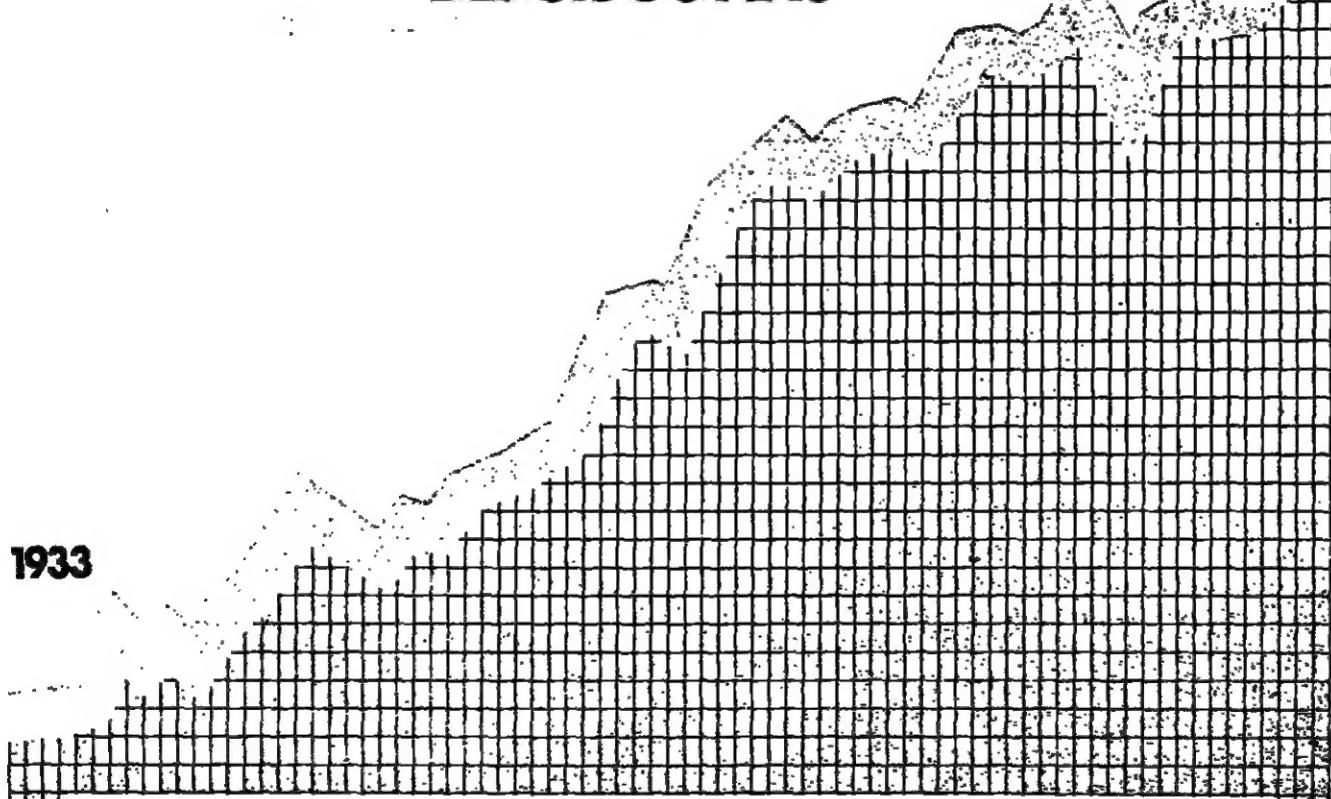
VICAT

Dans le cadre d'une information aux actionnaires prescrite par la Commission des opérations de Bourse, la Société communique l'achèvement de ses opérations de prise de participation dans la Société nouvelle des Papiers de Vézille. Cette société regroupe, à effet du 1^{er} janvier 1984, après vérification et contrôle de la valeur des apports, l'unité industrielle de la société des Papiers de Vézille, affaire familiale dont le capital était détenu, en quasi-totalité, par les dirigeants de Vicat. Depuis de nombreuses années, des relations commerciales étaient entretenues avec les Papiers de Vézille qui approvisionnaient Vicat à hauteur de 60 % de sa consommation en sacs de ciment. Par une filiale à 100 %, Béton Travaux, Vicat participe à la constitution de la Société nouvelle en apportant 10 millions de francs, valeur représentative de 21,60 % du capital. Une nécessaire opération de modernisation, d'un coût de 50 millions de francs, fut mise en place ; les anciens actionnaires porteurs de 78,40 % du capital, au travers de l'entité Hoper, accompagneront ce plan en prêtant la totalité de leurs disponibilités, soit 10 millions de francs. A la fin de l'année 1981, des crédits renouvelés furent mis en place à hauteur de 10 millions par Béton Travaux et de 5 millions par une banque garantie par Béton Travaux. Un surcroissement imprévisible des coûts de production affecta l'exploitation, et l'année 1983 fut, de surcroît, marquée par plusieurs mois de conflits sociaux provoqués par des licenciements consentis à la restructuration mise en place. Pour rétablir la situation nette, qui était devenue négative, les actionnaires ont consenti une remise de dette, à savoir, Hoper : 9 011 363 francs, Béton Travaux : 2 380 065 francs. Simultanément, Hoper céda pour un franc la totalité de sa participation à Béton Travaux. Ainsi, à partir de cette date, les dirigeants de Vicat s'ont plus dévoués à l'activité dans la Société nouvelle des Papiers de Vézille. En novembre 1983, Béton Travaux, seul actionnaire, souscrivit une augmentation de capital de la Société nouvelle des Papiers de Vézille pour un montant de 27 750 000 F qui a été entièrement libéré. A effet du 1^{er} janvier 1984, Vicat a repris en gestion directe l'usine de Vézille. La Société nouvelle des Papiers de Vézille assure exclusivement la commercialisation des productions de papier.

Les SICAV de L'Européenne de Banque			
	Actif net au 30-6-1984 (en MF)	Valeur liquidative au 30-6-1984 (en F)	Dernier dividende net (en F)
LAFITTE-EXPANSION Valeurs diversifiées	589,38	587,38	20,00
LAFITTE-RENDEMENT Valeurs de rendement	272,63	182,51	14,80
LAFITTE-TOKYO Valeurs japonaises	1 588,29	841,59	25,00
LAFITTE-FRANCE Actions françaises	274,73	180,57	10,55
LAFITTE-OBLIGATIONS Obligations françaises	98,42	130,52	14,18
LAFITTE-COURT TERME Obligations à court et moyen terme	831,83	111 081,56	14 392,30

Une gamme de SICAV adaptée à vos besoins pour faire progresser votre patrimoine

L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL AVEC ROBECO... UNE AFFAIRE INTERESSANTE DEPUIS 50 ANS



Robeco est la société-mère d'un groupe hollandais qui constitue le plus important organisme indépendant d'investissement en Europe. Robeco effectue des placements dans les secteurs d'activité les plus divers et dans de nombreux pays. Cela, depuis 50 ans. Et avec beaucoup de succès.

CROISSANCE RÉGULIÈRE D'ANNÉE EN ANNÉE

Les actifs de Robeco sont passés de 2,5 millions de francs à ses débuts en 1933, à 12,5 milliards de francs aujourd'hui. Un placement de 100 francs effectué à l'époque vaudrait plus de 140.000 francs aujourd'hui.

DIVIDENDE ET PLUS-VALUE

Dans le choix de ses investissements, Robeco tend à réaliser le meilleur équilibre entre deux éléments : un dividende progressant raisonnablement et une plus-value satisfaisante.

INDÉPENDANT

Comme tous les fonds du groupe, Robeco est totalement indépendant et n'est donc sujet à aucune interférence extérieure de management. Par ailleurs, la diversité des

investissements, le plafond imposé à chacun d'eux, garantissent la sécurité fructueuse de vos placements. Le groupe gère des actifs dépassant 50 milliards de francs français, pour des centaines de milliers d'investisseurs répartis dans le monde entier. Il fait directement profiter les épargnants des bénéfices réalisés.

OÙ ACHETER DES ACTIONS ROBECO ?

Chaque jour, vous pouvez acheter et vendre des actions Robeco à leur valeur intrinsèque, auprès de toute banque ou charge d'agent de change. Vous cherchez un placement intéressant et sûr ? Vous l'avez trouvé. Il vous suffit de nous faire parvenir le coupon-réponse ci-dessous. Vous recevrez une documentation détaillée.

Votre information sur les placements Robeco m'intéresse. Veuillez me l'adresser gratuitement, sous pli personnel et sans engagement de ma part.

Robeco, Postbus 973, 3000 AZ Rotterdam, Pays-Bas.

M. Mlle Mlle : _____
(Caractères d'impression s.v.p.)

Adresse : _____

Code Postal et Ville : _____

Pays : _____

84

77455

ROBECO%

CAUTIONS ET GARANTIES

La Compagnie Commerciale de Banque, société anonyme au capital de F 44 230 400, RCS Paris B 582 087 508 sis, 1, Rond-Point des Champs-Élysées, 75008 PARIS, informe le public qu'elle ne procède pas au renouvellement de la garantie financière qu'elle accordait jusqu'à présent à la SARL ISSTA, capital F 50 000 concurrence de F 200 000 pour ses deux correspondants.

Sigle social : 14, rue Favart 75002 Paris.

An titre de son activité d'agence de voyages.

En conséquence, cette garantie cessera à l'expiration d'un délai de 3 jours francs à dater de la présente publication (article 20 du décret du 28 mars 1977).

Conformément aux dispositions de l'article 21 du même décret, cette garantie s'applique à toutes créances, même antérieures à la date de cessation de la garantie qui reste couverte par la Compagnie Commerciale de Banque, si elles sont produites par les créanciers dans un délai de trois mois à compter de la date de perution de la présente publication.

Il est à préciser que la garantie financière est assurée maintenant en totalité par le Crédit Commercial de France, dont le siège social est au 103, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS.

Collection des PRECIS DALLOZ

DROIT des SERVICES PUBLICS et des ENTREPRISES NATIONALES

Benoit JEANNEAU
1^{re} édition 1984

PANORAMA ACTUEL ET COMPLET SUR LE SUJET

volume broché 11,5 x 18
784 pages
Prix TTC : 124 F

En vente en librairie

DALLOZ
11 rue Soufflot
75240 PARIS CEDEX 05

AUJOURD'HUI N° 88
juillet 1984

FORMATION: pour quoi faire ?

Formation: des besoins nouveaux. Qualification, mobilité, carrière. La leçon, hier et aujourd'hui. D'autres lieux de formation: l'apprentissage, l'entreprise. Les systèmes de formation (dossier).

avec la collaboration de Yvette Chassagné, Hervé Harmon et Patrick Roman. Nicole Notat, Antoine Prost, Philippe Zarifian

Un numéro de 96 pages - 33 F. En vente chez les marchands de journaux ou à commander à Administration de CDDT-AUJOURD'HUI, 4, boulevard de la Villette 75955 Paris cedex 19.

UN JOUR
DANS LE MONDE

IDÉES

2. Lettres au Monde.
- LU : Méditation teintée d'humour noir à l'intention de ceux qui passent des nuits blanches, de Freddy Klopfstein.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT
- Bagdad et Amman décident la construction d'un oléoduc Irak-Irak-Rouge.

3. ASIE
- NOUVELLE-ZÉLANDE : la préparation des élections législatives.

4. DIPLOMATIE
- La conférence de Genève sur les réfugiés africains.

4. AMÉRIQUES
- HAITI : « Les émeutes de la faim sont d'abord politiques », point de vue du Père Jean-Yves Uffé.

6-7. EUROPE
- POLOGNE : avant le procès du KOR : « les étrangers de l'ère d'après-guerre », tribune internationale par Krystof Pomian.

7. AFRIQUE
- « Être jeune au Maghreb » (IV), par Jean de La Gollivrière.

POLITIQUE

8. Le débat au sein du PS.
- Les discussions internes au PCF.

SOCIÉTÉ

10. Le débat sur la délinquance et la déviance.
16. RELIGION : M. Emilio Castro élu secrétaire général du Conseil œcuménique.
- SPORTS.

LE MONDE
DES LIVRES

11 et 14. LECTURES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.
12. LETTRES ÉTRANGÈRES.
LA VIE LITTÉRAIRE.

13. L'ANNÉE DIDOT.

CULTURE

17. PHOTO : la mort de Brassat.

FESTIVALS : à Aix-en-Provence, diverses chorégraphies de l'Amour.

ÉCONOMIE

21. ÉNERGIE : l'OPF accorde le quota du Nigeria et envisage d'accueillir de nouveaux membres.

TRANSPORTS : changement à la tête d'Air France.

22. AFFAIRES.
- SOCIAL : un entretien avec le secrétaire général de l'Union des ingénieurs et cadres CGT.

RADIO-TÉLÉVISION (19)
ÉTÉ (19-20):

Histoire d'amour, par Konk; Mots croisés; Météorologie; Loterie nationale; Loto; Tacotac.

Annonces classées (22); Carnet (16); Programmes des spectacles (18); Marchés financiers (25).

ASSOCIATION
POUR LA RECHERCHE
SUR LE CANCER

Association reconnue d'utilité publique.
Décret du 10.11.1966

SESSION D'AUTOMNE DES COMMISSIONS DE L'ARC

Pour la session d'automne, les commissions scientifiques de l'ARC émettront un avis sur les projets de recherche clinique et fondamentale qui lui seront soumis sur les thèmes prioritaires suivants :

- Essais thérapeutiques chez les cancéreux, y compris les études de pharmacologie clinique et pharmacocinétique.
- Mécanismes et facteurs tumoraux : antigéniques (étude en particulier par des anticorps monoclonaux), biochimiques (y compris les récepteurs hormonaux), génétiques (en particulier les antigènes HLA).
- Transplantation de moelle chez l'homme et conditionnement (de l'hôte au greffon), mécanisme de l'immunité tumorale et des métastases.
- Épidémiologie des cancers.
- Cancérogénies par agents chimiques ou viraux.
- Génétique moléculaire, appliquée aux cancers expérimentaux et humains.
- Bases fondamentales de l'immunologie appliquée à la cancérologie.

Les commissions scientifiques nationales jugent ces projets sont composés de personnel médical et scientifique désigné ou élu par les directeurs généraux et les commissions complémentaires du CNRS et de l'INSERM, ainsi que par le conseil d'administration de l'ARC.

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES DOSSIERS : LE 15 SEPTEMBRE 1984.

Les dossiers peuvent être obtenus auprès du secrétariat des commissions de l'ARC.
B.P. 3 - 94801 Villejuif - Tél. : 16.1.57.57 (lignes 25-32)

Cet appel s'adresse à tous les laboratoires ou services impliqués dans la recherche cancérologique, sur l'ensemble du territoire national.

Les projets seront jugés sur leur qualité intrinsèque selon les normes les plus strictes adoptées par les commissions du CNRS et de l'INSERM.

Les subventions peuvent être accordées pour une durée de 1 à 2 ans.

Ces demandes peuvent comprendre des dépenses d'équipement, de fonctionnement et de missions.

Les bourses d'études sont allouées pour une durée maximale de 1 an.

L'ARC a consacré, depuis 1980, 400 millions de francs à la recherche sur le cancer.

16, av. Paul-Vaillant-Couturier - BP 3 - 94801 Villejuif Cédex
Tél. 678.57.57 - Tél. ASRECA 280686 F - CCP 303 Paris

Hausse des taux d'intérêt, extension de la grève des dockers
nouveau défi des mineurs

Tension en Grande-Bretagne

De notre correspondant

machine en arrière dans son combat contre les grandes municipalités travaillistes : un compromis vient d'être conclu avec les autorités locales de Liverpool, qui s'approprient à voter un budget largement déficitaire par défi contre les restrictions récemment imposées sur les dépenses municipales.

Paralyse des ports

Les partisans de M^{rs} Thatcher savent que les ennemis que connaît actuellement le monde britannique sont relatifs, étant donnée sa solidité jusqu'à présent, et sont surtout dus aux hausses du dollar et des taux d'intérêt américains de même qu'à des craintes concernant les prix du pétrole. Mais le danger est que la prolongation de la grève des mineurs et le déclenchement soudain de celle des dockers ont été des circonstances aggravantes, et ils se demandent si le gouvernement a bien pris, face à ces conflits, la mesure de sa position, qui n'est peut-être pas aussi confortable qu'il veut le laisser entendre.

La grève des dockers menace de s'étendre. Les principaux ports sont paralysés et les syndicats se préparent à envoyer des piquets de grève dans les nouveaux ports de moindre importance, qui pour le moment n'ont pas été touchés par mouve-

ment et sur lesquels ont été reportées une partie des marchandises bloquées ailleurs. Les syndicats n'ont pas l'intention, surtout en période de vacances, d'arrêter le trafic des passagers par les ferries, notamment en mer du Nord et sur la Manche, mais ils veulent empêcher le passage des remorqueurs de fret sur ces bateaux. S'ils parviennent à ces objectifs, leur action risque de peser lourdement sur l'économie d'un pays dont les trois quarts des échanges se font par voie maritime.

L'Union nationale des mineurs (NUM), pour sa part, franchi un nouveau pas, le 11 juillet, pour tenter de rétablir les rangs avant la reprise des négociations avec la direction des Charbonnages la semaine prochaine. Les dirigeants de la NUM, ignorant une décision de justice les enjoignant de n'en rien faire, ont aggravé considérablement les mesures disciplinaires prévues dans les statuts du syndicat à l'encontre de ceux qui ne respectent pas les mots d'ordre de grève. Cette décision vise, entre autres, les mineurs du Nottinghamshire, qui continuent de travailler depuis le début de la grève et qui venaient de faire appel aux tribunaux parce qu'ils risquaient maintenant d'être exclus du syndicat et, partant, de perdre leur emploi, puisque la NUM bénéficie du monopole de l'embau-

FRANCIS CORNU.

Mme Ferraro, candidate démocrate
à la vice-présidence des Etats-Unis

« Un politicien au meilleur sens du terme »

Mme Geraldine Ferraro ne parait pas favorisée dans la course à la candidature à la vice-présidence. On dit que M. Mondale beaucoup plus impressionné par sa principale rivale possible, M^{lle} Dianne Feinstein, la dynamique maire de San Francisco, malgré le double handicap que pouvait constituer pour elle le fait d'être juive et d'avoir été mariée trois fois.

Quant aux différentes organisations féministes qui font pression depuis plusieurs semaines pour que la candidate démocrate à la Maison-Blanche choisisse une femme comme co-législature pour constituer le fameux « ticket » présidentiel, elles n'avaient guère apprécié que Mme Ferraro paraisse si facilement se rallier à l'idée d'importer un système de nomination à la candidature de M. Mondale et d'un deuxième homme. Pourtant, c'est finalement cette représentante régulièrement élue de l'Etat de New York, dans lequel elle est née, à Newburgh le 26 août 1935, qu'a choisie M. Mondale pour affronter les électeurs.

Il est vrai que le candidat démocrate avait eu de bonnes raisons d'apprécier le savoir-faire et le sens de l'organisation de Mme Ferraro. Celle-ci dirige en effet avec énergie sa campagne, après s'être fait remarquer à la Chambre des représentants, où elle a entamé son troisième mandat, par la clarté et la sérénité de ses interventions. La présidente de la Chambre, M. Tip O'Neill, ne craint d'ailleurs pas d'éloges sur son flair politique et sur son sens du service public.

Un service public où la nouvelle candidate s'est précédemment illustrée comme magistrat, après des études juridiques entreprises à l'université de Fordham, au sortir du collège de Marymount, et poursuivies à celle de New York. Mais c'est à partir de 1979, lorsque les démocrates l'ont nommée à la législature de Washington, qu'elle a véritable-

ment commencé à faire parler d'elle au sein du Parti démocrate. Jamais reboutée par les tâches d'organisation les plus ingrates ou les dossiers techniques les plus arides, animant dès huit heures du matin ses nombreuses réunions dont les états-majors de parti sont friand, elle a peu à peu fait la conquête de bon nombre de dirigeants, à qui elle est si hostile par son extérieur, sa connaissance des aspects juridiques de toutes les questions et son dévouement militant.

Quitte à surprendre parfois, voire à agacer certains de ses collègues parlementaires, par une attitude un peu tranchée, un manque de souplesse dialectique qui n'exclut pas les contradictions : elle est par exemple favorable à la liberté de l'avortement, mais elle y est hostile en tant que catholique comme elle aime à le rappeler. Ou encore à propos du déploiement des euromissiles, qu'elle déplore après avoir soutenu l'élaboration des fusées MX sous la présidence de M. Carter.

Blonde, le sourire volontaire, l'élégance de bon ton soulignant un physique séduisant, M^{lle} Ferraro est-elle aussi ambitieuse que le soupçonner certains de ses interlocuteurs, qui s'inquiètent de la tendance à se mêler de tout ? Nul en tout cas ne songe à lui dénier d'extraordinaire compétence d'un politicien au meilleur sens du terme, selon la formule d'un dirigeant démocrate. Il lui reste à imposer cette opinion au public, service qu'elle sera, il est vrai, à l'américaine, par l'image d'une femme apparemment exemplaire formée de son mari John, qui l'accompagne volontiers dans les meetings, et de ses trois enfants. Il y a au moins une chose sur laquelle M^{lle} Ferraro n'a pas d'avis d'avis, elle avoue elle-même : « Savoir si je pourrais faire l'affaire. » M. Mondale paraît finalement avoir été lui-même convaincu.

B. B.

Sur le vif

Un métier de chien

L'homme est un loup pour l'homme. Comment défendre l'homme contre l'homme ? En lâchant les chiens. Du coup, le chien devient un loup pour l'homme. Dans la jungle des villes, il se jette sur tout ce qui passe, sur tout ce qui bouge, sur l'homme et sur le petit de l'homme. L'autre jour encore, il a mordu un enfant, et l'enfant est mort. Et dans la brousse des campagnes, il attaque les troupeaux. Plus de cinquante mille moutons succombent, bon en mal, sous ses crocs.

On dit : c'est des chiens sauvages. Pas du tout. Des chiens errants ? Des chiens perdus sans collier ? Pas davantage. Ce sont des chiens dressés, des chiens lâchés la nuit pour garder les abords des villes. Des chiens qui tuent par plaisir, qui s'amuse à poursuivre leur proie, à l'enfermer, à la déchiqueter, des chiens grisés par le goût et par l'odeur du sang.

« Gardez vos chiens, nous gardons nos bergers », se slogan lancé par les agriculteurs de la FNEA en de long sur la gravité de la situation. L'autre jour à la télé on a vu une dame masquée. Un chien lui avait enroulé le cou, le cou ? En fait il s'agit alors qu'on va se balader dans les étolles, ça paraît bizarre à première vue.

Au fait, les stations spéciales, qui c'est qui va les garder ?

CLAUDE SARRAUTE.

Au Conseil des ministres

DEUX PROJETS DE LOI
SUR L'ÉTHIQUE MÉDICALE

Le conseil des ministres du jeudi 12 juillet devrait débattre de deux projets de loi d'éthique médicale. Le premier a trait à la multiplication des centres qui pratiquent des inséminations artificielles avec donneur, à la congélation du sperme, à la fécondation in vitro. Le gouvernement prépare avant la fin de l'année un projet de loi destiné à soumettre les centres à une autorisation préalable et à un agrément technique pour contrôler la qualité sanitaire des services ainsi rendus.

Un deuxième projet de loi concerne l'expérimentation des médicaments sur l'homme sain. Ce texte reposera sur deux principes : l'expérimentation ne pourra être menée qu'après « consentement libre et éclairé » du sujet ; la méthodologie des essais devra être soumise à des « conseils d'éthique décentralisés » au niveau régional.

● **Insémination post mortem** - Jugement le 1^{er} août. - Le tribunal de Créteil rendra son jugement, le 1^{er} août, dans le procès qui oppose M^{lle} Corinne Parpallix au Centre d'étude et de conservation du sperme (CECOS) du Kremlin-Bicêtre (le Monde du 29 juin). La jeune femme souhaite obtenir une insémination artificielle par le sperme de son mari, décédé le 25 décembre 1983, ce que le CECOS refuse. Dans son requête, le procureur de la République, M. Yves Lescat, a rejeté, compte tenu de l'état actuel du droit, la demande de restitution du sperme exprimée par M^{lle} Corinne Parpallix, mais a souligné que le jugement soit rendu « sans rigueur excessive ».

L'ORGANISATION
DU TROISIÈME CYCLE
DES ÉTUDES MÉDICALES
EST FIXÉE

« À TITRE TEMPORAIRE »

Un décret paru au Journal officiel du 11 juillet « fixe à titre transitoire l'organisation du troisième cycle des études médicales ». Ce texte arrête notamment les modalités du « certificat de synthèse clinique et thérapeutique » et du troisième cycle des études médicales. Le décret rappelle que désormais les étudiants seront placés sous le régime de « l'Internat pour tous » et fixe les conditions de troisième cycle de médecine générale, et des troisième cycles de « médecine spécialisée, de santé publique et de recherche médicale ». Le texte arrête enfin les dispositions relatives au « diplôme d'études spécialisées complémentaires ».

Sur l'un des points les plus controversés de cette réforme du troisième cycle de médecine générale, le décret, qui fixe sa durée (deux ans), indique qu'il comportera, outre une formation à l'hôpital, des stages chez des praticiens, les « matières de stage ». Le détail des modalités de ce troisième cycle de médecine générale sera complété par des arrêtés et circulaires qui seront adoptés avant la fin de 1984.

NOUVELLE HAUSSE
DU DOLLAR :
8,75 F

La hausse du dollar a continué ininterrompue sur les marchés des changes. Le monnaie américaine a battu à nouveau son record à Paris, atteignant 8,75 F contre 8,73 F et se plaçant, à Francfort, de 2,84 DM à 2,85 DM, au plus haut depuis dix ans. Les taux ne montent plus aux États-Unis dans l'attente, mais tout le monde s'attend que leur progression reprenne prochainement.

La filiale française de la Chase
Manhattan ramène son taux de
base de 12,25 % à 12 %

La filiale française de la banque américaine Chase Manhattan, basée à Paris, a ramené son taux de base de 12,25 % à 12 %. Cette réduction, la première depuis janvier 1983, date à laquelle le taux de base des banques fut ramené de 12,75 % à 12,25 %, fait grand bruit dans le monde des banques, car elle s'est faite précipitamment. Une telle réduction est à l'ordre du jour depuis que la Banque de France a entrepris de faire baisser le taux d'argent sur le marché monétaire. Le taux de base de la Chase Manhattan, qui est de 12 % à 11 %. On en a souligné d'abord que les banques alignent, également, leurs taux de base pour les crédits accordés à la clientèle.

La Chase Manhattan, qui s'aligne en grande partie sur le marché monétaire, a pu le faire, d'après les données prises antérieurement par M. Mennery pour essayer d'éviter une concentration des banques en matière de taux. Les grandes banques commerciales en revanche, qui ont dû dégrader à leur tour leurs taux (jusqu'à 40 % en moyenne), reculent des crédits à leur client (comme son frère et CODEVI) dont la rémunération, fixée depuis un an à 7,50 %, n'a pas baissé, montrant que d'enthousiasme pour réduire leur taux de base, Chase Manhattan est « l'opinion Chase Manhattan ». - F. B.

● **Le Japon produira 25 millions de magnétoscopes en 1984** - La production japonaise de magnétoscopes devrait atteindre 25 millions d'unités cette année, selon les industriels, contre 18,2 millions l'an dernier. Les exportations devraient fortement progresser puisqu'elles ont été de 51 % au premier semestre avec 9,3 millions d'unités.

Le numéro du « Monde » daté 12 juillet 1984 a été tiré à 438 452 exemplaires

Astrolabe
menu à 140 F
et « Grande Carte »
40 rue La Fayette
75009 Paris
500.83.47
Sauf jusqu'à 20 personnes
avant en août

A B C D E F G